

Banque HSBC Canada

Rapport intermédiaire du premier trimestre de 2022

Performance de la Banque HSBC pour le premier trimestre de 2022

Trimestre clos le 31 mars 2022

Total du résultat
d'exploitation

570 M\$

(529 M\$ en 2021)

↑ 7,8 %

Bénéfice avant la charge d'impôt
sur le résultat

292 M\$

(232 M\$ en 2021)

↑ 26 %

Bénéfice attribuable à
l'actionnaire ordinaire

203 M\$

(158 M\$ en 2021)

↑ 28 %

Au 31 mars 2022

Total de l'actif

120,8 G\$

(119,9 G\$ au 31 déc. 2021)

↑ 0,8 %

Ratio des capitaux propres
ordinaires de catégorie 1¹

11,6 %

(14,0 % au 31 déc. 2021)

↓ 240 pb

En guise de commentaire sur les résultats, Linda Seymour, présidente et chef de la direction de la Banque HSBC Canada, a fait la déclaration suivante :

« L'exercice a débuté sur les chapeaux de roue. De fait, le bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat a affiché une forte croissance, chacun de nos secteurs d'activité y ayant contribué. En outre, cette période a débuté au moment même où des signes encourageants suggéraient que l'économie canadienne allait bénéficier d'un assouplissement des restrictions imposées en raison de la pandémie, les services redémarrant à l'échelle du pays. Par conséquent, les prêts, les fonds d'investissement sous gestion et les activités au chapitre des cartes ont tous progressé durant cette période. Nos clients

sont de plus en plus friands de notre gamme croissante de services numériques et font appel à nos compétences pour les aider dans leur transition vers une économie à zéro émission nette. Notre excellent rendement en ce début de 2022 était nécessaire puisque le monde entier sera confronté à de grandes incertitudes dans le reste de l'année, à savoir la poursuite de la pandémie, la perturbation des chaînes d'approvisionnement, les tensions géopolitiques, la flambée des prix du pétrole, l'inflation et les hausses des taux d'intérêt. Malgré les défis à venir, je sais que nos équipes parviendront à soutenir notre clientèle avec autant de souplesse que dans le passé. »

¹ Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Risque de capital » figurant dans le rapport de gestion pour obtenir la définition de cette expression.

Principal prix et distinction

Cote Or – vocation sociale
Palmarès de la vocation sociale de Corporate Knights (2022)

Meilleure banque pour le financement du commerce international et meilleure banque pour la qualité des services au Canada
Euromoney (2022)

Table des matières du rapport intermédiaire

En bref	1
Rapport de gestion	3
États financiers consolidés	43
Notes annexes	48
Renseignements à l'intention des actionnaires	56

Nos secteurs d'activité mondiaux¹

Notre modèle d'exploitation s'articule autour de quatre secteurs d'activité et d'un centre général qui bénéficient du soutien de plusieurs fonctions d'entreprise et de nos équipes responsables des services numériques.

Services aux entreprises (« SE »)

Nous offrons aux entreprises clientes des produits et services bancaires afin de les aider à mener leurs activités et à croître. Notre clientèle hautement diversifiée va des petites entreprises aux grandes sociétés internationales.

Gestion de patrimoine et services bancaires aux particuliers (« GPSBP »)

Nous offrons à tous les Canadiens une gamme complète et hautement concurrentielle de produits et de services bancaires afin de les aider à gérer leurs finances, à acheter leur habitation, à économiser et à investir en vue de l'avenir. Ce secteur propose aussi une vaste gamme de produits de placement mondiaux et d'autres services spécialisés à nos clients présents sur la scène internationale.

Services bancaires internationaux (« SBIM »)²

Nous fournissons des produits et services financiers aux grandes sociétés, aux administrations publiques et aux institutions. Nos nombreux produits et solutions peuvent être regroupés et personnalisés afin de répondre aux objectifs spécifiques des clients, et ce, qu'il s'agisse de la mobilisation de capitaux sur les marchés primaires des titres de créance et des actions, du commerce international ou du financement des comptes clients.

Marchés et Services liés aux valeurs mobilières (« MSVM »)²

Nous permettons à nos clients, tant les grandes sociétés que les institutions, d'accéder aux marchés financiers et aux liquidités, de trouver des occasions d'investissement, de gérer les risques et d'effectuer des transactions facilement. Nous regroupons les solutions de financement, les ventes et la négociation, la recherche, la compensation et le règlement des paiements, les activités de garde internationale et directe, ainsi que les services d'actifs.

Trimestre clos le 31 mars 2022

Total du résultat d'exploitation

280 M\$	↑ 17 %	217 M\$	↑ 4,8 %	47 M\$	↓ 22 %	26 M\$	↑ 24 %
(239 M\$ en 2021)		(207 M\$ en 2021)		(60 M\$ en 2021)		(21 M\$ en 2021)	

Bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat

217 M\$	↑ 44 %	60 M\$	↑ 62 %	23 M\$	↓ 53 %	13 M\$	↑ 44 %
(151 M\$ en 2021)		(37 M\$ en 2021)		(49 M\$ en 2021)		(9 M\$ en 2021)	

Au 31 mars 2022

Actifs liés aux clients³

34,0 G\$	↑ 6,9 %	36,3 G\$	↑ 1 %	4,3 G\$	↓ 5,4 %	Néant
(31,8 G\$ au 31 déc. 2021)		(35,9 G\$ au 31 déc. 2021)		(4,5 G\$ au 31 déc. 2021)		(néant au 31 déc. 2021)

¹ Nous gérons nos activités et en déclarons les résultats en fonction de quatre secteurs d'activité. Les résultats consolidés de la Banque HSBC Canada présentés à la page précédente englobent également ceux du centre général (voir la page 17 du rapport de gestion pour obtenir de plus amples renseignements à ce sujet). Le centre général n'est pas un secteur d'activité de la banque. Les chiffres indiqués ci-dessous donnent un rapprochement entre les secteurs d'activité et les résultats de l'entité. Les résultats équivalents pour le centre général sont les suivants : total du résultat d'exploitation de néant pour le trimestre (total du résultat d'exploitation de 2 M\$ pour le trimestre en 2021), bénéfice/(perte) avant la charge d'impôt sur le résultat de (21) M\$ pour le trimestre ((14) M\$ pour le trimestre en 2021) et actifs des clients de néant (néant en 2021).

² Avec prise d'effet au quatrième trimestre de 2021, nous avons scindé le secteur d'activité auparavant appelé « Services bancaires internationaux et marchés » en deux secteurs, soit « Services bancaires internationaux » et « Marchés et Services liés aux valeurs mobilières », afin de refléter nos nouveaux secteurs d'activité. Toutes les données comparatives ont été ajustées pour être conformes à la présentation adoptée pour la période à l'étude. Pour plus de précisions, se reporter à la note 4.

³ Les actifs liés aux clients comprennent les prêts et avances à des clients et les engagements de clients en contrepartie d'acceptations.

Table des matières du rapport de gestion

	Page
Base d'établissement	3
Mise en garde concernant les énoncés prospectifs	3
À propos de la HSBC	4
Utilisation de mesures financières supplémentaires	4
Faits saillants financiers	6
Performance financière	7
Évolution de la situation financière	11
Nos secteurs d'activité	12
Sommaire de la performance trimestrielle	16
Survol et perspectives économiques	17
Faits nouveaux en matière de réglementation	19
Questions comptables	21
Arrangements hors bilan	21
Instruments financiers	21
Contrôles et procédures de communication de l'information et contrôle interne à l'égard de l'information financière	21
Transactions avec des parties liées	21
Risques	22

Base d'établissement

La Banque HSBC Canada, ainsi que ses filiales (collectivement, la « banque », « nous », « notre »), est une filiale en propriété exclusive indirecte de HSBC Holdings plc (« HSBC Holdings »). Dans le présent rapport de gestion, le Groupe HSBC Holdings est désigné comme le « Groupe HSBC » ou le « Groupe ».

Le présent rapport de gestion a pour but de permettre aux lecteurs d'évaluer notre situation financière et nos résultats d'exploitation du trimestre clos le 31 mars 2022, en comparaison avec ceux de la période correspondante de l'exercice précédent. Ce rapport de gestion devrait être lu à la lumière de nos états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités et des notes annexes du trimestre clos le 31 mars 2022 (« états financiers consolidés ») ainsi que du *Rapport et états financiers annuels 2021*. Ce rapport de gestion est daté du 22 avril 2022, date à laquelle notre conseil d'administration a approuvé les états financiers consolidés et le rapport de gestion. Les « notes » dont il est question tout au long de ce rapport de gestion renvoient aux notes annexes des états financiers consolidés du trimestre clos le 31 mars 2022.

La banque a établi ses états financiers consolidés selon la Norme comptable internationale (« IAS ») 34 *Information financière intermédiaire* qu'a publiée l'International Accounting Standards Board (« IASB »), et ces états devraient être lus en parallèle avec les états financiers consolidés annuels audités de 2021 de la banque. Ces derniers ont été établis conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS ») et en tenant compte des notes d'orientation concernant la comptabilité publiées par le Bureau du surintendant des institutions financières Canada (« BSIF »), comme l'exige le paragraphe 308(4) de la *Loi sur les banques*. Certaines sections du présent rapport de gestion, soit celles marquées d'un astérisque (*), font partie intégrante des états financiers consolidés ci-joints. Les abréviations « M\$ » et « G\$ » signifient millions et milliards de dollars canadiens, respectivement. À moins d'indication contraire, tous les montants des tableaux sont exprimés en millions de dollars.

Nos documents d'information continue, dont les documents intermédiaires et annuels que nous déposons, sont disponibles par voie d'un lien sur le site de la banque, au www.hsbc.ca. Ces

documents ainsi que la notice annuelle de la banque peuvent également être consultés sur le site des Autorités canadiennes en valeurs mobilières, au www.sedar.com. Il est possible d'obtenir tous les renseignements sur les activités et les résultats financiers de HSBC Holdings et du Groupe HSBC, ce qui englobe la Banque HSBC Canada, de même que toutes les informations destinées aux investisseurs, dont des exemplaires du *Rapport et états financiers annuels 2021* de HSBC Holdings, sur le site www.hsbc.com. Les informations figurant sur ces sites ou qui sont accessibles par leur intermédiaire ne font pas partie intégrante du présent rapport.

Mise en garde concernant les énoncés prospectifs

Le présent document renferme des informations prospectives, dont des énoncés concernant les activités et projets futurs de la banque. Ces énoncés se caractérisent par le fait qu'ils ne reposent pas strictement sur des données ou événements passés ou en cours. Des énoncés prospectifs renferment souvent des termes ou expressions comme « prévoir », « estimer », « s'attendre à », « projeter », « avoir l'intention de », « planifier » et « croire », ainsi que des mots ou expressions similaires qui sont employés pour décrire le rendement financier ou opérationnel à venir. De par leur nature même, ces énoncés nous obligent à poser plusieurs hypothèses et sont assujettis à divers risques et incertitudes qui leur sont inhérents et qui pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent sensiblement de ceux envisagés dans les énoncés prospectifs. Nous prions le lecteur de ne pas se fier indûment à ces énoncés puisque de nombreux facteurs de risque pourraient donner lieu à des résultats réels nettement différents des attentes exprimées par les énoncés. Dans le rapport de gestion figurant dans le *Rapport et états financiers annuels 2021*, la rubrique « Risques » décrit les principaux risques auxquels la banque est exposée, risques qui, s'ils ne sont pas gérés comme il se doit, pourraient influencer grandement sur ses résultats financiers à venir. Ces risques comprennent le risque de crédit, le risque de trésorerie (incluant le risque de capital, le risque de liquidité et de financement et le risque de taux d'intérêt), le risque de marché, le risque lié à la résilience, le risque de non-conformité à la réglementation, le risque lié aux crimes financiers, le risque lié aux modèles et le risque lié à la caisse de retraite. Les autres facteurs qui pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent nettement des attentes exprimées par les énoncés prospectifs comprennent la conjoncture économique dans son ensemble et les conditions de marché, l'inflation, les politiques budgétaires et monétaires, les modifications des lois, de la réglementation et de l'approche de supervision, le degré de concurrence et les technologies de rupture, les cybermenaces et l'accès non autorisé aux systèmes, les modifications de nos notations de crédit, le risque lié aux changements climatiques, dont les conséquences des risques de transition et des risques matériels, la transition visant les taux interbancaires offerts (« TIO »), les changements touchant les normes comptables, les changements de taux d'imposition, de lois et règlements fiscaux et leur interprétation par les autorités fiscales, le risque de fraude de la part d'employés ou d'autres parties, les transactions non autorisées et réalisées par le personnel et l'erreur humaine. Notre capacité à concrétiser nos priorités stratégiques et à gérer de manière proactive les exigences du cadre réglementaire dépend du perfectionnement et de la fidélisation de nos cadres dirigeants et de nos employés les plus performants. Demeurer en mesure de recruter, de perfectionner et de conserver à notre emploi du personnel compétent dans un marché du travail des plus compétitifs et

actifs se révèle toujours difficile. Nous surveillons les risques liés aux ressources humaines en veillant à la santé mentale et au bien-être de nos employés, surtout en ces temps de pandémie. Malgré les plans d'urgence que nous avons instaurés afin d'assurer notre résilience advenant des perturbations opérationnelles à la fois prolongées et majeures, notre capacité d'exercer nos activités pourrait souffrir d'une défaillance dans les infrastructures qui soutiennent nos activités et les collectivités avec lesquelles nous faisons des affaires, incluant, sans toutefois s'y limiter, une défaillance provoquée par une urgence de santé publique, une pandémie, une catastrophe écologique, un acte terroriste et un événement géopolitique. Les rubriques « Facteurs susceptibles d'avoir une incidence sur les résultats futurs » et « Répercussions de la COVID-19 et notre réaction » du *Rapport et états financiers annuels 2021* renferment une description de ces facteurs de risque. Nous tenons à aviser le lecteur que la liste des facteurs de risque présentée ci-dessus n'est pas exhaustive et qu'il se peut que d'autres incertitudes et facteurs éventuels non mentionnés aux présentes nuisent à nos résultats et à notre situation financière. Tout énoncé prospectif paraissant dans ce document est en date de celui-ci. Nous ne nous engageons nullement à réviser, à mettre à jour ou à modifier les énoncés prospectifs en raison de nouvelles informations, d'événements ultérieurs ou d'autres circonstances, et nous déclinons expressément toute obligation de le faire, sauf dans la mesure où les lois pertinentes sur les valeurs mobilières nous y contraignent.

À propos de la HSBC

La Banque HSBC Canada est le chef de file des banques internationales au Canada et a célébré son 40^e anniversaire d'existence en 2021. Nous aidons des entreprises et des particuliers partout au pays à faire des affaires et à gérer leurs finances au pays et à l'échelle mondiale par l'entremise de quatre secteurs d'activité, soit Services aux entreprises, Gestion de patrimoine et services bancaires aux particuliers, Services bancaires internationaux¹ et Marchés et Services liés aux valeurs mobilières¹. Aucune autre banque internationale n'est aussi présente que nous sur le marché canadien, et aucune autre banque canadienne ne possède notre présence internationale.

Le Canada contribue grandement à la stratégie du Groupe HSBC et joue un rôle clé dans les efforts que celui-ci déploie pour seconder ses clients et favoriser leur croissance, tirant ainsi parti de sa présence dans tous les grands corridors commerciaux, dont ceux en Amérique du Nord, ce qui englobe les États-Unis et le Mexique, ainsi que ceux en Europe et en Asie.

Groupe HSBC vise à devenir carboneutre dans l'exécution de ses activités et de ses émissions financées et elle collabore avec ses clients afin d'accélérer la transition vers une économie sobre en carbone.

Le siège social de HSBC Holdings plc, société mère de la Banque HSBC Canada, est situé à Londres, au Royaume-Uni. Le Groupe HSBC sert des clients du monde entier à partir de ses bureaux répartis dans 64 pays et territoires en Europe, en Asie, dans les Amériques, au Moyen-Orient et en Afrique du Nord. Avec des actifs totalisant 3 022 G\$ US au 31 mars 2022, il est l'un des plus importants groupes de services bancaires et financiers au monde.

« Un monde d'occasions à découvrir », voilà ce qui définit notre raison d'être. Nous sommes ici pour mettre nos compétences, nos capacités, notre éventail de produits et notre vaste expérience au service de nos clients et ainsi les faire profiter d'occasions uniques. Nous regroupons les gens, les idées et les capitaux qui favorisent la réussite et la croissance, aidant de ce fait à créer un monde meilleur pour nos clients, notre personnel et nos collectivités et à protéger la planète.

Les actions de HSBC Holdings sont inscrites à la cote des bourses de Londres, de Hong Kong, de New York et des Bermudes. Elles sont négociées à la Bourse de New York sous forme de certificats américains d'actions étrangères. La Banque HSBC Canada a des obligations sécurisées en euros qui sont inscrites à la Bourse de Londres.

1 Avec prise d'effet au quatrième trimestre de 2021, nous avons scindé le secteur d'activité auparavant appelé « Services bancaires internationaux et marchés » en deux secteurs, soit « Services bancaires internationaux » et « Marchés et Services liés aux valeurs mobilières », afin de refléter nos nouveaux secteurs d'activité. Toutes les données comparatives ont été ajustées pour être conformes à la présentation adoptée pour l'exercice à l'étude. Pour plus de précisions, se reporter à la note 4.

Utilisation de mesures financières supplémentaires

Pour évaluer sa performance, la banque utilise des mesures financières supplémentaires qui sont établies à partir de chiffres calculés selon les IFRS. Ce qui suit constitue un glossaire des mesures pertinentes qui sont employées tout au long du présent document, mais qui ne figurent pas dans les états financiers consolidés. Les mesures financières supplémentaires suivantes comprennent les soldes moyens, et les chiffres annualisés de l'état du résultat net, tel qu'il est indiqué, sont utilisés tout au long de ce document.

Le **rendement des capitaux propres moyens attribuables à l'actionnaire ordinaire** correspond au bénéfice attribuable à l'actionnaire ordinaire annualisé de la période, divisé par la moyenne¹ des capitaux propres ordinaires.

Le **rendement de la moyenne des actifs pondérés en fonction des risques** correspond au bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat annualisé de la période, divisé par la moyenne¹ des actifs pondérés en fonction des risques.

Le **ratio d'efficience** correspond au total des charges d'exploitation exprimé en pourcentage du total du résultat d'exploitation.

Le **ratio du levier d'exploitation** s'entend de l'écart entre le taux de variation du résultat d'exploitation et celui des charges d'exploitation.

La **marge d'intérêts nette** désigne les produits d'intérêts nets exprimés en pourcentage annualisé de la moyenne¹ des actifs productifs d'intérêts².

La **variation des pertes de crédit attendues en pourcentage de la moyenne du montant brut des prêts et avances et des acceptations** s'entend de la variation des pertes de crédit attendues³ annualisée, exprimée en pourcentage de la moyenne¹ du montant brut des prêts et avances à des clients et des engagements de clients en contrepartie d'acceptations.

La **variation des pertes de crédit attendues sur les prêts et avances et les acceptations de stade 3 en pourcentage de la moyenne du montant brut des prêts et avances et des acceptations** s'entend de la variation des pertes de crédit attendues³ annualisée sur les actifs de stade 3, exprimée en pourcentage de la moyenne¹ du montant brut des prêts et avances à des clients et des engagements de clients en contrepartie d'acceptations.

Le **total de la correction de valeur pour pertes de crédit attendues de stade 3 en pourcentage du montant brut des prêts et avances et des acceptations de stade 3** s'entend du total de la correction de valeur pour pertes de crédit attendues³ sur les prêts et avances à des clients et les engagements de clients en contrepartie d'acceptations de stade 3 exprimé en pourcentage des prêts et avances à des clients et des engagements de clients en contrepartie d'acceptations de stade 3.

Les **sorties du bilan nettes en pourcentage de la moyenne des prêts et avances à des clients et des acceptations** correspondent aux sorties du bilan nettes annualisées, exprimées en pourcentage de la moyenne¹ du montant net des prêts et avances à des clients et des engagements de clients en contrepartie d'acceptations.

- 1 *La marge d'intérêts nette est calculée à l'aide des soldes moyens quotidiens. Toutes les autres mesures financières mettent en jeu des soldes moyens qui sont établis à l'aide des soldes à la clôture du trimestre.*
- 2 *Il y a lieu de se reporter au tableau « Sommaire des produits d'intérêts par type d'actif », à la page 8, pour obtenir la composition des actifs productifs d'intérêts.*
- 3 *La variation des pertes de crédit attendues a essentiellement trait aux prêts, aux acceptations et aux engagements.*

Faits saillants financiers

(en millions de dollars, sauf indication contraire)	Notes	Trimestre clos le	
		31 mars 2022	31 mars 2021
Performance financière de la période			
Total du résultat d'exploitation		570	529
Variation des pertes de crédit attendues et autres pertes de valeur liées au crédit – reprise		42	16
Charges d'exploitation		(320)	(313)
Bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat		292	232
Bénéfice attribuable à l'actionnaire ordinaire		203	158
Bénéfice de base et dilué par action ordinaire (\$)		0,37	0,29
Ratios financiers (%)			
	1		
Rendement des capitaux propres moyens attribuables à l'actionnaire ordinaire		15,5	11,2
Rendement de la moyenne des actifs pondérés en fonction des risques		2,9	2,4
Ratio d'efficience		56,1	59,2
Ratio du levier d'exploitation		5,6	1,2
Marge d'intérêts nette		1,28	1,12
Variation des pertes de crédit attendues en pourcentage de la moyenne du montant brut des prêts et avances et des acceptations	2	s. o.	s. o.
Variation des pertes de crédit attendues sur les prêts et avances et les acceptations de stade 3 en pourcentage de la moyenne du montant brut des prêts et avances et des acceptations		0,01	0,11
Total de la correction de valeur pour pertes de crédit attendues de stade 3 en pourcentage du montant brut des prêts et avances à des clients et des acceptations de stade 3		33,1	32,4
Sorties du bilan nettes en pourcentage de la moyenne des prêts et avances et des acceptations		0,02	0,06

	Notes	Au	
		31 mars 2022	31 déc. 2021
Situation financière à la clôture de la période			
Total de l'actif		120 820	119 853
Prêts et avances à des clients		71 228	68 699
Comptes des clients		71 436	73 626
Ratio des avances à des clients en pourcentage des comptes des clients (%)	1	99,7	93,3
Capitaux propres attribuables à l'actionnaire ordinaire		4 843	5 776
Mesures concernant le capital, le levier et la liquidité			
Ratio des capitaux propres ordinaires de catégorie 1 (%)	3	11,6	14,0
Ratio du capital de catégorie 1 (%)	3	14,3	16,8
Ratio du capital total (%)	3	16,7	19,3
Ratio de levier (%)	3	4,8	5,8
Actifs pondérés en fonction des risques (M\$)	3	41 512	39 836
Ratio de liquidité à court terme (%)	4	140	147

¹ Il y a lieu de se reporter à la section « Utilisation de mesures financières supplémentaires » figurant dans le présent document pour obtenir un glossaire des mesures utilisées.

² La mention « s. o. » est indiquée lorsque la banque est en position de reprise nette, ce qui donne lieu à un ratio négatif.

³ Les ratios du capital et les actifs pondérés en fonction des risques sont calculés au moyen de la ligne directrice sur les normes de fonds propres du BSIF et le ratio de levier est calculé conformément à la ligne directrice sur les exigences de levier de ce même organisme. Ces lignes directrices sont fondées sur celles de Bâle III. Il y a lieu de se reporter à la section « Risque de capital » du présent document pour obtenir plus d'informations à ce sujet.

⁴ Le ratio de liquidité à court terme (Liquidity Coverage Ratio ou « LCR ») est calculé en accord avec la ligne directrice sur les normes de liquidité du BSIF, qui incorpore les normes de liquidité de Bâle. Le LCR indiqué dans ce tableau a été calculé à partir des moyennes des chiffres à la clôture de chaque mois du trimestre. Il y a lieu de se reporter à la section « Risque de liquidité et de financement » du présent document pour obtenir plus d'informations à ce sujet.

Performance financière

Sommaire de l'état consolidé du résultat net

	Trimestre clos le	
	31 mars 2022	31 mars 2021
	M\$	M\$
Produits d'intérêts nets	337	282
Produits de commissions nets	197	196
Produits nets tirés des instruments financiers détenus à des fins de transaction	27	30
Autres éléments de produits	9	21
Total du résultat d'exploitation	570	529
Variation des pertes de crédit attendues et autres pertes de valeur liées au crédit – reprise	42	16
Résultat d'exploitation net	612	545
Total des charges d'exploitation	(320)	(313)
Bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat	292	232
Charge d'impôt sur le résultat	(78)	(63)
Bénéfice de la période	214	169

Comparaison du trimestre clos le 31 mars 2022 et de la période correspondante de l'exercice précédent, sauf indication contraire

Le bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat s'est chiffré à 292 M\$ pour le trimestre, ayant bondi de 60 M\$, ou 26 %. Poursuivant sur la lancée amorcée dans la seconde moitié de 2020, nous avons réalisé le bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat le plus élevé en dix ans, soit depuis le premier trimestre de 2012. Ce bénéfice ainsi que le total du résultat d'exploitation de trois de nos quatre secteurs d'activité ont progressé durant le trimestre.

Le total du résultat d'exploitation de 570 M\$ pour cette période signale une hausse de 41 M\$, ou 7,8 %, sur un an. L'accroissement de la marge d'intérêts nette et l'essor des prêts se sont traduits par une augmentation des produits d'intérêts nets. Les produits de commissions nets ont monté en raison de la hausse des fonds d'investissement sous gestion de Gestion de patrimoine et services bancaires aux particuliers, de l'amélioration des commissions tirées des facilités de crédit par suite de l'augmentation des volumes des acceptations bancaires des Services aux entreprises et de l'intensification des activités au chapitre des cartes et des transactions des secteurs Gestion de patrimoine et services bancaires aux particuliers et Services aux entreprises. Ces augmentations ont été annulées en partie par les commissions élevées générées

par les services-conseils des Services bancaires internationaux un an plus tôt ainsi que par le recul des profits pris en compte dans les autres produits d'exploitation et la baisse des produits de négociation.

Pour le trimestre, les pertes de crédit attendues ont consisté en une reprise de 42 M\$, ce qui a résulté surtout d'une reprise au titre des corrections de valeur attribuables à la COVID-19 liée aux prêts productifs, puisque les variables macroéconomiques de quatre des scénarios ayant servi à estimer les pertes de crédit attendues se sont légèrement améliorées. Ce facteur a été atténué par une charge reflétant l'incidence d'une légère dégradation attribuable au nouveau scénario tenant compte des répercussions prévues de l'invasion de l'Ukraine par la Russie et de l'inflation sur l'économie canadienne. La reprise enregistrée un an plus tôt reflétait l'amélioration, à ce moment, des données macroéconomiques prospectives à l'égard des prêts productifs, ce qui avait été neutralisé en partie par des pertes de valeur liées à des prêts non productifs dans les secteurs de l'énergie et des produits alimentaires en gros.

Le total des charges d'exploitation a augmenté de 7 M\$, ou 2,2 %, pour le trimestre, car nous avons continué de procéder à des investissements stratégiques afin de faire croître nos secteurs d'activité et de soutenir des projets de réglementation, tout en gérant nos coûts avec prudence.

Rapport de gestion

Performance par élément de produits et de charges

Comparaison du trimestre clos le 31 mars 2022 et de la période correspondante de l'exercice précédent

Produits d'intérêts nets

Les produits d'intérêts nets ont augmenté de 55 M\$, ou 20 %, pour le trimestre par suite de l'amélioration des marges sur les passifs portant intérêt, de la croissance des prêts hypothécaires commerciaux et résidentiels et de la majoration de taux pratiquée par la banque centrale au cours de cette période.

Sommaire des produits d'intérêts par type d'actif

	Notes	Trimestre clos le					
		31 mars 2022			31 mars 2021		
		Solde moyen	Produits d'intérêts	Taux de rendement	Solde moyen	Produits d'intérêts	Taux de rendement
	M\$	M\$	%	M\$	M\$	%	
Fonds à court terme et prêts et avances à des banques	1	12 578	9	0,29	15 259	9	0,24
Prêts et avances à des clients	2	69 566	425	2,48	61 941	406	2,66
Prises en pension à des fins autres que de transaction		8 423	7	0,34	5 743	5	0,34
Placements financiers	3	16 077	29	0,73	18 456	30	0,67
Autres actifs productifs d'intérêts	4	495	1	0,84	526	1	0,55
Total des actifs productifs d'intérêts (A)		107 139	471	1,77	101 925	451	1,78
Actifs détenus à des fins de transaction et actifs financiers désignés comme étant à la juste valeur	5	3 166	12	1,51	3 500	7	0,84
Actifs non productifs d'intérêts	6	9 560	—	—	11 578	—	—
Total		119 865	483	1,62	117 003	458	1,57

1 Les « Fonds à court terme et prêts et avances à des banques » comprennent la trésorerie, les soldes détenus dans les banques centrales et les prêts et avances à des banques productifs d'intérêts.

2 Les « Prêts et avances à des clients » comprennent le montant brut des prêts et avances à des clients productifs d'intérêts.

3 Les « Placements financiers » incluent les instruments d'emprunt à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global.

4 Les « Autres actifs productifs d'intérêts » comprennent les garanties en trésorerie et les autres actifs productifs d'intérêts pris en compte au poste « Autres actifs » du bilan.

5 Les produits et charges d'intérêts sur les actifs et passifs détenus à des fins de transaction sont présentés dans les produits nets tirés des instruments financiers détenus à des fins de transaction figurant à l'état consolidé du résultat net.

6 Les « Actifs non productifs d'intérêts » incluent la trésorerie et les soldes détenus dans les banques centrales non productifs d'intérêts, les effets en cours de compensation auprès d'autres banques, les titres de participation détenus compris dans les actifs détenus à des fins de transaction, les autres actifs financiers obligatoirement évalués à la juste valeur par le biais du résultat net, les dérivés, les prêts et avances à des banques et à des clients non productifs d'intérêts, les corrections de valeur pour dépréciation, les instruments de capitaux propres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global, et inclus au poste « Placements financiers » du bilan, les engagements de clients en contrepartie d'acceptations, les immobilisations corporelles, le goodwill et les immobilisations incorporelles, les actifs d'impôt différé et exigible et les autres actifs non productifs d'intérêts.

Sommaire des charges d'intérêts par type de passif et capitaux propres

	Notes	Trimestre clos le					
		31 mars 2022			31 mars 2021		
		Solde moyen	Charges d'intérêts	Coût	Solde moyen	Charges d'intérêts	Coût
	M\$	M\$	%	M\$	M\$	%	
Dépôts effectués par des banques	1	1 339	—	0,04	1 087	—	0,04
Comptes des clients	2	64 195	45	0,28	63 094	69	0,45
Mises en pension à des fins autres que de transaction		7 807	5	0,26	3 235	3	0,36
Titres de créance émis et créances subordonnées		15 668	69	1,77	17 229	80	1,88
Autres passifs portant intérêt	3	2 526	15	2,48	2 653	17	2,63
Total des passifs portant intérêt (B)		91 535	134	0,59	87 298	169	0,78
Passifs détenus à des fins de transaction	4	3 194	12	1,45	3 420	7	0,84
Comptes courants ne portant pas intérêt	5	8 665	—	—	7 483	—	—
Total des capitaux propres et des autres passifs ne portant pas intérêt	6	16 471	—	—	18 802	—	—
Total		119 865	146	0,49	117 003	176	0,60
Produits d'intérêts nets (A-B)			337			282	

1 Les « Dépôts effectués par des banques » n'incluent que les dépôts effectués par des banques et portant intérêt.

2 Les « Comptes des clients » n'incluent que les comptes des clients portant intérêt.

3 Les « Autres passifs portant intérêt » comprennent les garanties en trésorerie ainsi que d'autres passifs portant intérêt qui figurent au poste « Autres passifs » du bilan.

4 Les produits et charges d'intérêts sur les actifs et passifs détenus à des fins de transaction sont présentés dans les produits nets tirés des instruments financiers détenus à des fins de transaction figurant à l'état consolidé du résultat net.

5 Les « Comptes courants ne portant pas intérêt » figurent au poste « Comptes des clients » du bilan.

6 Le « Total des capitaux propres et des autres passifs ne portant pas intérêt » comprend les dépôts effectués par des banques et les autres comptes des clients ne portant pas intérêt et ne figurant pas dans les « Comptes courants ne portant pas intérêt », les effets en transit vers d'autres banques, les dérivés, les acceptations, les charges à payer et produits différés, les passifs au titre des prestations de retraite, les provisions, la charge d'impôt exigible et les autres passifs ne portant pas intérêt.

Produits de commissions nets

	Trimestre clos le	
	31 mars 2022	31 mars 2021
	M\$	M\$
Services à l'égard des comptes	19	15
Produits de courtage	4	7
Cartes	21	16
Facilités de crédit	82	84
Fonds sous gestion	58	52
Importations/exportations	3	3
Commissions d'agence d'assurance	1	1
Garanties et autres	14	12
Services de paiement	10	10
Prise ferme et services-conseils	10	25
Produits de commissions	222	225
Moins les charges de commissions	(25)	(29)
Produits de commissions nets	197	196

Les produits de commissions nets du trimestre ont légèrement augmenté, soit de 1 M\$, ou 0,5 %, ce qui a résulté surtout de la hausse des fonds d'investissement sous gestion de Gestion de patrimoine et services bancaires aux particuliers et de l'intensification des activités au chapitre des cartes et des transactions des services à l'égard des comptes des secteurs Gestion de patrimoine et services bancaires aux particuliers et Services aux entreprises. Ces facteurs ont été annulés en partie par une diminution des commissions générées par les services-conseils des Services bancaires internationaux, le volume d'activités ayant été élevé un an plus tôt. En outre, les

commissions tirées des facilités de crédit des Services bancaires internationaux ont reculé, ce qui a été atténué par une augmentation des commissions tirées des facilités de crédit des Services aux entreprises par suite de l'accroissement des volumes des acceptations bancaires. En raison des activités décrites ci-dessus, les charges de commissions ont diminué puisque les volumes associés aux commissions générées par les services-conseils se sont comprimés. Ce facteur a été atténué par l'intensification des activités au chapitre des cartes.

Produits nets tirés des instruments financiers détenus à des fins de transaction

	Trimestre clos le	
	31 mars 2022	31 mars 2021
	M\$	M\$
Activités de négociation	29	29
Ajustements d'évaluation de crédit et de débit et ajustements de la juste valeur liés au financement	2	3
Inefficacité des couvertures	(4)	(2)
Produits nets tirés des instruments financiers détenus à des fins de transaction	27	30

Pour le trimestre, les produits nets tirés des instruments financiers détenus à des fins de transaction ont fléchi de 3 M\$, ou 10 %, ce qui a découlé principalement d'une variation

défavorable de l'inefficacité des couvertures par suite de l'écart en points de base au titre des instruments de couverture des flux de trésorerie.

Autres éléments de produits

	Trimestre clos le	
	31 mars 2022	31 mars 2021
	M\$	M\$
Profits diminués des pertes liés aux placements financiers	2	15
Autres produits d'exploitation	7	6
Autres éléments de produits	9	21

Pour le trimestre, les autres éléments de produits se sont affaiblis de 12 M\$, ou 57 %, à cause d'une baisse des profits réalisés à la cession de placements financiers par suite du rééquilibrage du portefeuille d'actifs liquides de la banque.

Variation des pertes de crédit attendues

	Trimestre clos le	
	31 mars 2022	31 mars 2021
	M\$	M\$
Variation des pertes de crédit attendues et autres pertes de valeur liées au crédit – prêts productifs (stades 1 et 2) – (reprise)	(57)	(39)
Variation des pertes de crédit attendues et autres pertes de valeur liées au crédit – prêts non productifs (stade 3) – charge	15	23
Variation des pertes de crédit attendues et autres pertes de valeur liées au crédit – (reprise)	(42)	(16)

La variation des pertes de crédit attendues pour le trimestre a consisté en une reprise de 42 M\$, comparativement à 16 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. La reprise constatée au trimestre à l'étude a résulté surtout d'une reprise au titre des corrections de valeur attribuables à la COVID-19 liée aux prêts productifs, puisque les variables macroéconomiques de quatre des scénarios ayant servi à estimer les pertes de crédit attendues se sont légèrement améliorées. Ce facteur a été atténué par une charge reflétant l'incidence d'une légère dégradation attribuable au nouveau scénario tenant compte des répercussions prévues de

l'invasion de l'Ukraine par la Russie et de l'inflation sur l'économie du Canada. La variation des pertes de crédit attendues au titre des prêts de stade 3 a représenté une charge en raison principalement d'un prêt élevé dans le secteur de l'aviation, ce qui a été annulé en partie par des reprises dans le secteur de l'énergie. En 2021, la reprise avait résulté essentiellement de l'amélioration, à ce moment, des variables macroéconomiques prospectives à l'égard des prêts productifs, ce qui avait été atténué par des pertes de valeur liées à des prêts non productifs dans les secteurs de l'énergie et des produits alimentaires en gros.

Total des charges d'exploitation

	Trimestre clos le	
	31 mars 2022	31 mars 2021
	M\$	M\$
Rémunération et avantages du personnel	151	159
Charges générales et administratives	142	128
Dotation à l'amortissement et perte de valeur des immobilisations corporelles	15	17
Dotation à l'amortissement et perte de valeur des immobilisations incorporelles	12	9
Total des charges d'exploitation	320	313

Pour le trimestre, le total des charges d'exploitation a augmenté de 7 M\$, ou 2,2 %, et ce, en raison surtout des coûts associés aux investissements stratégiques que nous avons réalisés afin de faire croître nos secteurs d'activité, de soutenir des projets de réglementation, de simplifier nos processus et d'offrir les services

numériques qui correspondent aux besoins de nos clients. Ces facteurs ont été compensés en partie par une diminution des charges salariales en raison du moment où certains coûts liés à la rémunération et aux avantages du personnel ont été engagés.

Charge d'impôt sur le résultat

Pour le premier trimestre de 2022, le taux d'imposition effectif a été de 26,7 %, ce qui est légèrement plus élevé que le taux prévu par la loi, à savoir 26,5 %, du fait d'une augmentation de la charge d'impôt. Pour le premier trimestre de 2021, le taux d'imposition effectif avait été de 26,9 %.

Évolution de la situation financière

Sommaire du bilan consolidé

	Au	
	31 mars 2022 M\$	31 déc. 2021 M\$
Actif		
Trésorerie et soldes détenus dans les banques centrales	9 241	13 955
Actifs détenus à des fins de transaction	3 682	2 907
Dérivés	3 645	2 773
Prêts et avances	72 665	70 358
Prises en pension à des fins autres que de transaction	7 496	9 058
Placements financiers	16 347	14 969
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	3 338	3 548
Autres actifs	4 406	2 285
Total de l'actif	120 820	119 853
Passif et capitaux propres		
Passif		
Dépôts effectués par des banques	1 414	1 313
Comptes des clients	71 436	73 626
Mises en pension à des fins autres que de transaction	7 441	8 044
Passifs détenus à des fins de transaction	3 083	3 598
Dérivés	4 019	2 978
Titres de créance émis	16 754	14 339
Acceptations	3 346	3 556
Autres passifs	7 384	5 523
Total du passif	114 877	112 977
Total des capitaux propres	5 943	6 876
Total du passif et des capitaux propres	120 820	119 853

Actif

Le total de l'actif s'élevait à 120,8 G\$ au 31 mars 2022, en hausse de 1,0 G\$, ou 0,8 %, par rapport à ce qu'il était au 31 décembre 2021. Cette hausse a découlé surtout d'une augmentation de 2,3 G\$ des prêts et avances par suite de l'accroissement des volumes de prêts aux entreprises et de prêts hypothécaires résidentiels. Les progressions de 2,1 G\$ des autres actifs pris en compte dans les soldes des comptes de règlement servant à faciliter les transactions des clients et de 1,4 G\$ des placements financiers ont également favorisé la hausse précitée. Ces progressions ont été contrebalancées en partie par une réduction de 4,7 G\$ des soldes de trésorerie détenus dans les banques centrales, car nous avons favorisé la croissance d'autres catégories d'actifs.

Passif

Le total du passif s'établissait à 114,9 G\$ au 31 mars 2022, ce qui représente une hausse de 1,9 G\$, ou 1,7 %, par rapport à celui au 31 décembre 2021, hausse qui a résulté principalement d'une augmentation du financement à terme et de gros de 2,4 G\$ à l'égard des titres de créance émis. La hausse de 1,9 G\$ des autres passifs correspond à la variation des autres actifs. Ces augmentations ont été neutralisées en partie par un repli de 2,2 G\$ des comptes des clients par suite des paiements saisonniers relatifs à nos comptes d'entreprises et de grandes sociétés.

Capitaux propres

Le total des capitaux propres s'établissait à 5,9 G\$ au 31 mars 2022, ce qui signale une baisse de 0,9 G\$, ou 14 %, par rapport au 31 décembre 2021. Cette baisse découle d'une remise de capitaux propres ordinaires à la société mère de 0,6 G\$, d'une perte de 0,3 G\$ qui a été constatée à l'égard des instruments d'emprunt à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global et des couvertures des flux de trésorerie par suite d'un mouvement haussier de la courbe de rendement et des dividendes sur les actions ordinaires de 0,2 G\$ qui ont été déclarés durant la période. Ces facteurs ont été atténués par le bénéfice après impôt de 0,2 G\$ qui a été dégagé durant la période.

Nos secteurs d'activité

La banque gère ses activités et en déclare les résultats en fonction des secteurs d'activité suivants : Services aux entreprises, Gestion de patrimoine et services bancaires aux particuliers, Services bancaires internationaux¹ ainsi que Marchés et Services liés aux valeurs mobilières¹.

¹ Avec prise d'effet au quatrième trimestre de 2021, nous avons scindé le secteur d'activité auparavant appelé « Services bancaires internationaux et marchés » en deux secteurs, soit « Services bancaires internationaux » et « Marchés et Services liés aux valeurs mobilières », afin de refléter nos nouveaux secteurs d'activité. Toutes les données comparatives ont été ajustées pour être conformes à la présentation adoptée pour la période à l'étude. Pour plus de précisions, se reporter à la note 4.

Services aux entreprises

Le secteur Services aux entreprises (« SE ») propose un éventail complet de services financiers commerciaux et de solutions sur mesure à des clients allant des petites entreprises aux grandes sociétés qui exercent leurs activités à l'échelle internationale.

Survol de la performance financière¹

Sommaire de l'état du résultat net

	Trimestre clos le	
	31 mars 2022	31 mars 2021
	M\$	M\$
Produits d'intérêts nets	162	127
Produits autres que d'intérêts	118	112
Total du résultat d'exploitation	280	239
Variation des pertes de crédit attendues et autres pertes de valeur liées au crédit – reprise	40	8
Résultat d'exploitation net	320	247
Total des charges d'exploitation	(103)	(96)
Bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat	217	151

Aperçu

Le total du résultat d'exploitation du trimestre s'est renforcé de 41 M\$, ou 17 %. Les SE ont conservé leur élan en 2022, les prêts et acceptations s'étant accrus de 2,2 G\$ au cours des trois premiers mois et les soldes des dépôts ayant augmenté en regard de ceux enregistrés un an plus tôt. Les produits d'intérêts nets se sont raffermis grâce à l'accroissement des volumes et au redressement des marges. De même, les produits autres que d'intérêts ont progressé, les volumes des acceptations bancaires, les commissions générées par les paiements au pays et à l'échelle internationale et les cartes de crédit d'entreprise ayant augmenté.

Notre ambition est de demeurer le partenaire financier international de prédilection pour nos clients et de continuer à les aider à réaliser leurs projets de transition vers une économie à zéro émission nette. Tirant parti de notre réseau international et grâce à des investissements continus dans nos principales plateformes du Service mondial de gestion des liquidités et de la trésorerie et du Commerce international et financement des comptes clients, nous sommes en mesure de resserrer les liens avec notre clientèle grâce à des services liés aux transactions primés et de l'aider à combler ses besoins bancaires au pays et à l'étranger. L'attention soutenue que nous lui accordons nous a valu les mentions de meilleure banque pour le financement du commerce international et de meilleure banque pour la qualité des services au Canada de la part du magazine *Eurromoney*.

Pour le trimestre, le bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat s'est amélioré de 66 M\$, ou 44 %, essentiellement grâce à une hausse du résultat d'exploitation et à une variation favorable des pertes de crédit attendues, ce qui a été neutralisé en partie par une augmentation des charges d'exploitation.

Performance financière par élément de produits et de charges

Les **produits d'intérêts nets** du trimestre se sont accrus de 35 M\$, ou 28 %, grâce à des hausses de la moyenne des soldes des prêts et des dépôts et des taux par suite de la majoration de taux pratiquée par la banque centrale au cours du trimestre.

Les **produits autres que d'intérêts** du trimestre se sont renforcés de 6 M\$, ou 5,4 %, grâce principalement aux commissions plus élevées attribuables à l'accroissement des volumes des acceptations bancaires et les paiements au pays et à l'échelle internationale et aux cartes de crédit d'entreprise.

La **variation des pertes de crédit attendues** a consisté en une reprise de 40 M\$ pour le trimestre, laquelle a résulté principalement d'une reprise au titre des corrections de valeur attribuables à la COVID-19 liée aux prêts productifs, puisque les variables macroéconomiques de quatre des scénarios ayant servi à estimer les pertes de crédit attendues se sont légèrement améliorées. Ce facteur a été atténué par l'incidence d'une charge reflétant une légère dégradation attribuables au nouveau scénario tenant compte des répercussions prévues de l'inflation sur l'économie au Canada et par une perte de valeur liée à un prêt de stade 3 dans le secteur de l'aviation.

Le **total des charges d'exploitation** a augmenté de 7 M\$, ou 7,3 %, pour le trimestre puisque nous avons réalisé des investissements stratégiques afin de faire croître nos secteurs d'activité tout en gérant nos coûts avec prudence.

¹ Comparaison du trimestre clos le 31 mars 2022 et de la période correspondante de l'exercice précédent, sauf indication contraire.

Gestion de patrimoine et services bancaires aux particuliers

Gestion de patrimoine et services bancaires aux particuliers (« GPSBP ») offre à tous les Canadiens une gamme complète et hautement concurrentielle de produits et services bancaires afin de les aider à gérer leurs finances, à acheter leur habitation, à économiser et à investir en vue de l'avenir. Ce secteur propose aussi une vaste gamme de produits de placement mondiaux et d'autres services spécialisés à nos clients présents sur la scène internationale.

Survol de la performance financière¹

Sommaire de l'état du résultat net

	Trimestre clos le	
	31 mars 2022	31 mars 2021
	M\$	M\$
Produits d'intérêts nets	141	128
Produits autres que d'intérêts	76	79
Total du résultat d'exploitation	217	207
Variation des pertes de crédit attendues et autres pertes de valeur liées au crédit – reprise/(charge)	4	(3)
Résultat d'exploitation net	221	204
Total des charges d'exploitation	(161)	(167)
Bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat	60	37

Aperçu

Le total du résultat d'exploitation s'est renforcé de 10 M\$, ou 4,8 %, pour le trimestre. Cette hausse a découlé de la forte progression des volumes associés au solde de la relation globale des clients² ainsi que de l'amélioration des marges par suite de la majoration de taux pratiquée par la banque centrale au cours du trimestre, ce qui a été neutralisé en partie par le recul des produits associés à la gestion de la trésorerie.

Nous avons élargi l'ensemble de notre clientèle et celle à l'échelle internationale, car nous investissons toujours dans nos canaux de distribution ainsi que dans des produits compétitifs sur le marché. Nous axons toujours nos efforts sur les besoins des clients et sur les perfectionnements d'ordre numérique afin d'améliorer l'expérience client. Par exemple, nous avons lancé, sur notre site Web, la calculatrice de préadmissibilité à un prêt hypothécaire de la HSBC afin que nos clients puissent obtenir une estimation du montant du prêt hypothécaire auquel ils pourraient être admissibles.

Exclusion faite de 2012, où les résultats tenaient compte d'un profit non récurrent, le bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat du trimestre a atteint un nouveau sommet³. Pour cette période, le bénéfice a bondi de 23 M\$, ou 62 %, ce qui est imputable à l'amélioration du résultat d'exploitation dont il est fait mention ci-dessus ainsi qu'à une diminution des pertes de crédit attendues et des charges d'exploitation.

Performance financière par élément de produits et de charges

Les **produits d'intérêts nets** ont augmenté de 13 M\$, ou 10 %, pour le trimestre, ce qui rend compte de l'accroissement des volumes et de l'amélioration des marges par suite de la majoration de taux pratiquée par la banque centrale durant cette période.

Les **produits autres que d'intérêts** ont diminué de 3 M\$, ou 3,8 %, pour le trimestre à cause du recul des produits associés à la gestion de la trésorerie et du ralentissement des activités des clients du courtage en ligne, ce qui a été atténué par la progression des fonds d'investissement sous gestion et l'intensification des activités au chapitre des cartes de crédit.

La **variation des pertes de crédit attendues** a représenté une amélioration de 7 M\$ pour le trimestre, ce qui a résulté d'une reprise au titre des corrections de valeur attribuables à la COVID-19 liée aux prêts productifs.

Le **total des charges d'exploitation** du trimestre s'est allégé de 6 M\$, ou 3,6 %, car nous avons géré nos coûts avec prudence tout en réalisant des investissements stratégiques afin de faire croître nos secteurs d'activité.

¹ Comparaison du trimestre clos le 31 mars 2022 et de la période correspondante de l'exercice précédent, sauf indication contraire.

² Le solde de la relation globale des clients se compose des soldes des prêts, des dépôts et des comptes de gestion de patrimoine.

³ Record pour un trimestre depuis la formation de GPSBP (antérieurement Services bancaires de détail et gestion de patrimoine « SBDGP ») en tant que secteur d'activité distinct en 2011.

Services bancaires internationaux¹

Le secteur Services bancaires internationaux (« SBI ») offre des produits et services financiers sur mesure à une clientèle d'envergure constituée d'administrations publiques, de grandes sociétés et d'institutions de partout dans le monde. Nos spécialistes des produits proposent un éventail complet de services dans les domaines des transactions bancaires, du financement, des services-conseils, des marchés des capitaux et de la gestion des risques. Combinés à nos vastes connaissances de nombreux secteurs, nos produits nous permettent d'aider nos clients à concrétiser leurs visées en matière de développement durable.

Survol de la performance financière²

Sommaire de l'état du résultat net

	Trimestre clos le	
	31 mars 2022	31 mars 2021
	M\$	M\$
Produits d'intérêts nets	25	22
Produits autres que d'intérêts	22	38
Total du résultat d'exploitation	47	60
Variation des pertes de crédit attendues et autres pertes de valeur liées au crédit – (charge)/reprise	(2)	11
Résultat d'exploitation net	45	71
Total des charges d'exploitation	(22)	(22)
Bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat	23	49

Aperçu

Le total du résultat d'exploitation a reculé de 13 M\$, ou 22 %, pour le trimestre. Au premier trimestre de 2022, nous avons encore su tirer parti de notre excellent portefeuille, mais le rendement supérieur enregistré un an plus tôt et le moment auquel les transactions ont eu lieu dans la période à l'étude ont entraîné une diminution des commissions générées par les services-conseils. Ce facteur a été atténué par une hausse des produits tirés des marchés des capitaux, lesquels se sont révélés fort solides, et par l'intensification des activités au chapitre des transactions bancaires par suite de la majoration de taux pratiquée par la banque centrale durant le trimestre, ce qui a accru les marges sur les dépôts.

Les SBI conservent leur stratégie qui est bien établie, à savoir proposer des solutions bancaires de gros sur mesure en tirant parti du vaste réseau de distribution de la HSBC pour offrir des produits et solutions qui répondent aux besoins de nos clients internationaux.

Comme l'économie canadienne est toujours en voie de se relever de la pandémie, nous continuons de travailler en étroite collaboration avec nos clients afin de comprendre les défis uniques auxquels ils sont confrontés et de les seconder dans leurs efforts pour renouer avec la croissance et dans leurs plans de transition vers une économie à zéro émission nette.

Le bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat s'est affaibli de 26 M\$, ou 53 %, pour le trimestre en raison principalement d'une hausse des pertes de crédit attendues et d'une baisse du résultat d'exploitation.

Performance financière par élément de produits et de charges

Les **produits d'intérêts nets** du trimestre ont augmenté de 3 M\$, ou 14 %, la majoration de taux pratiquée par la banque centrale durant cette période ayant accru les marges sur les dépôts et les marges sur les prêts ayant dépassé celles dégagées un an plus tôt.

Les **produits autres que d'intérêts** du trimestre se sont comprimés de 16 M\$, ou 42 %, à cause principalement du recul des commissions générées par les services-conseils et par les facilités de crédit. Cette compression a été compensée en partie par la montée des commissions de prise ferme qu'a permise la vigueur des marchés des capitaux.

La **variation des pertes de crédit attendues** du trimestre a consisté en une charge de 2 M\$ pour le trimestre à l'étude, contre une reprise de 11 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. La charge du trimestre a résulté surtout d'une perte de valeur liée à un prêt non productif dans le secteur de l'énergie. Quant à la reprise du trimestre correspondant de l'exercice précédent, elle reflétait l'amélioration, à ce moment, des données macroéconomiques prospectives à l'égard des prêts productifs.

Le **total des charges d'exploitation** du trimestre est demeuré le même.

- ¹ Avec prise d'effet au quatrième trimestre de 2021, nous avons scindé le secteur d'activité auparavant appelé « Services bancaires internationaux et marchés » en deux secteurs, soit « Services bancaires internationaux » et « Marchés et Services liés aux valeurs mobilières », afin de refléter nos nouveaux secteurs d'activité. Toutes les données comparatives ont été ajustées pour être conformes à la présentation adoptée pour la période à l'étude. Pour plus de précisions, se reporter à la note 4.
- ² Comparaison du trimestre clos le 31 mars 2022 et de la période correspondante de l'exercice précédent, sauf indication contraire.

Marchés et Services liés aux valeurs mobilières¹

Le secteur Marchés et Services liés aux valeurs mobilières (« MSVM ») offre des produits et services financiers sur mesure à une clientèle d'envergure constituée d'administrations publiques, de grandes sociétés et d'institutions de partout dans le monde. Notre savoir-faire et notre connaissance des marchés locaux et internationaux ainsi que notre portée internationale nous permettent d'offrir un ensemble complet de services personnalisés pour diverses catégories d'actifs, services qui peuvent être regroupés et adaptés en fonction des objectifs spécifiques de notre clientèle.

Survol de la performance financière²

Sommaire de l'état du résultat net

	Trimestre clos le	
	31 mars 2022	31 mars 2021
	M\$	M\$
Produits d'intérêts nets	9	5
Produits autres que d'intérêts	17	16
Total du résultat d'exploitation	26	21
Total des charges d'exploitation	(13)	(12)
Bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat	13	9

Aperçu

Le total du résultat d'exploitation s'est accru de 5 M\$, ou 24 %, pour le trimestre. Les produits enregistrés par l'unité Marchés ont augmenté en raison des taux plus élevés qui ont découlé de la majoration de taux pratiquée par la banque centrale au cours du trimestre et de la montée des produits tirés de la négociation des produits de change.

Les MSVM conservent leur stratégie, laquelle est bien établie, à savoir proposer des solutions sur mesure en tirant parti du vaste réseau de distribution de la HSBC pour offrir des produits et solutions qui répondent aux besoins de nos clients internationaux.

Comme l'économie canadienne est toujours en voie de se relever de la pandémie, nous continuons de travailler en étroite collaboration avec nos clients afin de comprendre les défis uniques auxquels ils sont confrontés et de les seconder dans leurs efforts pour renouer avec la croissance et dans leurs plans de transition vers une économie à zéro émission nette.

Le bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat s'est renforcé de 4 M\$, ou 44 %, pour le trimestre, en raison surtout de l'augmentation des produits d'intérêts nets, ce qui a été contrebalancé en partie par une hausse des charges d'exploitation.

Centre général

Le secteur « centre général » englobe les transactions qui ne sont pas directement liées à nos secteurs d'activité.

Survol de la performance financière^{1, 2}

Sommaire de l'état du résultat net

	Trimestre clos le	
	31 mars 2022	31 mars 2021
	M\$	M\$
Produits d'intérêts nets	—	2
Résultat d'exploitation net	—	2
Total des charges d'exploitation	(21)	(16)
Bénéfice/(perte) avant la charge d'impôt sur le résultat	(21)	(14)

Aperçu

La perte avant la charge d'impôt sur le résultat s'est alourdie de 7 M\$ pour le trimestre en raison principalement d'une augmentation des charges d'exploitation associée aux coûts des initiatives visant à favoriser la croissance à venir.

Performance financière par élément de produits et de charges

Les **produits d'intérêts nets** du trimestre ont bondi de 4 M\$, ou 80 %, du fait surtout des taux plus élevés qui ont découlé de la majoration de taux pratiquée par la banque centrale durant cette période.

Les **produits autres que d'intérêts** du trimestre se sont accrus de 1 M\$, ou 6,3 %, en raison de la montée des produits tirés de la négociation des produits de change.

Le **total des charges d'exploitation** a augmenté de 1 M\$, ou 8,3 %, pour le trimestre.

- 1 Avec prise d'effet au quatrième trimestre de 2021, nous avons scindé le secteur d'activité auparavant appelé « Services bancaires internationaux et marchés » en deux secteurs, soit « Services bancaires internationaux » et « Marchés et Services liés aux valeurs mobilières », afin de refléter nos nouveaux secteurs d'activité. Toutes les données comparatives ont été ajustées pour être conformes à la présentation adoptée pour la période à l'étude. Pour plus de précisions, se reporter à la note 4.
- 2 Comparaison du trimestre clos le 31 mars 2022 et de la période correspondante de l'exercice précédent, sauf indication contraire.

- 1 Comparaison du trimestre clos le 31 mars 2022 et de la période correspondante de l'exercice précédent, sauf indication contraire.
- 2 Le centre général n'est pas un secteur d'activité de la banque. Les nombres indiqués ci-dessus présentent un rapprochement des résultats des secteurs d'activité et de ceux de l'entité.

Sommaire de la performance trimestrielle

Sommaire de l'état consolidé du résultat net

	Trimestre clos le							
	2022	2021			2020			
	31 mars	31 déc.	30 sept.	30 juin	31 mars	31 déc.	30 sept.	30 juin
	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$
Produits d'intérêts nets	337	323	315	306	282	275	244	249
Produits de commissions nets	197	205	197	196	196	185	172	178
Produits nets tirés des instruments financiers détenus à des fins de transaction	27	28	26	28	30	30	29	47
Autres éléments de produits	9	23	22	17	21	14	27	28
Total du résultat d'exploitation	570	579	560	547	529	504	472	502
Variation des pertes de crédit attendues et autres pertes de valeur liées au crédit – reprise/(charge)	42	(8)	(3)	40	16	1	2	(190)
Résultat d'exploitation net	612	571	557	587	545	505	474	312
Total des charges d'exploitation	(320)	(344)	(323)	(328)	(313)	(345)	(317)	(304)
Bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat	292	227	234	259	232	160	157	8
Charge d'impôt sur le résultat	(78)	(40)	(63)	(69)	(63)	(35)	(45)	(3)
Bénéfice de la période	214	187	171	190	169	125	112	5
Bénéfice/(perte) attribuable :								
- à l'actionnaire ordinaire	203	176	159	179	158	113	101	(8)
- au détenteur d'actions privilégiées	11	11	12	11	11	12	11	13
Bénéfice de base et dilué par action ordinaire (\$)	0,37	0,32	0,29	0,32	0,29	0,21	0,18	(0,01)

Commentaires sur les tendances des huit derniers trimestres

Du troisième trimestre de 2020 au premier trimestre de 2022, les produits d'intérêts nets ont augmenté grâce à l'accroissement de la marge d'intérêts nette qu'a permis l'amélioration des écarts par suite de la réduction des volumes des passifs portant intérêt et de l'essor des prêts, ce qui a été neutralisé en partie par une réduction des placements financiers dont les rendements sont plus faibles. Les résultats du premier trimestre de 2022 ont également bénéficié de la majoration de taux pratiquée par la banque centrale durant cette période. Au troisième trimestre de 2020, les produits d'intérêts nets avaient diminué en raison de l'incidence négative des réductions de taux par la banque centrale et du maintien de niveaux élevés de liquidités générant de moins bons rendements.

Les produits de commissions nets englobent des produits de diverses sources qui peuvent fluctuer d'un trimestre à l'autre et qui sont touchés par les activités commerciales, le nombre de jours que compte le trimestre et la saisonnalité. Les principaux facteurs de variation d'un trimestre à l'autre sont les commissions de prise ferme et celles générées par les services-conseils, lesquelles sont fonction des activités. Quoi qu'il en soit, on note une tendance sous-jacente à la hausse des commissions tirées des fonds d'investissement sous gestion, des facilités de crédit en lien avec l'accroissement des volumes des acceptations bancaires et des cartes de crédit. Au quatrième trimestre de 2021, les produits de commissions nets avaient augmenté, ce qu'ils avaient fait depuis le troisième trimestre de 2020, atteignant ainsi un sommet historique¹. Au cours du troisième trimestre de 2020, les activités des clients avaient ralenti à cause de la COVID-19, comprimant ainsi les produits de commissions nets.

De par leur nature, les produits nets tirés des instruments financiers détenus à des fins de transaction peuvent fluctuer d'un trimestre à l'autre. Du troisième trimestre de 2020 au premier trimestre de 2022, ils sont demeurés pour ainsi dire les mêmes. Au troisième trimestre de 2020, ils avaient fléchi à cause d'ajustements de crédit et d'ajustements de la juste valeur liés au financement défavorables.

Les autres éléments de produits comprennent les profits et pertes sur la vente de placements financiers, lesquels peuvent varier d'un trimestre à l'autre en raison des activités de gestion du bilan sous-jacentes. Quoi qu'il en soit, les autres éléments de produits avaient augmenté au deuxième trimestre de 2020 grâce à un profit lié à l'extinction de la dette associée aux débetures subordonnées qui avaient été rachetées.

Au premier trimestre de 2022, les pertes de crédit attendues ont consisté en une reprise, laquelle a résulté surtout d'une reprise au titre des corrections de valeur attribuables à la COVID-19 liée aux prêts productifs, puisque les variables macroéconomiques de quatre des scénarios ayant servi à estimer les pertes de crédit attendues se sont légèrement améliorées. Ce facteur a été atténué par l'incidence d'une charge reflétant une légère dégradation attribuable au nouveau scénario tenant compte des répercussions prévues de l'invasion de l'Ukraine par la Russie et de l'inflation sur l'économie du Canada. La variation des pertes de crédit attendues au titre des prêts de stade 3 a représenté une charge en raison principalement d'un prêt élevé dans le secteur de l'aviation, facteur annulé en partie par des reprises dans le secteur de l'énergie. Au quatrième trimestre de 2021, les pertes de crédit attendues avaient consisté en une charge découlant d'une perte de valeur liée à un prêt productif dans le secteur de l'aviation, ce qui avait été atténué par des reprises liées à des prêts non productifs dans celui de l'énergie. Au troisième trimestre de 2021, les pertes de crédit attendues avaient correspondu à une charge d'un faible montant en lien avec deux

prêts non productifs dans le secteur de l'énergie, ce qui avait été atténué par une reprise liée aux prêts productifs, les variables macroéconomiques prospectives s'étant encore améliorées. Du troisième trimestre de 2020 au deuxième trimestre de 2021, et même si les reprises avaient été modestes aux troisième et quatrième trimestres de 2020, les pertes de crédit attendues avaient consisté en des reprises sur les prêts productifs, les variables macroéconomiques prospectives s'étant améliorées. Ce facteur avait été atténué par une augmentation des pertes de valeur liées à un prêt non productif dans le secteur de l'énergie au premier trimestre de 2021 et à des prêts non productifs dans ce même secteur et dans divers autres au cours de la seconde moitié de 2020. Cette situation avait représenté un grand changement par rapport au deuxième trimestre de 2020 où la détérioration des données économiques prospectives en raison de la pandémie et la fragilisation du secteur de l'énergie par suite du recul des prix du pétrole avaient accru les charges au titre des pertes de crédit attendues.

En ce qui concerne nos charges d'exploitation, notre objectif consiste à faire croître nos activités de sorte à favoriser l'exécution de notre plan stratégique et nous continuons de réaliser des investissements en ce sens en 2022 tout en veillant à gérer nos coûts avec prudence, vu le contexte économique qui prévaut. Depuis 2020, nous avons rationalisé encore plus nos processus et avons accordé la priorité à l'élaboration de solutions numériques afin d'aider nos clients.

En raison des tendances décrites ci-dessus, le bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat a augmenté et, pour le premier trimestre de 2022, il a atteint son niveau le plus élevé en dix ans, soit depuis le premier trimestre de 2012.

1 Record pour un trimestre depuis 2012 où les produits de commissions nets ont commencé à être présentés de manière distincte.

Survol et perspectives économiques

Les prévisions et projections de la présente rubrique reposent sur l'information et les hypothèses obtenues auprès de sources que nous considérons comme fiables. Si cette information ou ces hypothèses se révèlent inexactes, les résultats économiques réels pourraient différer significativement des perspectives présentées ci-dessous.

Incertitude grandissante due aux risques géopolitiques et aux prix élevés du pétrole

Tandis que l'économie canadienne émergeait du marasme engendré par la pandémie et que les perturbations des chaînes d'approvisionnement mondiales s'estompaient, l'invasion de l'Ukraine par la Russie en mars 2022 a grandement assombri le paysage géopolitique.

Les hostilités ont propulsé les prix du pétrole à plus de 120 \$ US le baril. La hausse des prix des produits énergétiques et des marchandises constitue un autre écueil majeur sur le plan de l'offre, ce qui plombe les perspectives économiques à l'échelle nationale et internationale et crée des pressions inflationnistes.

L'économie a été confrontée à plusieurs défis depuis le début de 2022. Premièrement, l'apparition du variant Omicron du virus de la COVID-19 a mené à l'imposition de restrictions afin de ralentir sa propagation en janvier, ce qui a fait lourdement chuter le taux d'emploi. Cependant, l'économie a de nouveau fait preuve de

résilience en affichant une légère croissance durant ce mois. En ce qui concerne l'avenir et même si les risques engendrés par la pandémie sont moindres, le Canada a subi une sixième vague d'infections à la fin de mars et au début d'avril. Bien que les autorités sanitaires n'aient imposé aucune autre restriction, la pandémie demeure un facteur qui pourrait freiner le rythme de la reprise.

Deuxièmement, les prix de l'essence ont littéralement bondi au premier trimestre. Bien que la plus forte hausse ait eu lieu en mars, les prix atteignant de nouveaux sommets partout au pays par suite de l'invasion de l'Ukraine en février. Les prix de l'essence avaient augmenté précédemment de 4,8 % en janvier et de 6,9 % en février.

Troisièmement, le barrage du pont Ambassador a interrompu temporairement la circulation dans l'un des principaux corridors commerciaux du Canada et des États-Unis et une grève, de très courte durée, dans le secteur ferroviaire a fait ressurgir des incertitudes quant à la solidité des chaînes d'approvisionnement.

Tout bien considéré, nous croyons que les risques de détérioration des perspectives économiques à cause des tensions géopolitiques en Europe de l'Est dépendent de la proximité des pays avec le conflit armé et de l'importance de leur interconnexion économique avec la Russie et l'Ukraine. Ainsi, dans le cas du Canada, lequel a très peu d'interaction économique avec la Russie ou l'Ukraine, nous jugeons que les risques de dégradation de la situation économique sont modérés et résultent en grande partie d'une perte de confiance chez les entreprises et les consommateurs et du fait que la montée des prix du pétrole et d'autres produits accentuera les pressions inflationnistes, ce qui comprimera le revenu disponible. C'est pourquoi nous prévoyons maintenant que les hausses du taux d'inflation seront plus prononcées.

Compte tenu des enjeux qui se sont posés au début de 2022, nous nous attendons maintenant à ce que la croissance du produit intérieur brut (« PIB ») soit de 2,1 % (taux annualisé d'un trimestre à l'autre) au premier trimestre. Pour l'ensemble de 2022, le PIB devrait croître de 3,6 %, comparativement à 4,6 % en 2021, et pour 2023, il devrait ralentir, pour s'établir à 3,1 %.

L'inflation n'a pas encore culminé

Selon les attentes actuelles, le taux d'inflation devrait atteindre un niveau plus élevé et redescendre plus lentement cette année. En réalité, les prix à la consommation ont augmenté de 1,4 % d'un mois à l'autre en mars 2022, ce qui constitue la plus importante augmentation depuis la mise en place de la taxe sur les produits et services en janvier 1991. Fait à noter, la Banque du Canada n'a mis en œuvre sa fourchette cible pour l'inflation qu'en février 1991. Également en mars, le taux d'inflation annuel a atteint 6,7 %, un sommet depuis la mise en place d'une cible pour l'inflation.

Les répercussions de la majoration des prix du pétrole sur ceux de l'essence jouent un rôle de premier plan dans la hausse du taux d'inflation. Cependant, d'autres facteurs de plus vaste portée entrent aussi en jeu. Par exemple, outre l'incidence directe de la majoration des prix de l'essence sur les consommateurs, la flambée des coûts du carburant et les problèmes persistants qu'accusent les chaînes d'approvisionnement augmentent la pression sur les coûts du transport des marchandises.

Les prix des aliments risquent également d'augmenter, notamment en raison de la hausse des coûts de transport, en plus d'une forte sécheresse dans l'Ouest canadien. Par ailleurs, le

Rapport de gestion

coût des produits laitiers a bondi puisque les détaillants cherchent à récupérer la majeure partie de l'accroissement de 8,4 % des paiements à verser aux producteurs laitiers.

Finalement, les pressions à la hausse sur les coûts des services liés à l'hébergement se font plus persistantes que prévu, ce qui reflète notamment la vigueur continue du marché de l'habitation, laquelle nourrit la croissance des prix de l'habitation et des coûts de construction domiciliaire.

Nous croyons que le taux d'inflation sur un an demeurera à plus de 4 % jusqu'à la fin de 2022 et s'établira à une moyenne de 5,5 % pour l'ensemble de l'année. Ce taux dépasserait alors celui de 3,4 % enregistré en 2021 et constituerait le taux le plus élevé depuis 1991. Pour ce qui est de 2023, nous nous attendons à ce qu'il diminue pour se situer à 2,8 %.

Réduction des mesures de détente monétaire

La limite supérieure de la fourchette de maîtrise de l'inflation établie par la Banque du Canada est de 3 %. L'inflation devrait culminer à un niveau équivalant à plus du double de ce taux et demeurer nettement supérieure à cette limite jusqu'à la fin de l'année et en 2023. Les capacités excédentaires de l'économie s'étant résorbées et des hausses de l'inflation étant à prévoir, la Banque du Canada devrait continuer de relever son taux directeur et commencer à resserrer la taille de son bilan afin de réduire l'ampleur de sa détente monétaire.

Après une hausse de 25 points de base le 2 mars dernier, la Banque du Canada a relevé son taux directeur de 50 points de base le 13 avril, le portant ainsi à 1,0 %. Nous nous attendons à d'autres hausses de 25 points de base en juin, juillet, septembre et octobre, ce qui le porterait à 2,00 % d'ici la fin de 2022. Nous pensons qu'il fera l'objet d'une nouvelle hausse de 25 points de base en janvier 2023, s'établissant alors à 2,25 %. Cependant, il se pourrait qu'il augmente encore plus si l'inflation demeure élevée et que d'autres hausses de celle-ci soient attendues.

En raison d'une inflation galopante à l'échelle mondiale, d'autres banques centrales pourraient également se voir contraintes de majorer leur taux directeur et d'abolir certaines des mesures de relance monétaires mises en place au cours de la pandémie. Par exemple, aux États-Unis, la hausse des prix à la consommation sur un an a atteint 8,5 % en mars, soit le taux le plus élevé en 40 ans, taux qui pourrait cependant représenter un sommet pour le présent cycle. Quoi qu'il en soit, après une hausse de 25 points de base du taux directeur en mars, nous croyons que la Réserve fédérale le relèvera de 150 points de base d'ici la fin de l'année. Le point médian de la fourchette du taux directeur du gouvernement fédéral s'établirait alors à 1,875 % à la fin de 2022.

Étant donné qu'il est impossible de prévoir l'ampleur et la durée des chocs qui secouent l'offre, que l'inflation pourrait s'accélérer et que les politiques monétaires pourraient être resserrées, le risque d'un ralentissement abrupt de l'économie mondiale ne peut être ignoré.

Nos attentes quant à l'orientation du taux directeur de la Banque du Canada reflètent, le jugeons-nous, l'engagement de son gouverneur, Tiff Macklem, à prendre des mesures pour ramener l'inflation à son taux cible sans pour autant juguler la reprise. Le rythme de hausses de taux que nous prévoyons permettrait d'assurer que les attentes en matière d'inflation demeurent bien ancrées ainsi que de trouver un juste équilibre entre la nécessité de faire revenir l'inflation dans la fourchette de maîtrise et les risques que posent des taux directeurs plus élevés pour le

secteur des ménages, lequel accuse un fort endettement, ainsi que leurs répercussions potentielles sur le marché de l'habitation.

Bien qu'une augmentation trop forte ou trop rapide du taux directeur pourrait s'avérer brutale pour l'économie, nombre des indicateurs de la gestion de l'endettement des ménages sont actuellement des plus solides, et ce, en raison notamment des efforts visant à alléger le poids de la pandémie sur ceux-ci. Ainsi, afin de stimuler la confiance et dans la foulée de son engagement à ramener l'inflation à son taux cible de 2 %, la Banque du Canada devrait encore hausser son taux directeur dans les mois à venir.

La politique budgétaire demeurera sans doute expansionniste

Même si la politique monétaire devrait être resserrée, il est probable que la politique budgétaire demeurera expansionniste, et ce, même si les programmes de soutien instaurés pendant la pandémie sont abolis et les gouvernements profitent de la forte reprise, laquelle fait grimper leurs revenus. Certains gouvernements bénéficient également de la montée des prix du pétrole et d'autres marchandises, ce qui accroît leurs recettes fiscales. Par exemple, pour la première fois en huit ans, l'Alberta est en voie d'équilibrer son budget, ce qu'elle parviendra à faire si le prix moyen du pétrole demeure à plus de 70 \$ US le baril.

Au palier fédéral, la perspective d'une augmentation des revenus a permis au gouvernement fédéral d'accroître les dépenses qu'il prévoit engager dans les cinq prochains exercices, tout en projetant une légère régression du déficit. Pour 2021-2022, grâce à l'augmentation des revenus, le gouvernement fédéral a annoncé un déficit de 113 G\$, celui-ci représentant 4,6 % du PIB, ce qui est moindre que les 144,5 G\$ (5,8 % du PIB) prévus dans la Mise à jour économique et budgétaire de décembre.

Le budget a également fourni certains détails concernant un programme national de soins dentaires, lequel reflète l'entente intervenue entre les libéraux et le Nouveau Parti démocratique et aux termes de laquelle ce dernier s'est engagé à appuyer le gouvernement libéral minoritaire jusqu'en 2025. Un autre volet de cette entente est la mise sur pied, par les libéraux, d'un régime national d'assurance-médicaments. Ainsi, d'autres dépenses importantes pèseront sur les perspectives budgétaires des quelques exercices à venir.

Dans l'ensemble, le budget fédéral a fait état de nouvelles dépenses de 56,6 G\$ dans les cinq prochains exercices, celles-ci visant principalement le secteur de l'habitation, le passage à une économie sobre en carbone, une réconciliation avec les peuples autochtones et l'accroissement des dépenses militaires.

Le déficit fédéral projeté devrait représenter 2,0 % du PIB en 2022-2023 et baisser à 0,3 % du PIB en 2026-2027. Malgré la perspective d'une hausse des revenus, aucune date butoir de retour à l'équilibre budgétaire n'a été avancée. Le budget a plutôt mis l'accent sur une cible budgétaire clé, à savoir la réduction du ratio de la dette fédérale au PIB. Après avoir atteint un sommet de 47,5 % en 2021-2022, ce ratio devrait, selon les prévisions, s'établir à 41,5 % en 2026-2027.

Faits nouveaux en matière de réglementation

À l'instar de toutes les institutions financières canadiennes, nous sommes confrontés à des changements de réglementation qui se succèdent à un rythme croissant. Un sommaire des principaux changements de réglementation susceptibles d'influer sur nos résultats ou nos activités est présenté à la rubrique « Faits nouveaux en matière de réglementation » de notre *Rapport et états financiers annuels 2021*. Ce qui suit résume certains des principaux changements de nature réglementaire qui ont été annoncés au premier trimestre de 2022 et qui pourraient se répercuter sur nos résultats ou nos activités.

Bureau du surintendant des institutions financières (« BSIF »)

Réformes de Bâle III

En février 2022, le BSIF a publié les versions actualisées des relevés des normes de fonds propres de Bâle et du ratio de levier. Ces deux relevés ont été mis à jour afin de s'harmoniser à ses directives révisées liées à la mise en œuvre des dernières réformes de Bâle III et à la proportionnalité des petites et moyennes institutions de dépôt (ou petites ou moyennes banques ou « PMB »). Toujours en février 2022, le BSIF a publié la version définitive de deux documents sur la gestion des données sur l'exigence de fonds propres au titre du risque opérationnel pour les institutions qui sont tenues d'utiliser au Canada l'approche standard de Bâle III à l'égard du risque opérationnel ou qui l'utilisent déjà, soit i) *Attentes en matière de tenue des données visant les institutions qui appliquent l'approche standard aux données sur l'exigence de fonds propres au titre du risque opérationnel (ADT)* et ii) *Outil d'évaluation - données sur l'exigence de fonds propres au titre du risque opérationnel (OE)*. En outre, après avoir analysé les notes de mise en œuvre et les grilles d'autoévaluation existantes s'appliquant aux institutions qui appliquent l'approche standard (« AS ») actuelle ou l'approche de mesures avancées (« AMA »), le BSIF abrogera les notes de mise en œuvre existantes sur la gouvernance et la tenue de données ainsi que la grille d'autoévaluation pour les institutions utilisant l'AMA ou l'AS au moment de l'entrée en vigueur de la version révisée de la ligne directrice sur les normes de fonds propres en 2023. Celles-ci seraient remplacées par la version définitive des ATD et de l'OE s'y rapportant.

Assurance fournie par les relevés de fonds propres, de levier et de liquidité

Le 31 mars 2022, le BSIF a publié le projet de ligne directrice *Assurance fournie par les relevés de fonds propres, de levier et de liquidité* afin de favoriser le maintien de la confiance du public envers le système financier canadien. Plus précisément, ce projet a pour but de mieux informer les auditeurs et les banques à effectuer sur leurs relevés réglementaires, et ce, afin de clarifier et d'harmoniser les attentes du BSIF en matière d'assurance pour l'ensemble des institutions financières fédérales. Pour préparer ce projet de ligne directrice, le BSIF a tenu compte des divers commentaires transmis par les instances compétentes en réponse à la publication, en 2021, du document de travail à ce sujet. Le BSIF a présenté dans l'annexe à sa lettre une synthèse des principaux commentaires reçus, sans mention de l'auteur, et une explication de la façon dont ceux-ci ont été pris en compte

dans le projet de ligne directrice. Toutes les instances compétentes sont invitées à faire part de leurs observations sur ce projet au plus tard le 31 mai prochain, et le BSIF tiendra compte de tous les commentaires reçus pour élaborer la version finale de la ligne directrice, ce qu'il fera au second semestre de 2022.

Normes de liquidité

Par suite de la publication, le 31 janvier 2022, des révisions de la ligne directrice sur les normes de liquidité, le BSIF a, le 16 février 2022, publié, en version finale, les gabarits du relevé des flux de trésorerie nets cumulatifs (« NCCF ») pour la version intégrale du relevé NCCF (visant les banques d'importance systémique et les PMB de catégorie I) et la version simplifiée du relevé NCCF (visant les PMB de catégorie II), ainsi que de l'état des flux de trésorerie d'exploitation (visant les PMB de catégorie III). Le BSIF a également publié, à des fins de consultation, une version des instructions de déclaration des NCCF.

Administrations publiques et autres organismes de réglementation

Le budget fédéral canadien de 2022 (« budget de 2022 ») a été déposé le 7 avril 2022, mais n'est pas encore pratiquement en vigueur. Le taux d'imposition des banques, dont la Banque HSBC Canada, a été augmenté de 1,5 %, taux qui s'appliquera à leur revenu de plus de 100 M\$. Du même coup, un impôt ponctuel de 15 % sur leur revenu imposable de 2021 a été annoncé. Cependant, une exonération de 1 G\$ sur ce revenu est accordée. Selon nos projections actuelles, nous ne prévoyons pas qu'elle s'appliquera à la banque. Le gouvernement a également indiqué qu'il s'attendait à ce que les institutions financières fédérales démontrent un comportement exemplaire. Le budget de 2022 propose d'examiner des changements qui pourraient être apportés au processus d'approbation des transactions financières afin de limiter la capacité des institutions financières fédérales d'utiliser des structures corporatives dans des paradis fiscaux afin de se livrer à de l'évitement fiscal abusif.

Le 4 février 2022, le ministère des Finances a, à des fins de consultation publique, publié un ensemble de propositions législatives servant à mettre en œuvre des mesures déjà annoncées et d'autres mesures fiscales. Ces propositions permettraient de mettre notamment en œuvre des mesures afin de : i) permettre les charges immédiates d'un maximum de 1,5 M\$ en investissements admissibles par des sociétés privées sous contrôle canadien, des propriétaires uniques et certaines sociétés de personnes, dans le but d'aider les entreprises à investir dans les nouvelles technologies et à entreprendre leurs projets d'immobilisations; ii) lutter contre l'évitement des dettes fiscales par des transactions complexes qui tentent de contourner la règle sur l'évitement de dettes fiscales; iii) limiter le montant des intérêts et d'autres dépenses de financement que les entreprises peuvent déduire aux fins de l'impôt sur le revenu en fonction d'une proportion des gains; iv) renforcer les exigences en matière de déclaration pour les fiducies afin d'améliorer la collecte de renseignements sur la propriété effective; et de v) mettre à jour les règles qui portent sur la planification fiscale relative aux attributions aux détenteurs d'unités demandant le rachat dans l'industrie des fonds communs de placement. De plus et à cette même date, le ministère des Finances a publié à des fins de consultation publique un ensemble de propositions législatives afin de mettre en œuvre des mesures déjà annoncées et d'autres mesures

Rapport de gestion

fiscales, dont une mesure visant à renforcer les exigences en matière de déclaration pour les fiduciaires afin d'améliorer la collecte de renseignements sur la propriété effective.

Protection des consommateurs

En janvier, février et mars, respectivement, l'Agence de la consommation en matière financière du Canada a publié des lignes directrices sur les procédures d'examen des plaintes, les produits et services convenables et les procédures en matière de dénonciation. Ces lignes directrices décrivent les attentes de cet organisme quant à l'application des dispositions pertinentes de la *Loi sur les banques* et du *Règlement sur le régime de protection des consommateurs en matière financière* qui entreront en vigueur le 30 juin 2022.

Le 13 janvier 2022, l'Organisme canadien de réglementation du commerce des valeurs mobilières (« OCRCVM ») a annoncé un projet de modification des règles touchant les obligations de déclaration, les enquêtes internes et les plaintes de clients afin de mieux protéger les investisseurs canadiens.

Paiements Canada – Feuille de route de mise en œuvre

Le 15 décembre 2021, Paiements Canada a publié le document intitulé *La Feuille de route de la mise en œuvre pour décembre 2021*. En 2022, la deuxième version de Lynx permettrait la transmission intégrale des messages ISO 20022 (la norme ISO 20022 est une norme internationale à volets multiples qui a été élaborée par le comité technique TC68 sur les services financiers de l'Organisation internationale de normalisation et qui prévoit une plateforme commune pour la transmission des messages). De plus, la construction du système de paiement en temps réel (« PTR ») et la mise au point des règles, normes et règlements qui le concernent demeure des priorités aux fins des travaux devant mener au lancement de sa première version en 2023. Parmi les autres projets en cours de réalisation, citons ceux portant sur le système automatisé de compensation et de règlement, les travaux servant à favoriser un accès plus vaste au système PTR et les principales annonces à son sujet. Ce nouveau système permettra des paiements qui sont définitifs et irrévocables à n'importe quelle heure de n'importe quel jour de l'année.

Lutte contre le blanchiment d'argent et supervision du financement des activités terroristes

Depuis le 24 février 2022, des sanctions liées à la Russie, au Bélarus et à certaines régions de l'Ukraine ont été imposées en vertu de la *Loi sur les mesures économiques spéciales* en réaction à l'invasion de l'Ukraine par la Russie. Le règlement s'y rapportant impose un gel des avoirs et une interdiction des transactions à l'encontre des personnes désignées qui y sont indiquées, et ce, qu'il s'agisse d'individus ou d'entités. En vertu de ce règlement, il est interdit à quiconque au Canada et à tout Canadien à l'étranger : d'effectuer une opération portant sur un bien, indépendamment de son emplacement, détenu par une personne désignée ou en son nom; de conclure, directement ou indirectement, une transaction relativement à une telle opération ou d'en faciliter, directement ou indirectement, la conclusion; de fournir des services financiers ou des services connexes à l'égard de toute opération de cette nature; de mettre des marchandises, indépendamment de leur emplacement, à la disposition d'une personne désignée; et de fournir des services financiers ou des services connexes à toute personne désignée ou pour son bénéfice, ce qui inclut le traitement de paiements au nom d'une liste d'institutions financières désignées, et ce, même si l'expéditeur et le bénéficiaire ne sont pas des personnes

désignées, ce qui est plus strict que dans d'autres pays. Le règlement impose également des restrictions à l'égard d'autres secteurs, tels ceux de l'énergie et de l'aéronautique.

Du 14 au 23 février 2022, le gouvernement fédéral a invoqué la *Loi sur les mesures d'urgence*, dans le cadre de sa stratégie visant à mettre fin aux perturbations, au blocus des frontières et à l'occupation du centre-ville d'Ottawa. Le décret sur les mesures d'urgence a permis d'instaurer diverses mesures temporaires, dont l'élargissement de la portée des règles canadiennes en matière de lutte contre le recyclage de produits de la criminalité et le financement des activités terroristes de façon à englober les plateformes de sociofinancement et leurs prestataires de services de paiement. Le gouvernement a ordonné aux institutions financières canadiennes de cesser temporairement de fournir des services financiers si elles soupçonnaient qu'un compte était utilisé pour soutenir les barrages illégaux ou les activités d'occupation et de le signaler directement à la Gendarmerie royale du Canada ou au Service canadien du renseignement de sécurité, accordant alors à ces institutions financières une protection contre la responsabilité civile.

Climat

Le 19 janvier 2022, les Autorités canadiennes en valeurs mobilières (« ACVM ») ont publié des indications destinées aux fonds d'investissement au sujet de leurs pratiques en matière de publication d'information sur les questions touchant les facteurs environnementaux, sociaux et de gouvernance (« ESG »), surtout ceux dont les objectifs de placement mentionnent des facteurs ESG ainsi que les autres fonds optant pour des stratégies ESG (« fonds relatifs aux ESG »). Ces indications visent à aider les fonds d'investissement ainsi que leurs gestionnaires à améliorer les aspects propres aux facteurs ESG dans leurs documents d'information réglementaire, de même qu'à veiller à ce que leurs communications publicitaires ne soient pas fausses ou trompeuses et à ce qu'elles soient cohérentes avec leurs documents d'offre réglementaires. Ces indications s'appuient sur les obligations réglementaires existantes et ne créent aucune nouvelle obligation légale ni ne modifient celles déjà en vigueur. Elles reflètent également les pratiques qui pourraient le mieux rehausser l'information sur les facteurs ESG et les communications publicitaires.

Marchés des capitaux

Le 10 février 2022, l'OCRCVM a publié à l'intention des courtiers membres une note d'orientation sur la façon de montrer qu'ils se conforment à ses exigences en matière de signalement des incidents de cybersécurité. Grâce à ces exigences, l'OCRCVM a pu : i) fournir un soutien aux courtiers touchés afin de s'assurer que des mesures appropriées ont été prises pour évaluer l'incident, y remédier et reprendre leurs activités; ii) alerter les autres courtiers à propos des vulnérabilités potentielles ou des menaces imminentes; iii) publier des notes éducatives à l'intention des courtiers sur la manière de gérer les incidents qui se multiplient ou qui sont fréquents; et iv) évaluer et élaborer d'autres mesures visant à sensibiliser les courtiers et le secteur dans son ensemble aux problèmes de cybersécurité et à renforcer leur résilience en matière de cybersécurité.

Le 27 janvier 2022, les ACVM ont publié les modifications au *Règlement 94-101 sur la compensation obligatoire des dérivés par contrepartie centrale* et à l'*Instruction générale relative au Règlement 94-101*. Ce règlement exige que certains participants au marché compensent certains dérivés de gré à gré précis par l'intermédiaire d'une contrepartie centrale. Les dispositions de la

législation concernée entreront en vigueur le 12 avril 2022 et le 1^{er} septembre 2022.

Le 27 janvier 2022, les ACVM ont également publié, à des fins de consultation, un projet de modernisation en deux étapes du modèle de dépôt de prospectus applicable aux fonds d'investissement. Ce projet vise à alléger le fardeau réglementaire sans nuire à l'actualité ou à l'exactitude de l'information dont disposent les investisseurs.

Le 17 décembre 2021, l'OCRCVM a publié la version définitive de sa note d'orientation visant à aider les courtiers membres à comprendre et à respecter les obligations liées à la connaissance du client et à l'évaluation de la convenance.

Questions comptables

Les résultats de la banque sont sensibles aux méthodes comptables qui sous-tendent l'établissement de ses états financiers consolidés. La note 2 du *Rapport et états financiers annuels 2021* présente un résumé de ses principales méthodes comptables.

La préparation de l'information financière exige de faire des estimations et de poser des jugements. La direction est d'avis que les estimations comptables et jugements critiques de la banque sont ceux qui ont trait aux pertes de crédit attendues, à l'évaluation des instruments financiers, à l'impôt sur le résultat et aux actifs d'impôt différé ainsi qu'aux obligations au titre des prestations définies. Au cours de la période à l'étude, aucun changement n'a été apporté aux estimations comptables et jugements critiques formulés en 2021, lesquels sont décrits aux pages 34 et 35, 49 et 50 et 86 du *Rapport et états financiers annuels 2021*.

Arrangements hors bilan

Dans le cadre de nos activités bancaires, nous participons à diverses transactions financières hors bilan qui ont une incidence financière, mais qui ne sont pas comptabilisées dans nos états financiers. Ce genre d'arrangement comporte un risque éventuel et peut, en certaines circonstances, se traduire par un passif d'un montant supérieur à celui inscrit à notre bilan consolidé. Ces arrangements comprennent les garanties et les lettres de crédit et sont décrits à la rubrique « Arrangements hors bilan » du *Rapport et états financiers annuels 2021*.

Instruments financiers

Étant donné la nature des activités de la banque, les instruments financiers composent une bonne partie de son bilan. La banque peut en tirer des profits de négociation, des intérêts et des produits de commissions. Les instruments financiers comprennent notamment la trésorerie, les comptes des clients, les titres, les prêts, les acceptations, les dérivés utilisés à des fins de couverture ou détenus à des fins de transaction, les mises en pension, les passifs de titrisation et les créances subordonnées. Nous utilisons des instruments financiers aux fins de nos activités de négociation et de celles autres que de négociation. Ces dernières comprennent les prêts, les placements, les activités de couverture et celles de gestion du bilan. Les activités de négociation comprennent l'achat et la vente de titres et la négociation de dérivés et d'instruments de change pour faciliter les opérations des clients et fournir des liquidités et, dans une moindre mesure, les activités de tenue de marché.

La comptabilisation des instruments financiers, qui fait appel au jugement, est effectuée selon le classement de ceux-ci. On trouve une description détaillée du classement et de l'évaluation des instruments financiers à la note 2 du *Rapport et états financiers annuels 2021*.

Il est possible que l'utilisation d'instruments financiers expose la banque à des risques de marché, de crédit ou de liquidité, ou encore qu'elle la protège contre ceux-ci. Une description détaillée de la façon dont la banque gère ces risques est présentée à la rubrique « Risques » du *Rapport et états financiers annuels 2021*.

Contrôles et procédures de communication de l'information et contrôle interne à l'égard de l'information financière

La chef de la direction et le chef des finances de la banque ont signé des attestations concernant la pertinence de l'information financière présentée dans les documents intermédiaires déposés auprès des Autorités canadiennes en valeurs mobilières, y compris le présent rapport de gestion et les états financiers consolidés du trimestre clos le 31 mars 2022 ci-joints, et c'est à eux que revient la responsabilité de la conception et du maintien de contrôles et procédures de communication de l'information et de contrôle interne à l'égard de l'information financière, lesquels visent à fournir une assurance raisonnable quant à la fiabilité de l'information financière produite conformément aux IFRS. Au cours du trimestre clos le 31 mars 2022, il n'y a eu aucun changement dans le contrôle interne à l'égard de l'information financière qui a eu ou qui pourrait vraisemblablement avoir une incidence significative sur ce contrôle.

Transactions avec des parties liées

Dans le cours normal de nos activités, nous concluons des transactions avec d'autres sociétés affiliées de la HSBC, dont celles visant la prestation de services bancaires ou opérationnels ainsi que l'octroi de prêts à court terme. Plus particulièrement, comme la banque fait partie de l'un des plus importants établissements de services financiers au monde, elle profite de l'expertise et des économies d'échelle que procure le Groupe HSBC. La banque fournit et obtient des services ou conclut des transactions avec diverses autres entreprises du Groupe HSBC, ce qui inclut la prise en charge d'une partie des coûts de développement des plateformes technologiques qui sont utilisées partout dans le monde, et elle tire parti de contrats mondiaux pour la publicité, la recherche marketing, la formation et d'autres fonctions d'exploitation.

Ces transactions avec des parties liées sont assorties de modalités conformes à celles offertes à des parties non liées et font l'objet de processus d'autorisation officielle. Il y a lieu de se reporter à la note 28 du *Rapport et états financiers annuels 2021* pour obtenir des détails à ce sujet.

Le 15 mars 2022, la banque a remis 600 M\$ de capital-actions ordinaire à HSBC Overseas Holdings (UK) Limited, sans que cela entraîne un changement dans le nombre d'actions émises.

Rapport de gestion

En tant que filiale en propriété exclusive, toutes nos actions ordinaires sont indirectement détenues par HSBC Holdings.

Risques

Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Risques » du *Rapport et états financiers annuels 2021* pour une description de la façon dont la banque gère les risques à tous les échelons de l'organisation et pour tous les types de risques, rubrique qui indique les principes, politiques et pratiques clés dont nous servons pour gérer les risques importants qu'ils soient financiers ou ne le soient pas.

Comme pour plusieurs autres organisations, la COVID-19 influe sur nos activités, notre personnel, nos clients et nos fournisseurs. Son incidence est résumée à la rubrique « Répercussions de la COVID-19 et notre réaction » du *Rapport et états financiers annuels 2021* ainsi que dans les sections qui en traitent.

Risque de crédit

	Page
Gestion du risque de crédit	22
Sommaire du risque de crédit	22
Incertitude relative à l'évaluation et analyse de sensibilité des estimations des PCA	24
Rapprochement des corrections de valeur à l'égard des prêts et avances à des banques et à des clients, y compris les engagements de prêts et les garanties financières	28
Qualité de crédit des instruments financiers	29
Prêts de gros	32
Prêts personnels	34
Prêts douteux	36

Le risque de crédit représente le risque de subir une perte financière si un client ou une contrepartie ne s'acquitte pas de ses obligations de paiement contractuelles. Il se présente surtout dans les domaines des prêts directs, du financement du commerce international et des activités de crédit-bail, mais il découle aussi de certains autres produits comme les garanties et les dérivés de crédit.

Gestion du risque de crédit

Si ce n'est d'une mise à jour de la politique concernant les prêts renégoiés et les délais de grâce, tel qu'il est décrit dans la section suivante, aucun changement n'a été apporté aux méthodes et pratiques de gestion du risque de crédit au premier trimestre de 2022.

La rubrique « Gestion du risque de crédit » débutant à la page 42 du *Rapport et états financiers annuels 2021* renferme un sommaire de nos méthodes et pratiques actuelles de gestion du risque de crédit.

Prêts renégoiés et délai de grâce*

Avec prise d'effet au 1^{er} janvier 2022, la définition de « délai de grâce » a été élargie afin d'englober les clients qui commencent à éprouver des problèmes de crédit et à allonger la liste des dérogations pour y inclure celles liées aux non-paiements. L'adoption de ces modifications n'a eu aucune incidence sur notre information financière.

Un client est considéré avoir obtenu un délai de grâce lorsque les deux critères suivants sont remplis :

- Il est aux prises avec des difficultés financières ou est sur le point de l'être (quel que soit leur degré de gravité);
- Une dérogation (de paiement ou de non-paiement) lui est accordée en raison de ses problèmes financiers.

Sommaire du risque de crédit

L'information qui suit présente la valeur comptable brute et la valeur nominale des instruments financiers auxquels s'appliquent les exigences de dépréciation d'IFRS 9 ainsi que la correction de valeur pour PCA connexe.

Au 31 mars 2022, la correction de valeur pour PCA comprenait une somme de 334 M\$ relative aux actifs détenus au coût amorti, un montant de 18 M\$ en lien avec les engagements de prêts et les garanties financières et un autre de 8 M\$ au titre des contrats de garantie de bonne exécution.

Sommaire des instruments financiers soumis aux exigences de dépréciation d'IFRS 9*

	Notes	Au			
		31 mars 2022		31 déc. 2021	
		Valeur comptable brute/valeur nominale	Correction de valeur pour PCA	Valeur comptable brute/valeur nominale	Correction de valeur pour PCA
		M\$	M\$	M\$	M\$
Prêts et avances à des clients au coût amorti		71 532	(304)	69 033	(334)
– particuliers		35 619	(73)	35 341	(75)
– grandes sociétés et entreprises		35 913	(231)	33 692	(259)
Prêts et avances à des banques au coût amorti		1 437	–	1 659	–
Autres actifs financiers évalués au coût amorti		23 655	(30)	28 134	(28)
– trésorerie et soldes détenus dans les banques centrales		9 241	–	13 955	–
– effets en cours de compensation auprès d'autres banques		10	–	9	–
– prises en pension à des fins autres que de transaction		7 496	–	9 058	–
– engagements de clients en contrepartie d'acceptations		3 346	(8)	3 556	(8)
– autres actifs, paiements anticipés et produits à recevoir	1	3 562	(22)	1 556	(20)
Total de la valeur comptable brute, montant constaté au bilan		96 624	(334)	98 826	(362)
Prêts et autres engagements relatifs au crédit		44 816	(17)	46 737	(31)
– particuliers		8 176	(1)	8 141	(2)
– grandes sociétés et entreprises		36 640	(16)	38 596	(29)
Garanties financières	2	1 975	(1)	1 949	(4)
– particuliers		11	–	7	–
– grandes sociétés et entreprises		1 964	(1)	1 942	(4)
Total de la valeur nominale, montant hors bilan	3	46 791	(18)	48 686	(35)
		Juste valeur	Correction de valeur pour PCA	Juste valeur	Correction de valeur pour PCA
		M\$	M\$	M\$	M\$
Instruments d'emprunt évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	4	16 333	–	14 958	–

1 N'incluent que les instruments financiers qui sont assujettis aux exigences de dépréciation d'IFRS 9. Les autres actifs, paiements anticipés et produits à recevoir, tels qu'ils sont présentés au bilan consolidé, comprennent tant les actifs financiers que les actifs non financiers.

2 Excluent les contrats de garantie de bonne exécution.

3 Représente le montant à risque maximal si les montants relatifs aux contrats étaient prélevés en entier et si le client n'honorait pas ses obligations.

4 Les instruments d'emprunt évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global continuent d'être évalués à la juste valeur, la correction de valeur pour PCA étant traitée en tant qu'élément pour mémoire. La variation des PCA est comptabilisée dans l'état du résultat net en tant que variation des pertes de crédit attendues et autres pertes de valeur liées au crédit.

Le tableau qui suit donne un aperçu du risque de crédit de la banque, par stade et par secteur, ainsi que de la couverture des PCA associée. Les actifs financiers comptabilisés pour chaque stade sont assortis des caractéristiques suivantes :

Stade 1 : non dépréciés, sans hausse significative du risque de crédit et pour lesquels une correction de valeur pour PCA sur 12 mois est comptabilisée.

Stade 2 : hausse significative du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale et pour lesquels des PCA sur la durée de vie sont comptabilisées.

Stade 3 : indications objectives de dépréciation, par conséquent, considérés comme en défaillance ou autrement dépréciés et pour lesquels des PCA sur la durée de vie sont comptabilisées.

Sommaire du risque de crédit (compte non tenu des instruments d'emprunt évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global) par stade et couverture des PCA*

	Valeur comptable brute/valeur nominale ¹				Correction de valeur pour PCA				% de couverture des PCA			
	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total
	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	%	%	%	%
Prêts et avances à des clients au coût amorti	66 021	5 088	423	71 532	(56)	(107)	(141)	(304)	0,1	2,1	33,3	0,4
– particuliers	33 845	1 667	107	35 619	(10)	(47)	(16)	(73)	–	2,8	15,0	0,2
– grandes sociétés et entreprises	32 176	3 421	316	35 913	(46)	(60)	(125)	(231)	0,1	1,8	39,6	0,6
Prêts et avances à des banques au coût amorti	1 437	–	–	1 437	–	–	–	–	–	–	–	–
Autres actifs financiers évalués au coût amorti	23 382	252	21	23 655	(3)	(6)	(21)	(30)	–	2,4	100,0	0,1
Engagements de prêts et autres engagements relatifs au crédit	41 623	3 048	145	44 816	(10)	(7)	–	(17)	–	0,2	–	–
– particuliers	7 970	163	43	8 176	(1)	–	–	(1)	–	–	–	–
– grandes sociétés et entreprises	33 653	2 885	102	36 640	(9)	(7)	–	(16)	–	0,2	–	–
Garanties financières ²	1 870	75	30	1 975	(1)	–	–	(1)	0,1	–	–	0,1
– particuliers	11	–	–	11	–	–	–	–	–	–	–	–
– grandes sociétés et entreprises	1 859	75	30	1 964	(1)	–	–	(1)	0,1	–	–	0,1
Au 31 mars 2022	134 333	8 463	619	143 415	(70)	(120)	(162)	(352)	0,1	1,4	26,2	0,2

Prêts et avances à des clients au coût amorti	62 493	6 198	342	69 033	(62)	(145)	(127)	(334)	0,1	2,3	37,1	0,5
– particuliers	33 756	1 455	130	35 341	(9)	(44)	(22)	(75)	–	3,0	16,9	0,2
– grandes sociétés et entreprises	28 737	4 743	212	33 692	(53)	(101)	(105)	(259)	0,2	2,1	49,5	0,8
Prêts et avances à des banques au coût amorti	1 659	–	–	1 659	–	–	–	–	–	–	–	–
Autres actifs financiers évalués au coût amorti	27 768	346	20	28 134	(3)	(5)	(20)	(28)	–	1,4	100,0	0,1
Engagements de prêts et autres engagements relatifs au crédit	42 403	4 275	59	46 737	(15)	(16)	–	(31)	–	0,4	–	0,1
– particuliers	7 990	138	13	8 141	(2)	–	–	(2)	–	–	–	–
– grandes sociétés et entreprises	34 413	4 137	46	38 596	(13)	(16)	–	(29)	–	0,4	–	0,1
Garanties financières ²	1 848	80	21	1 949	(1)	(2)	(1)	(4)	0,1	2,5	4,8	0,2
– particuliers	7	–	–	7	–	–	–	–	–	–	–	–
– grandes sociétés et entreprises	1 841	80	21	1 942	(1)	(2)	(1)	(4)	0,1	2,5	4,8	0,2
Au 31 déc. 2021	136 171	10 899	442	147 512	(81)	(168)	(148)	(397)	0,1	1,5	33,5	0,3

1 Représente le montant à risque maximal si les montants relatifs aux contrats étaient prélevés en entier et si le client n'honorait pas ses obligations.

2 Excluent les contrats de garantie de bonne exécution.

Incertitude relative à l'évaluation et analyse de sensibilité des estimations des PCA*

Au premier trimestre 2022, la conjoncture a été marquée par les prix élevés du pétrole et du gaz naturel, les enjeux liés aux chaînes d'approvisionnement et à l'inflation, la croissance continue des prix de l'habitation et la baisse du taux de chômage. La probabilité qu'un scénario pessimiste se réalise a graduellement diminué pendant la pandémie. L'amélioration des données économiques a permis d'avoir une idée plus précise de l'évolution de la conjoncture à court terme malgré la présence d'Omicron et d'autres variants. Dans l'ensemble, les ajustements subjectifs de la direction en lien avec la COVID-19 ont encore diminué, et ce, même si les risques menaçant la croissance économique à l'échelle mondiale perdurent.

Au 31 mars 2022, les PCA reflétaient une plus grande incertitude relative à l'évaluation puisque la conjoncture économique demeurerait volatile, les prévisions économiques se faisant moins optimistes qu'à la fin de l'année 2021, signalant de ce fait un accroissement des risques, dont le conflit entre l'Ukraine et la Russie, et l'orientation encore incertaine de facteurs

macroéconomiques et géopolitiques plus généraux. Cette incertitude accrue a exigé le recours à cinq scénarios pour le premier trimestre de 2022.

Méthodologie

Par suite du déclenchement de la guerre entre l'Ukraine et la Russie, nous avons employé cinq scénarios économiques afin de rendre compte de la conjoncture économique actuelle et d'exprimer la perception de la direction quant à l'éventail de résultats qui pourraient en découler.

Trois des quatre scénarios standards ont été élaborés en fonction de prévisions consensuelles et d'estimations de distribution. Le quatrième scénario, soit le deuxième scénario pessimiste, illustre l'opinion de la direction quant aux risques les plus importants. Le cinquième scénario a été créé afin d'assurer que l'évolution rapide de la distribution des risques économiques par suite du déclenchement de cette guerre est reflétée dans les données économiques prospectives comme il se doit. Ce scénario a pour objet de rendre compte des conséquences d'une guerre de longue durée entre l'Ukraine et la Russie, incluant une hausse marquée du risque d'inflation et un ralentissement de la croissance du PIB.

Description des scénarios économiques

Les hypothèses économiques décrites dans la présente section ont été formulées par la banque en fonction de prévisions externes établies expressément aux fins du calcul des PCA.

Compte tenu de la conjoncture actuelle, les prévisions économiques demeurent particulièrement incertaines. Les risques qui en menacent la réalisation viennent avant tout du fait que les répercussions et la durée de la guerre entre l'Ukraine et la Russie, que la progression de la pandémie et sa gestion, surtout en Asie, et que les mesures prises par les autorités monétaires en réaction à la poussée de l'inflation sont hautement incertaines.

L'invasion de l'Ukraine par la Russie et l'avalanche de sanctions financières et économiques qui a déferlé sur l'économie russe engendrent un degré élevé de risque et d'incertitude en ce qui a trait aux chaînes d'approvisionnement, aux prix des marchandises et à l'inflation à l'échelle internationale. En Asie, la propagation du variant Omicron a de nouveau perturbé les activités, et ce, surtout à Hong Kong et en Chine continentale, où un engagement envers une politique appelée « Zéro COVID » a exigé des mesures rigoureuses de la part des responsables de la santé publique, mesures qui ont aggravé les perturbations des chaînes d'approvisionnement mondiales. L'émergence de nouveaux variants qui résistent aux vaccins demeure un risque partout dans le monde. Quant aux risques de hausse de prix, risques causés notamment par les problèmes des chaînes d'approvisionnement qu'a engendrés la pandémie, ils sont exacerbés par la majoration des prix des marchandises résultant de la guerre en Ukraine. Toute poussée inflationniste menace la croissance étant donné qu'une augmentation des coûts comprime le revenu réel. Cela représente un risque supplémentaire puisque la banque centrale est en voie de resserrer sa politique afin de ramener l'inflation vers son taux cible.

D'autres risques géopolitiques se font menaçants, tels que le non-règlement des différends entre les États-Unis et la Chine au sujet de nombreux enjeux stratégiques et l'évolution des relations entre le Royaume-Uni et l'Union européenne.

Le scénario central consensuel, le scénario optimiste consensuel, le scénario pessimiste consensuel, le scénario de stagflation Ukraine-Russie et le deuxième scénario pessimiste sont les cinq scénarios qui ont servi à calculer les PCA au 31 mars 2022.

- Le scénario central consensuel : Selon ce scénario, en 2022, l'essor du PIB de la plupart des pays sera supérieur à la tendance. Aux fins de ce scénario, il est présumé que la guerre entre la Russie et l'Ukraine aura peu de conséquences économiques négatives pour les grandes économies.

Soutenus par le niveau élevé de l'épargne dans le secteur privé, les dépenses à la consommation et les investissements des entreprises devraient favoriser la bonne tenue de l'économie au fil de l'abolition du soutien des politiques budgétaire et monétaire. Dans ce scénario, les restrictions imposées en lien avec la COVID-19 continuent d'être assouplies en Europe et en Amérique du Nord, les gouvernements acceptant alors un certain niveau d'infections au sein de la population tant que le nombre d'hospitalisations demeure raisonnable. D'ici la fin de 2023, l'inflation devrait se rapprocher graduellement du taux cible de la banque centrale.

- Le scénario optimiste consensuel : Aux termes de ce scénario, la reprise de l'activité économique à court terme est plus rapide que celle prévue dans le scénario précité. Ainsi, la croissance s'accélère, le chômage se replie davantage et les marchés des capitaux ainsi que les prix des logements enregistrent d'autres hausses.
- Le scénario pessimiste consensuel : Dans ce scénario, l'activité économique est moins forte qu'aux termes du scénario central. Il prévoit notamment un ralentissement de la croissance, une hausse du chômage et une contraction des marchés des capitaux et des prix des logements.
- Le scénario de stagflation Ukraine-Russie : Ce scénario rend compte des risques que posent une guerre de longue durée en Ukraine, les nombreuses sanctions imposées à la Russie ainsi que les contrôles des exportations exercés en guise de représailles. Il prévoit un choc du côté de l'offre d'une grande ampleur et aux termes duquel l'inflation augmente beaucoup plus fortement que dans le scénario central, des hausses des taux d'intérêt ainsi qu'une certaine dégradation d'autres variables macroéconomiques comparativement à celles du scénario central consensuel.
- Le deuxième scénario pessimiste : Ce scénario reflète l'opinion de la direction quant à des risques extrêmes et illustre la cristallisation simultanée de plusieurs risques, dont l'émergence de souches de la COVID-19 résistantes aux vaccins qui obligerait les autorités sanitaires à instaurer des mesures très sévères. Il prévoit également de grands chocs du côté de la demande, ceux-ci causant un ralentissement marqué de l'inflation et une récession à la fois profonde et prolongée.

Le tableau ci-après indique les principales variables macroéconomiques et les probabilités attribuées aux scénarios économiques consensuels ainsi qu'au scénario supplémentaire.

Projections macroéconomiques^{1,2}

	Scénario central		Scénario optimiste consensuel		Scénario pessimiste consensuel		Scénario de stagflation Ukraine-Russie			Deuxième scénario pessimiste			
	Moyenne quinquennale	Moyenne quinquennale	Meilleurs résultats	(T1 23)	Moyenne quinquennale	Pires résultats	(T1 24)	Moyenne quinquennale	Pires résultats	(T3 23)	Moyenne quinquennale	Pires résultats	(T1 23)
31 mars 2022													
Croissance du PIB (%)	2,5	3,8	8,8	(T1 23)	1,5	0,3	(T1 24)	2,4	1,9	(T3 23)	0,7	(9,1)	(T1 23)
Taux de chômage (%)	5,7	5,2	4,6	(T4 23)	6,1	6,6	(T4 22)	5,8	6,0	(T4 22)	9,1	11,3	(T3 23)
Indice de prix des logements (%)	4,1	6,2	17,8	(T3 22)	2,5	(0,2)	(T1 23)	5,4	0,2	(T1 24)	(1,1)	(20,9)	(T2 23)
Prix du pétrole Brent (\$US le baril)	85,6	112,0	166,7	(T4 22)	72,5	60,0	(T4 22)	132,6	167,7	(T1 24)	56,9	46,4	(T2 23)
Probabilité (%)	55		5		5			25			10		
31 décembre 2021													
Croissance du PIB (%)	2,5	4,0	9,1	(T3 22)	1,6	(0,5)	(T4 22)	—	—	—	0,4	(13,9)	(T4 22)
Taux de chômage (%)	5,9	5,5	5,0	(T2 23)	6,4	7,3	(T3 22)	—	—	—	9,4	11,5	(T2 23)
Indice de prix des logements (%)	3,3	5,8	16,0	(T4 22)	1,7	(2,3)	(T4 22)	—	—	—	(2,2)	(23,8)	(T1 23)
Prix du pétrole Brent (\$US le baril)	66,1	79,1	101,8	(T2 22)	54,3	34,9	(T4 22)	—	—	—	40,0	26,4	(T1 23)
Probabilité (%)	75		10		10			—			5		

1 Les projections macroéconomiques au 31 mars 2022 sont fondées sur les moyennes de la période allant du T2 2022 au T1 2027 (moyennes de la période allant du T1 2022 au T4 2026 au 31 décembre 2021).

2 Les pires ou les meilleurs résultats renvoient au trimestre où le creux ou le sommet de la variable concernée a été enregistré, pour les deux premières années du scénario.

Probabilités attribuées dans les scénarios

Les pondérations attribuées aux scénarios ont changé en regard de celles employées au 31 décembre 2021. Compte tenu des incertitudes accrues et de la volatilité financière et économique, la direction a attribué des pondérations plus élevées aux scénarios pessimistes. Au 31 mars 2022, une pondération combinée de 60 % (85 % au 31 décembre 2021) a été attribuée aux scénarios central et optimiste consensuels et une de 40 % (15 % au 31 décembre 2021) l'a été aux scénarios pessimistes.

Ajustements subjectifs de la direction

Dans le cadre d'IFRS 9, les ajustements subjectifs apportés par la direction constituent des hausses ou des baisses à court terme des PCA, au niveau des clients ou des portefeuilles, de sorte à tenir compte de récents événements majeurs, des lacunes des modèles et des jugements des spécialistes du crédit durant l'examen et la critique des modèles par la direction.

Au 31 mars 2022, la direction avait posé des jugements subjectifs afin de refléter la dynamique du risque de crédit non prise en compte dans nos modèles. Les facteurs exigeant des ajustements subjectifs de la part de la direction continuent d'évoluer en phase avec la conjoncture économique.

Lorsque les perspectives macroéconomiques et celles concernant les risques liés aux portefeuilles s'améliorent sans cesse, comme en font foi de faibles taux de défaillance, les ajustements apportés dans le but de refléter l'accroissement prévu des risques sont retranchés ou réduits.

Par contre, d'autres ajustements sont augmentés si les résultats modélisés se révèlent trop sensibles, vu la légère dégradation des portefeuilles sous-jacents observée durant la présente pandémie, ou s'il appert que les risques propres à un secteur n'ont pas été adéquatement évalués.

Nous avons instauré des mesures de gouvernance interne afin de surveiller régulièrement les ajustements subjectifs de la direction et, lorsque cela est possible, de réduire le recours à ceux-ci par voie du recalibrage ou de la refonte des modèles, au fil du temps, selon ce qui convient.

Les ajustements subjectifs que la direction a apportés afin d'estimer les PCA présentées au 31 mars 2022 sont indiqués dans le tableau suivant.

Ajustements subjectifs de la direction aux PCA¹

	Prêts de détail	Prêts de gros	Total
	M\$	M\$	M\$
Ajustements selon des spécialistes du crédit et ajustements des modèles	13	84	97
Ajustements au titre des données économiques prospectives et de récents événements majeurs	25	—	25
31 mars 2022	38	84	122
Ajustements selon des spécialistes du crédit et ajustements des modèles	32	122	154
Ajustements au titre des données économiques prospectives et de récents événements majeurs	21	—	21
31 décembre 2021	53	122	175

1 Les ajustements subjectifs de la direction présentés dans ce tableau reflètent des hausses des PCA.

Analyse de sensibilité des scénarios économiques liés aux estimations des PCA

La direction a évalué la sensibilité des résultats des PCA à la lumière des prévisions économiques et en a tenu compte dans le processus de gouvernance des PCA en recalculant celles-ci selon chacun des scénarios indiqués ci-dessus pour quelques portefeuilles, en attribuant une pondération de 100 % à chacun de ces scénarios à tour de rôle. La pondération est prise en compte pour déterminer s'il y a une augmentation significative du risque de crédit ainsi que pour évaluer les PCA en résultant.

Les PCA calculées pour les scénarios optimiste et pessimiste ne doivent pas être considérées comme représentatives des pertes de crédit minimales et maximales qui pourraient réellement être subies.

L'incidence des défaillances qui pourraient survenir dans l'avenir aux termes de scénarios économiques différents est prise en compte en recalculant les PCA liées aux prêts de stades 1 et 2 à la date du bilan. Le groupe de prêts de stade 3 (en défaillance) à cette date demeure le même aux fins de ces calculs de la sensibilité. Les PCA liées aux prêts de stade 3 ne sont sensibles à des changements de prévisions économiques que si la perte en cas de défaillance d'un portefeuille donné l'est également.

Dans le cas des expositions au risque de crédit de gros, l'analyse de sensibilité exclut les PCA et les instruments financiers associés aux débiteurs en situation de défaut étant donné que la mesure des PCA est relativement plus sensible aux facteurs de crédit propres à un débiteur qu'aux scénarios économiques futurs et qu'il est impossible d'isoler l'incidence des facteurs macroéconomiques dans le cadre d'évaluations individuelles.

Dans le cas des expositions au risque de crédit de détail, l'analyse de sensibilité inclut les PCA liées aux prêts et avances à des clients en situation de défaut étant donné que les PCA des portefeuilles de prêts hypothécaires garantis, ce qui inclut les prêts de tout stade, sont sensibles aux variables macroéconomiques.

Analyse des portefeuilles de prêts de gros

Les portefeuilles ci-dessous ont été sélectionnés en fonction de leur apport aux PCA et de leur sensibilité aux facteurs macroéconomiques.

Sensibilité des PCA à la conjoncture économique future (IFRS 9)¹

PCA associées aux instruments financiers exposés à une incertitude importante relative à l'évaluation²

	31 mars 2022	31 déc. 2021
	M\$	M\$
PCA présentées	133	192
Scénario central consensuel – 100 %	66	125
Scénario optimiste consensuel – 100 %	37	78
Scénario pessimiste consensuel – 100 %	116	192
Scénario de stagflation Ukraine-Russie – 100 %	148	–
Deuxième scénario pessimiste – 100 %	569	1 431
Valeur comptable brute/valeur nominale ³	105 532	109 335

- 1 Exclut les PCA et les instruments financiers en lien avec des débiteurs en situation de défaut étant donné que le calcul des PCA est relativement plus sensible aux facteurs de crédit propres à un débiteur qu'aux scénarios économiques futurs.
- 2 Inclut les instruments financiers hors bilan exposés à une incertitude importante relative à l'évaluation.
- 3 Inclut les instruments financiers présentant un faible risque de crédit, tels les instruments d'emprunt à la JVAERG, lesquels ont une valeur comptable élevée, mais de faibles PCA aux termes de tous ces scénarios.

Analyse des portefeuilles de prêts de détail

Les expositions modélisées au moyen de l'approche réservée aux petits portefeuilles ont été exclues de l'analyse de sensibilité.

Sensibilité des PCA à la conjoncture économique future (IFRS 9)¹

PCA associées aux prêts et avances à des clients²

	31 mars 2022	31 déc. 2021
	M\$	M\$
PCA présentées	65	71
Scénario central consensuel – 100 %	62	69
Scénario optimiste consensuel – 100 %	57	66
Scénario pessimiste consensuel – 100 %	65	74
Scénario de stagflation Ukraine-Russie – 100 %	63	–
Deuxième scénario pessimiste – 100 %	101	112
Valeur comptable brute	35 572	35 440

- 1 La sensibilité des PCA ne tient pas compte des portefeuilles pour lesquels les méthodes de modélisation sont moins complexes.
- 2 La sensibilité des PCA ne tient compte que des instruments financiers figurant au bilan et auxquels s'appliquent les dispositions d'IFRS 9 relatives à la dépréciation.

Rapport de gestion

Rapprochement des corrections de valeur à l'égard des prêts et avances à des banques et à des clients, y compris les engagements de prêts et les garanties financières

Rapprochement des corrections de valeur à l'égard des prêts et avances à des banques et à des clients, y compris les engagements de prêts et les garanties financières*¹

	Note	Trimestre clos le							
		31 mars 2022				31 mars 2021			
		Non douteux		Douteux		Non douteux		Douteux	
		Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total
		M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$
Solde à l'ouverture de la période		78	163	128	369	56	249	148	453
Transferts d'instruments financiers	2	27	(48)	21	—	31	(32)	1	—
– transferts du stade 1 au stade 2		(2)	2	—	—	(3)	3	—	—
– transferts du stade 2 au stade 1		28	(28)	—	—	34	(34)	—	—
– transferts vers le stade 3		—	(25)	25	—	—	(2)	2	—
– transferts hors du stade 3		1	3	(4)	—	—	1	(1)	—
Réévaluation nette des PCA par suite des transferts d'un stade à l'autre	2	(18)	3	—	(15)	(14)	5	—	(9)
Nouveaux actifs financiers créés ou acquis		4	—	—	4	3	—	—	3
Variations des paramètres de risque		(22)	3	(3)	(22)	(26)	1	22	(3)
Actifs décomptabilisés (y compris les remboursements finaux)		(1)	(6)	(1)	(8)	(1)	(2)	(1)	(4)
Actifs sortis du bilan		—	—	(4)	(4)	—	—	(10)	(10)
Change		(1)	(1)	—	(2)	—	(1)	—	(1)
Solde à la clôture de la période		67	114	141	322	49	220	160	429
Charge/(reprise) au titre des PCA de la période		(37)	—	(4)	(41)	(38)	4	21	(13)
Reprises sur pertes de valeur		—	—	(1)	(1)	—	—	(2)	(2)
Total de la charge/(reprise) constatée au titre des PCA de la période		(37)	—	(5)	(42)	(38)	4	19	(15)

¹ Excluent les contrats de garantie de bonne exécution.

² Les transferts d'instruments financiers représentent des mouvements, d'un stade à l'autre, des corrections de valeur pour PCA de l'exercice antérieur en regard du classement des stades du présent exercice. La réévaluation nette représente les variations, pour le présent exercice, des corrections de valeur pour PCA, sans tenir compte des changements aux paramètres du risque de crédit et d'autres risques.

	Au		Trimestre clos le	
	31 mars 2022	31 mars 2021	31 mars 2022	31 mars 2021
	Correction de valeur pour PCA/autres provisions pour pertes de crédit		Charge/(reprise) au titre des PCA	
	M\$	M\$	M\$	M\$
Tel qu'indiqué précédemment	322	429	(42)	(15)
Autres actifs financiers évalués au coût amorti	30	39	—	(1)
Contrats de garantie de bonne exécution	8	9	—	—
Instruments d'emprunt évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	—	1	—	—
Total de la correction de valeur pour PCA/Total de la charge/(reprise) comptabilisée à l'état du résultat net au titre des PCA pour la période	360	478	(42)	(16)

Qualité de crédit des instruments financiers*

Nous évaluons la qualité de crédit de tous les instruments financiers qui sont exposés au risque de crédit. La qualité de crédit des instruments financiers reflète une évaluation à un moment précis de leur probabilité de défaillance, alors que les stades 1 et 2 selon IFRS 9 sont déterminés en fonction de

la détérioration relative de la qualité de crédit depuis la constatation initiale. Par conséquent, en ce qui concerne les instruments financiers non douteux, il n'existe aucun lien direct entre l'évaluation de la qualité de crédit et les stades 1 et 2 selon IFRS 9 même si, typiquement, la proportion des fourchettes inférieures de la qualité de crédit est plus importante au stade 2.

Définitions servant au classement selon la qualité

- Les prêts de la catégorie « excellente » sont associés à une grande capacité, de la part des emprunteurs, de respecter leurs engagements financiers et à une probabilité de défaillance négligeable ou faible et/ou de faibles niveaux de pertes prévues.
- Les prêts de la catégorie « bonne » doivent faire l'objet d'une surveillance un peu plus étroite et sont associés à une bonne capacité, de la part des emprunteurs, de respecter leurs engagements financiers et à un faible risque de défaillance.
- Les prêts de la catégorie « satisfaisante » doivent faire l'objet d'une surveillance plus étroite, les emprunteurs étant en mesure ou assez en mesure de respecter leurs engagements financiers, et sont associés à un risque de défaillance modéré.
- Les prêts de la catégorie « faible » exigent une attention soutenue, à divers degrés, et sont associés à un risque de défaillance plus inquiétant.
- Les prêts de la catégorie « douteuse » sont jugés comme douteux.

Les cinq catégories de classement de la qualité définies ci-dessus englobent toutes une fourchette de notations de crédit internes détaillées qui ont été attribuées aux activités d'octroi de prêts de gros et de prêts personnels ainsi que des notations externes qui ont été accordées par des agences externes aux titres de créance.

La qualité de crédit des prêts personnels est présentée en fonction d'une probabilité de défaillance sur 12 mois établie à un moment précis et au moyen de pondérations probabilistes. La qualité de crédit des prêts de gros est fondée sur des notations internes du risque de crédit.

Classement selon la qualité de crédit

	Titres de créance et autres lettres de change		Prêts de gros		Prêts personnels	
	Notation externe	Notation interne	Probabilité de défaillance sur 12 mois selon Bâle (%)	Notation interne	Probabilité de défaillance sur 12 mois selon Bâle et des pondérations probabilistes (%)	
Classement selon la qualité						
Excellente	A- et supérieure	CRR1 à CRR2	0,000-0,169	Fourchettes 1 et 2	0,000-0,500	
Bonne	BBB+ à BBB-	CRR3	0,170-0,740	Fourchette 3	0,501-1,500	
Satisfaisante	BB+ à B et non noté	CRR4 à CRR5	0,741-4,914	Fourchettes 4 et 5	1,501-20,000	
Faible	B- à C	CRR6 à CRR8	4,915-99,999	Fourchette 6	20,001-99,999	
Douteuse	Défaillance	CRR9 à CRR10	100,000	Fourchette 7	100,000	

Rapport de gestion

Répartition, par qualité de crédit et par stade, des instruments financiers*

	Valeur comptable brute/valeur nominale						Correction de valeur pour PCA	Valeur nette
	Excellente M\$	Bonne M\$	Satisfaisante M\$	Faible M\$	Douteuse M\$	Total M\$		
Instruments d'emprunt à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global ¹	16 757	—	—	—	—	16 757	—	16 757
– stade 1	16 757	—	—	—	—	16 757	—	16 757
– stade 2	—	—	—	—	—	—	—	—
– stade 3	—	—	—	—	—	—	—	—
Prêts et avances à des clients au coût amorti	37 635	18 647	13 732	1 095	423	71 532	(304)	71 228
– stade 1	37 447	17 577	10 727	270	—	66 021	(56)	65 965
– stade 2	188	1 070	3 005	825	—	5 088	(107)	4 981
– stade 3	—	—	—	—	423	423	(141)	282
Prêts et avances à des banques au coût amorti	1 437	—	—	—	—	1 437	—	1 437
– stade 1	1 437	—	—	—	—	1 437	—	1 437
– stade 2	—	—	—	—	—	—	—	—
– stade 3	—	—	—	—	—	—	—	—
Autres actifs financiers au coût amorti	20 276	2 123	1 158	77	21	23 655	(30)	23 625
– stade 1	20 276	2 115	985	6	—	23 382	(3)	23 379
– stade 2	—	8	173	71	—	252	(6)	246
– stade 3	—	—	—	—	21	21	(21)	—
Total de la valeur comptable brute figurant au bilan	76 105	20 770	14 890	1 172	444	113 381	(334)	113 047
Cote de qualité de crédit en pourcentage du total	67,1 %	18,3 %	13,1 %	1,0 %	0,4 %	100,0 %		
Engagements de prêts et autres engagements relatifs au crédit	17 123	17 691	9 121	736	145	44 816	(17)	44 799
– stade 1	16 878	16 959	7 703	83	—	41 623	(10)	41 613
– stade 2	245	732	1 418	653	—	3 048	(7)	3 041
– stade 3	—	—	—	—	145	145	—	145
Garanties financières ²	1 166	458	263	58	30	1 975	(1)	1 974
– stade 1	1 166	450	251	3	—	1 870	(1)	1 869
– stade 2	—	8	12	55	—	75	—	75
– stade 3	—	—	—	—	30	30	—	30
Total de la valeur nominale ne figurant pas au bilan	18 289	18 149	9 384	794	175	46 791	(18)	46 773
Au 31 mars 2022	94 394	38 919	24 274	1 966	619	160 172	(352)	159 820

¹ Aux fins des présentes, la valeur comptable brute est définie en tant que coût amorti d'un actif financier, compte non tenu de tout ajustement au titre des corrections de valeur pour perte. Ainsi, la valeur comptable brute des instruments d'emprunt évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global qui est présentée ci-dessus ne correspond pas à la valeur inscrite au bilan puisqu'elle ne tient pas compte des profits et des pertes de juste valeur.

² Excluent les contrats de garantie de bonne exécution.

Répartition, par qualité de crédit et par stade, des instruments financiers (suite)*

	Valeur comptable brute/valeur nominale						Correction de valeur pour PCA	Valeur nette
	Excellente M\$	Bonne M\$	Satisfaisante M\$	Faible M\$	Douteuse M\$	Total M\$		
Instruments d'emprunt à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global ¹	14 962	—	—	—	—	14 962	—	14 962
– stade 1	14 962	—	—	—	—	14 962	—	14 962
– stade 2	—	—	—	—	—	—	—	—
– stade 3	—	—	—	—	—	—	—	—
Prêts et avances à des clients au coût amorti	35 475	17 915	13 937	1 364	342	69 033	(334)	68 699
– stade 1	35 300	16 653	10 321	219	—	62 493	(62)	62 431
– stade 2	175	1 262	3 616	1 145	—	6 198	(145)	6 053
– stade 3	—	—	—	—	342	342	(127)	215
Prêts et avances à des banques au coût amorti	1 659	—	—	—	—	1 659	—	1 659
– stade 1	1 659	—	—	—	—	1 659	—	1 659
– stade 2	—	—	—	—	—	—	—	—
– stade 3	—	—	—	—	—	—	—	—
Autres actifs financiers au coût amorti	23 733	2 513	1 776	92	20	28 134	(28)	28 106
– stade 1	23 732	2 480	1 550	6	—	27 768	(3)	27 765
– stade 2	1	33	226	86	—	346	(5)	341
– stade 3	—	—	—	—	20	20	(20)	—
Total de la valeur comptable brute figurant au bilan	75 829	20 428	15 713	1 456	362	113 788	(362)	113 426
Cote de qualité de crédit en pourcentage du total	66,6 %	18,0 %	13,8 %	1,3 %	0,3 %	100,0 %		
Engagements de prêts et autres engagements relatifs au crédit	17 597	19 251	8 994	836	59	46 737	(31)	46 706
– stade 1	17 083	18 326	6 891	103	—	42 403	(15)	42 388
– stade 2	514	925	2 103	733	—	4 275	(16)	4 259
– stade 3	—	—	—	—	59	59	—	59
Garanties financières ²	1 113	497	245	73	21	1 949	(4)	1 945
– stade 1	1 113	488	235	12	—	1 848	(1)	1 847
– stade 2	—	9	10	61	—	80	(2)	78
– stade 3	—	—	—	—	21	21	(1)	20
Total de la valeur nominale ne figurant pas au bilan	18 710	19 748	9 239	909	80	48 686	(35)	48 651
Au 31 déc. 2021	94 539	40 176	24 952	2 365	442	162 474	(397)	162 077

1 Aux fins des présentes, la valeur comptable brute est définie en tant que coût amorti d'un actif financier, compte non tenu de tout ajustement au titre des corrections de valeur pour perte. Ainsi, la valeur comptable brute des instruments d'emprunt évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global qui est présentée ci-dessus ne correspond pas à la valeur inscrite au bilan puisqu'elle ne tient pas compte des profits et des pertes de juste valeur.

2 Excluent les contrats de garantie de bonne exécution.

Rapport de gestion

Prêts de gros

Total des prêts de gros – Prêts et avances à des clients au coût amorti

	Au			
	31 mars 2022		31 déc. 2021	
	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour PCA	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour PCA
Notes	M\$	M\$	M\$	M\$
Grandes sociétés et entreprises				
– agriculture, foresterie et pêches	769	(1)	646	(3)
– extraction minière et exploitation de carrières	1 384	(60)	1 211	(69)
– fabrication	6 145	(35)	5 406	(31)
– électricité, gaz, vapeur et air conditionné	231	(12)	250	(19)
– aqueduc, égouts, gestion des déchets et remise en état	119	–	118	(1)
– construction	835	(6)	869	(12)
– commerce de gros et de détail et réparation de véhicules à moteur et de motocyclettes	6 700	(23)	6 024	(27)
– aviation, transport et entreposage	2 893	(36)	2 860	(29)
– hébergement et restauration	1 493	(20)	1 485	(26)
– édition, audiovisuel et diffusion	797	(1)	775	(1)
– immobilier	10 049	(16)	9 692	(19)
– activités professionnelles, scientifiques et techniques	757	(2)	725	(1)
– services administratifs et de soutien	842	(13)	837	(9)
– éducation	83	–	39	–
– santé et soins	416	(1)	259	–
– arts, divertissements et loisirs	253	–	285	(2)
– autres services	141	(2)	220	(2)
– gouvernement	32	–	32	–
– institutions financières non bancaires	1 974	(3)	1 959	(8)
Total	35 913	(231)	33 692	(259)
Par région				
Canada	33 776	(222)	31 569	(235)
– Colombie-Britannique	9 853	(24)	9 323	(31)
– Ontario	13 081	(70)	12 077	(78)
– Alberta	5 050	(90)	4 783	(91)
– Québec	4 003	(17)	3 656	(18)
– Saskatchewan et Manitoba	1 188	(19)	1 153	(16)
– Provinces de l'Atlantique	601	(2)	577	(1)
États-Unis d'Amérique	1 138	(6)	1 103	(6)
Autres	999	(3)	1 020	(18)
Total	35 913	(231)	33 692	(259)

1 La catégorie Extraction minière et exploitation de carrières inclut les expositions liées au secteur de l'énergie, lesquelles représentent environ 76 % de la valeur comptable brute et 96 % de la correction de valeur pour PCA au 31 mars 2022 (environ 86 % de la valeur comptable brute et 96 % de la correction de valeur pour PCA au 31 décembre 2021).

2 L'emplacement géographique provincial est établi en fonction de l'adresse de la succursale qui a octroyé le prêt et l'emplacement géographique à l'étranger est fondé sur le pays de constitution.

Prêts de gros – Rapprochement des corrections de valeur à l'égard des prêts et avances à des banques et à des clients, y compris les engagements de prêts et les garanties financières*¹

	Trimestre clos le								
	31 mars 2022				31 mars 2021				
	Non douteux		Douteux		Total	Non douteux		Douteux	
	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Stade 1		Stade 2	Stade 3	Total	
Note	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	
Solde à l'ouverture de la période		67	119	106	292	40	196	129	365
Transferts d'instruments financiers :	2	13	(36)	23	—	22	(22)	—	—
– transferts du stade 1 au stade 2		(1)	1	—	—	(2)	2	—	—
– transferts du stade 2 au stade 1		14	(14)	—	—	24	(24)	—	—
– transferts vers le stade 3		—	(23)	23	—	—	—	—	—
– transferts hors du stade 3		—	—	—	—	—	—	—	—
Réévaluation nette des PCA par suite des transferts d'un stade à l'autre	2	(8)	1	—	(7)	(11)	3	—	(8)
Nouveaux actifs financiers créés ou acquis		3	—	—	3	2	—	—	2
Variations des paramètres de risque		(17)	(12)	(3)	(32)	(17)	(16)	20	(13)
Actifs décomptabilisés (y compris les remboursements finaux)		(1)	(4)	—	(5)	—	—	—	—
Actifs sortis du bilan		—	—	(1)	(1)	—	—	(7)	(7)
Change		(1)	(1)	—	(2)	—	(1)	—	(1)
Solde à la clôture de la période		56	67	125	248	36	160	142	338
Charge/(reprise) au titre des PCA de la période		(23)	(15)	(3)	(41)	(26)	(13)	20	(19)
Reprises sur pertes de valeur		—	—	—	—	—	—	—	—
Total de la charge/(reprise) constatée au titre des PCA de la période		(23)	(15)	(3)	(41)	(26)	(13)	20	(19)

¹ Excluent les contrats de garantie de bonne exécution.

² Les transferts d'instruments financiers représentent des mouvements, d'un stade à l'autre, des corrections de valeur pour PCA de l'exercice antérieur en regard du classement des stades du présent exercice. La réévaluation nette représente les variations, pour le présent exercice, des corrections de valeur pour PCA, sans tenir compte des changements aux paramètres du risque de crédit et d'autres risques.

En regard de ce qu'elle était au 31 décembre 2021, la correction de valeur pour PCA liées aux prêts de gros a diminué de 44 M\$, ou 15 %, et la variation des PCA liées à ces prêts au cours du trimestre clos le 31 mars 2022 s'est traduite par une reprise de 41 M\$ à l'état du résultat net. Cette reprise a découlé principalement d'une reprise au titre des corrections de valeur attribuables à la COVID-19 liée aux prêts productifs. Ce facteur a été atténué par une charge reflétant une détérioration des perspectives économiques en raison de l'invasion de l'Ukraine par la Russie et de l'incidence de l'inflation.

La reprise de 41 M\$ au titre des PCA du trimestre clos le 31 mars 2022 qui est présentée dans le tableau ci-dessus est constituée d'une reprise de 32 M\$ associée aux changements des paramètres de risque sous-jacents, incluant l'incidence sur la

qualité du crédit des instruments financiers transférés d'un stade à l'autre, d'une reprise de 7 M\$ qui a trait aux conséquences des transferts entre les stades sur la réévaluation nette et enfin d'une reprise de 2 M\$ imputable aux fluctuations nettes sous-jacentes des volumes. Il n'y a eu aucune reprise sur pertes de valeur au cours du trimestre clos le 31 mars 2022.

Le total de la couverture des PCA liées aux prêts et avances à des clients des services aux grandes sociétés et entreprises se situait à 0,6 % au 31 mars 2022, ce qui signale une baisse de 0,2 % comparativement à celui au 31 décembre 2021.

Rapport de gestion

Prêts personnels

Total des prêts personnels - Prêts et avances à des clients au coût amorti

	Au			
	31 mars 2022		31 déc. 2021	
	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour PCA	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour PCA
Note	M\$	M\$	M\$	M\$
Prêts hypothécaires résidentiels	32 696	(29)	32 406	(36)
Marges de crédit sur l'avoir propre	1 397	(8)	1 404	(8)
Facilités de crédit personnel renouvelables	446	(10)	471	(11)
Autres facilités de crédit personnel	710	(8)	673	(4)
Portefeuille de prêts de détail sur cartes de crédit	339	(15)	354	(12)
Portefeuille de prêts à la consommation en voie de liquidation	31	(3)	33	(4)
Total	35 619	(73)	35 341	(75)
Par région	<i>1</i>			
Canada	35 426	(71)	35 147	(73)
– Colombie-Britannique	16 910	(28)	16 989	(31)
– Ontario	14 524	(25)	14 174	(25)
– Alberta	1 793	(8)	1 801	(8)
– Québec	1 581	(5)	1 566	(4)
– Saskatchewan et Manitoba	343	(2)	349	(2)
– Provinces de l'Atlantique	265	(3)	260	(3)
– Territoires	10	–	8	–
Autres	193	(2)	194	(2)
Total	35 619	(73)	35 341	(75)

1 L'emplacement géographique est fondé sur l'adresse du client.

Prêts personnels – Rapprochement des corrections de valeur à l'égard des prêts et avances à des clients, y compris les engagements de prêts et les garanties financières*¹

	Trimestre clos le								
	31 mars 2022				31 mars 2021				
	Non douteux		Douteux		Non douteux		Douteux		Total
	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total	Stade 1	Stade 2	Stade 3		
Note	Correction de valeur pour PCA								
	M\$								
Solde à l'ouverture de la période	11	44	22	77	16	53	19	88	
Transferts d'instruments financiers :	2	14	(12)	(2)	9	(10)	1	–	
– transferts du stade 1 au stade 2	(1)	1	–	–	(1)	1	–	–	
– transferts du stade 2 au stade 1	14	(14)	–	–	10	(10)	–	–	
– transferts vers le stade 3	–	(2)	2	–	–	(2)	2	–	
– transferts hors du stade 3	1	3	(4)	–	–	1	(1)	–	
Réévaluation nette des PCA par suite des transferts d'un stade à l'autre	2	(10)	2	(8)	(3)	2	–	(1)	
Nouveaux actifs financiers créés ou acquis	1	–	–	1	1	–	–	1	
Variations des paramètres de risque	(5)	15	–	10	(9)	17	2	10	
Actifs décomptabilisés (y compris les remboursements finaux)	–	(2)	(1)	(3)	(1)	(2)	(1)	(4)	
Actifs sortis du bilan	–	–	(3)	(3)	–	–	(3)	(3)	
Solde à la clôture de la période	11	47	16	74	13	60	18	91	
Charge/(reprise) au titre des PCA de la période	(14)	15	(1)	–	(12)	17	1	6	
Reprises sur pertes de valeur	–	–	(1)	(1)	–	–	(2)	(2)	
Total de la charge/(reprise) constatée au titre des PCA de la période	(14)	15	(2)	(1)	(12)	17	(1)	4	

1 Excluent les contrats de garantie de bonne exécution.

2 Les transferts d'instruments financiers représentent des mouvements, d'un stade à l'autre, des corrections de valeur pour PCA de l'exercice antérieur en regard du classement des stades du présent exercice. La réévaluation nette représente les variations, pour le présent exercice, des corrections de valeur pour PCA, sans tenir compte des changements aux paramètres du risque de crédit et d'autres risques.

Le total de la correction de valeur pour PCA liées aux prêts personnels a diminué de 3 M\$, ou 4 %, au cours du premier trimestre de 2022. La reprise de 1 M\$ au titre des PCA de la période close le 31 mars 2022 qui est présentée dans le tableau ci-dessus est constituée d'une reprise de 8 M\$ qui a trait aux conséquences des transferts entre les stades sur la réévaluation nette et d'une reprise de 2 M\$ imputable aux fluctuations nettes sous-jacentes des volumes, ce qui a été atténué par une charge de 10 M\$ au titre des changements des paramètres de risque sous-jacents, incluant l'incidence, sur la qualité du crédit, des instruments financiers transférés d'un stade à l'autre. Des reprises sur pertes de valeur de 1 M\$ ont été constatées durant la période.

Les sorties du bilan ont résulté principalement des prêts sur cartes et des facilités de crédit personnel.

Prêts hypothécaires et marges de crédit sur l'avoir propre

Les portefeuilles de prêts hypothécaires et de marges de crédit sur l'avoir propre de la banque sont jugés à faible risque puisque la plupart d'entre eux sont garantis par une sûreté de premier rang grevant le bien immobilier sous-jacent.

Les tableaux ci-après présentent en détail la façon dont la banque atténue davantage le risque par une diversification géographique des marchés où elle exerce ses activités et par la souscription d'assurances couvrant la défaillance potentielle des emprunteurs. Par ailleurs, la banque s'impose des normes strictes en matière de souscription et de surveillance des portefeuilles dans le but d'en maintenir la qualité.

Assurance et répartition géographique^{1,5}

	Prêts hypothécaires résidentiels				Marges de crédit sur l'avoir propre ²		
	Assurés ³		Non assurés ³		Total M\$	Non assurés	
	M\$	%	M\$	%		M\$	%
Colombie-Britannique	1 523	10 %	13 204	90 %	14 727	674	100 %
Ouest canadien ⁴	861	46 %	1 004	54 %	1 865	144	100 %
Ontario	2 700	18 %	12 625	82 %	15 325	526	100 %
Québec et provinces de l'Atlantique	738	43 %	974	57 %	1 712	66	100 %
Au 31 mars 2022	5 822	17 %	27 807	83 %	33 629	1 410	100 %
Colombie-Britannique	1 520	10 %	13 184	90 %	14 704	688	100 %
Ouest canadien ⁴	868	46 %	1 008	54 %	1 876	152	100 %
Ontario	2 700	18 %	12 261	82 %	14 961	517	100 %
Québec et provinces de l'Atlantique	740	44 %	950	56 %	1 690	67	100 %
Au 31 déc. 2021	5 828	18 %	27 403	82 %	33 231	1 424	100 %

¹ La répartition géographique est fonction de l'emplacement des propriétés.

² Les marges de crédit sur l'avoir propre sont des marges de crédit garanties par la valeur nette d'une propriété.

³ Les prêts hypothécaires assurés sont protégés des pertes potentielles liées aux emprunteurs par la souscription d'une assurance auprès de la Société canadienne d'hypothèques et de logement ou d'autres assureurs privés autorisés.

⁴ La région de l'Ouest canadien exclut la Colombie-Britannique.

⁵ Les prêts hypothécaires résidentiels et les marges de crédit sur l'avoir propre comprennent des prêts de gros et des prêts personnels.

Durée d'amortissement¹

	Prêts hypothécaires résidentiels		
	≤ 20 ans	> 20 à ≤ 25 ans	> 25 à ≤ 30 ans
Au 31 mars 2022	17,3 %	62,7 %	20,0 %
Au 31 déc. 2021	17,5 %	62,4 %	20,1 %

¹ La durée d'amortissement est fondée sur la durée résiduelle des prêts hypothécaires résidentiels.

Ratios prêt-valeur moyens des nouveaux prêts^{1,2}

	À la clôture du trimestre	
	Ratio prêt-valeur des prêts non assurés (en %) ³	
	Prêts hypothécaires résidentiels %	Marges de crédit sur l'avoïr propre %
Colombie-Britannique	61,0 %	53,5 %
Ouest canadien ⁴	67,7 %	69,6 %
Ontario	64,2 %	58,2 %
Québec et provinces de l'Atlantique	63,7 %	59,4 %
Total au Canada pour le trimestre clos le 31 mars 2022	63,2 %	57,4 %
Total au Canada pour le trimestre clos le 31 déc. 2021	63,2 %	57,8 %

¹ Tous les nouveaux prêts et toutes les nouvelles marges de crédit sur l'avoïr propre ont été octroyés par la banque. Aucune acquisition n'a été effectuée durant la période.

² Les nouveaux prêts excluent les renouvellements des prêts hypothécaires déjà consentis.

³ Les ratios prêt-valeur sont de simples moyennes calculées à partir de la valeur des propriétés à la date de l'octroi du prêt hypothécaire.

⁴ La région de l'Ouest canadien exclut la Colombie-Britannique.

Répercussions potentielles d'un ralentissement économique sur les prêts hypothécaires résidentiels et les marges de crédit sur l'avoïr propre

La banque soumet son portefeuille de prêts personnels à des simulations de crise afin d'évaluer l'incidence d'une augmentation du taux de chômage et des taux d'intérêt, d'une baisse de la valeur des propriétés et des fluctuations d'autres variables macroéconomiques pertinentes. L'augmentation potentielle des pertes liées au portefeuille de prêts hypothécaires

en cas de détérioration de l'économie est jugée surmontable compte tenu de la diversification de ce portefeuille, de son faible ratio prêt-valeur et des stratégies d'atténuation des risques en place.

Prêts douteux

Le tableau ci-après renferme une analyse de la valeur comptable brute des prêts et avances à des banques et à des clients qui sont considérés comme douteux (actifs financiers de stade 3).

Prêts et avances douteux à des banques et à des clients*

	Au			
	31 mars 2022		31 déc. 2021	
	Valeur comptable brute M\$	Correction de valeur pour PCA M\$	Valeur comptable brute M\$	Correction de valeur pour PCA M\$
Grandes sociétés et entreprises	316	(125)	212	(105)
– agriculture, foresterie et pêches	3	(1)	3	(1)
– extraction minière et exploitation de carrières	106	(39)	108	(42)
– fabrication	32	(20)	25	(13)
– électricité, gaz, vapeur et air conditionné	19	(12)	20	(19)
– construction	9	(3)	9	(7)
– commerce de gros et de détail et réparation de véhicules à moteur et de motocyclettes	34	(14)	35	(14)
– aviation, transport et entreposage	98	(26)	4	(2)
– hébergement et restauration	1	–	1	(1)
– immobilier	1	(1)	1	(1)
– services administratifs et de soutien	12	(8)	4	(4)
– institutions financières non bancaires	1	(1)	2	(1)
Ménages	107	(16)	130	(22)
Prêts et avances à des banques	–	–	–	–
Total	423	(141)	342	(127)

¹ La catégorie Extraction minière et exploitation de carrières inclut les expositions liées au secteur de l'énergie, lesquelles représentent environ 99 % de la valeur comptable brute et 94 % de la correction de valeur pour PCA au 31 mars 2022 (environ 99 % de la valeur comptable brute et 94 % de la correction de valeur pour PCA au 31 décembre 2021).

² La catégorie Ménages tient compte du portefeuille de prêts personnels.

Risque de trésorerie

Aperçu

Le risque de trésorerie s'entend du risque que nous ne disposions pas de suffisamment de capital, de liquidités ou de ressources de financement pour respecter nos obligations financières et les exigences que nous impose la réglementation. Il englobe le risque que les fluctuations des taux d'intérêt du marché aient une incidence négative sur notre résultat ou notre capital.

Le risque de trésorerie découle des changements dans les ressources et profils de risque respectifs en raison des comportements des clients, des décisions prises par la direction ou de la conjoncture externe.

Méthode et politique

Notre objectif en matière de gestion du risque de trésorerie est d'assurer le maintien de niveaux appropriés pour ce qui est du capital, des liquidités, du financement, des devises et du risque de marché de sorte à soutenir notre stratégie commerciale et veiller au respect des exigences réglementaires et de celles concernant les simulations de crise.

Notre méthode de gestion du risque de trésorerie est fonction de nos besoins stratégiques et organisationnels, lesquels tiennent compte des cadres réglementaires, économique et commercial. Nous entendons maintenir une excellente base de capital et de liquidités afin de favoriser la gestion des risques inhérents à nos activités et de procéder aux investissements que dicte notre stratégie, tout en respectant, en tout temps, les exigences réglementaires locales et consolidées.

Notre politique s'appuie sur notre cadre de gestion des risques, notre programme interne d'évaluation de l'adéquation du capital (« PIEAC ») et notre processus d'évaluation interne de la suffisance des liquidités (« PEISL »). Ce cadre met en jeu plusieurs mesures qui concordent avec celles servant à l'appréciation des risques à des fins internes et à des fins réglementaires.

Le PIEAC et le PEISL permettent d'obtenir une évaluation de la suffisance du capital et des liquidités de la banque, compte tenu des mesures de risque, du modèle d'affaires, de la stratégie, de la performance et de la planification, des risques inhérents au capital ainsi que des conséquences des simulations de crise sur le capital et sur les liquidités.

Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Risque de trésorerie » du *Rapport et états financiers annuels 2021* pour une description de la façon dont la banque gère le risque de trésorerie ainsi que de ses politiques et méthodes actuelles.

Appréciation du capital et du risque de liquidité et de financement

Notre cadre de gestion du capital intègre les principaux degrés de tolérance à ce risque eu égard au ratio des capitaux propres ordinaires de catégorie 1, au ratio du capital de catégorie 1, au ratio de capital total et au ratio de levier. Un profil approprié du risque de liquidité et de financement est géré au moyen des paramètres critiques de la tolérance au risque qu'emploie le conseil, ce qui inclut le ratio de liquidité à court terme (*Liquidity Coverage Ratio* ou « LCR »), le ratio de liquidité à long terme (*Net Stable Funding Ratio* ou « NSFR ») et la mesure interne du calcul des liquidités (« MICL »).

Nous demeurons au fait des changements de nature réglementaire à venir, y compris la mise en œuvre des réformes de Bâle III. Le BSIF a publié la version finale de sa ligne directrice concernant celle-ci en janvier 2022, et nous continuons d'évaluer l'incidence de ces changements sur nos besoins en capital et en liquidités.

Appréciation du risque de taux d'intérêt du portefeuille bancaire

L'équipe chargée de la gestion de l'actif, du passif et du capital utilise divers paramètres pour surveiller et gérer le risque de taux d'intérêt du portefeuille bancaire, notamment la sensibilité des produits d'intérêts nets et la sensibilité de la valeur économique des capitaux propres.

L'un des principaux aspects de la gestion du risque de taux d'intérêt inhérent aux instruments non négociés est la surveillance de la sensibilité des produits d'intérêts nets attendus aux termes de divers scénarios sur ces taux (comme la modélisation à des fins de simulation) au moyen du modèle du résultat à risque, pour lequel les variables économiques demeurent constantes.

La valeur économique des capitaux propres (« VECP ») représente la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs du portefeuille bancaire qui pourraient être distribués aux bailleurs de fonds propres aux termes d'un scénario mettant en jeu une liquidation contrôlée. La sensibilité de la VECP représente la variation prévue de celle-ci par suite de chocs de taux d'intérêt prédéterminés, les autres variables économiques demeurant constantes. Nous surveillons les sensibilités de la VECP que nous exprimons sous forme de pourcentage des ressources en capital.

Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Risque de trésorerie » du *Rapport et états financiers annuels 2021* pour une description du processus de gestion du capital, du risque de liquidité et de financement et du risque de taux d'intérêt du portefeuille bancaire.

Risque de liquidité et risque de financement

On entend par risque de liquidité et de financement le risque de perte auquel la banque est exposée si elle se révèle incapable de générer suffisamment de trésorerie ou de ses équivalents pour s'acquitter de ses obligations financières à un coût raisonnable lorsqu'elles deviennent exigibles. Ses obligations financières comprennent les obligations envers les déposants et les fournisseurs, les emprunts, les placements et les nantissements.

L'objectif du cadre de gestion du risque de liquidité et de financement de la banque est de lui assurer de pouvoir faire face à tous ses engagements de financement prévisibles, y compris les retraits de dépôts, lorsqu'ils deviennent exigibles, et d'avoir accès aux marchés de gros de manière ordonnée et efficiente. Il vise à permettre à la banque de résister à de graves crises de liquidité et à lui procurer de la souplesse face à l'évolution des modèles d'affaires, des marchés et des règlements.

La banque a encore surpassé les niveaux de liquidité et de financement réglementaires minimaux au cours du premier trimestre de 2022.

Rapport de gestion

Gestion du risque de liquidité et de financement

Nous continuons d'exécuter notre stratégie de gestion des risques de liquidité et de financement qui est décrite à la rubrique « Risque de liquidité et de financement » du *Rapport et états financiers annuels 2021*.

Le tableau suivant présente le LCR de la banque, tel qu'il est défini par le BSIF. Le LCR moyen de la banque est passé de 147 % au trimestre précédent à 140 % pour celui clos le 31 mars 2022. Son recul a découlé surtout d'une diminution des actifs liquides par suite d'une hausse des prêts à des clients et d'une baisse des dépôts de clients, ce qui a été neutralisé par une augmentation du financement non garanti. Le LCR moyen de la banque est calculé en tant que ratio des actifs liquides de haute qualité au total des sorties de trésorerie nettes en cas de crise dans les 30 prochains jours civils.

La banque surveille toujours de près ses liquidités afin de pouvoir composer avec l'évolution des besoins de sa clientèle et avec tout changement sur les marchés en raison de la COVID-19.

Ratio de liquidité à court terme du BSIF¹

	Moyenne pour le trimestre clos le ¹	
	31 mars 2022	31 déc. 2021
Total des actifs liquides de haute qualité ² (M\$)	27 691	30 999
Total des sorties de trésorerie nettes ² (M\$)	19 752	21 126
Ratio de liquidité à court terme (%)	140	147

¹ Les données présentées dans ce tableau ont été calculées à partir des moyennes des chiffres à la clôture de chaque mois du trimestre. Par conséquent, le LCR est un ratio moyen pour le trimestre et peut ne pas correspondre au LCR calculé en divisant le total pondéré des actifs liquides de haute qualité par le total des sorties de trésorerie nettes pondérées.

² Ces valeurs sont pondérées et calculées après l'application des pondérations prescrites aux termes de la ligne directrice sur les normes de liquidité du BSIF s'appliquant aux actifs liquides de haute qualité et aux entrées et sorties de trésorerie.

Pour établir ses besoins en matière de liquidité à long terme, la banque calcule le NSFR conformément aux exigences de la Prudential Regulation Authority. La banque appliquera le NSFR du BSIF en 2023. Le NSFR oblige les banques à maintenir un profil de financement stable par rapport à la composition de leurs actifs et à leurs activités hors bilan, et il rend compte de leur profil de financement à long terme (financement d'une durée de plus de un an). Ce ratio se veut un complément du LCR.

Actifs liquides

Les actifs liquides sont détenus et gérés de façon autonome par les entités en exploitation. La plupart sont détenus directement par le service Marchés, trésorerie dans le but premier de gérer le risque de liquidité conformément au cadre interne de gestion du risque de liquidité et de financement. Les actifs liquides comprennent aussi tous les actifs liquides non grevés détenus hors du service Marchés, trésorerie pour toute autre fin. Pour être admissibles dans la réserve d'actifs liquides, les actifs doivent disposer d'un marché des opérations de pension vaste et liquide pour le titre sous-jacent. Le cadre interne de gestion du risque de liquidité et de financement confère au service Marchés, trésorerie le contrôle ultime de tous les actifs liquides non grevés et des autres sources de liquidités.

Le tableau qui suit indique l'estimation de la valeur de liquidité non pondérée (compte non tenu des décotes présumées) des actifs classés comme liquides et servant à calculer le LCR du BSIF. Le niveau des actifs liquides présenté reflète les actifs liquides non grevés à la date de présentation de l'information, selon la définition réglementaire des actifs liquides. Les actifs liquides de haute qualité sont essentiellement composés d'actifs de niveau 1, tels que la trésorerie, les dépôts auprès des banques centrales et les titres de premier ordre que des administrations publiques, des banques centrales ou des entités supranationales ont émis ou garantis. Les actifs liquides comprennent la trésorerie ou les actifs pouvant être convertis en trésorerie sans perte de valeur ou avec une légère perte de valeur.

Actif liquides¹

	Au	
	31 mars 2022	31 déc. 2021
	M\$	M\$
Niveau 1	24 816	28 182
Niveau 2a	1 943	1 949
Niveau 2b	66	50
Total	26 825	30 181

¹ Les soldes des actifs liquides qui sont présentés sont ceux en vigueur aux dates indiquées (taux au comptant) et ils ne sont pas pondérés. Par conséquent, ils ne correspondent pas à ceux figurant dans les calculs du LCR, lesquels représentent la moyenne du trimestre et sont pondérés.

Risque de capital

Notre objectif en matière de gestion du capital consiste à maintenir des niveaux appropriés de capital afin de soutenir notre stratégie d'entreprise et de respecter la réglementation.

Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Capital » du *Rapport et états financiers annuels 2021* pour obtenir une description de la façon dont la banque gère son capital.

Au cours du trimestre clos le 31 mars 2022, la banque a respecté les limites imposées à l'égard de son capital réglementaire.

Règles de Bâle III concernant le capital et l'effet de levier

La banque évalue l'adéquation de ses fonds propres en fonction de normes issues des lignes directrices émises par le BSIF conformément au cadre d'adéquation des fonds propres de Bâle III.

Les normes en matière de suffisance du capital de Bâle III ont grandement modifié la définition du capital réglementaire et elles imposent une nouvelle obligation selon laquelle la totalité du capital réglementaire doit pouvoir absorber les pertes en cas de faillite d'une institution financière. Les instruments de capitaux propres qui ont été émis avant l'adoption des exigences actuelles en 2013 et qui ne les respectent pas seront graduellement éliminés du capital réglementaire sur une période de dix ans allant de 2013 à 2022.

Ces normes précisent particulièrement que ce sont les actions ordinaires qui représentent la principale composante du capital de catégorie 1, ce qui se traduit par l'introduction d'un ratio des capitaux propres ordinaires de catégorie 1. Les règles de Bâle III imposent aussi aux institutions de constituer des réserves de conservation de capital afin de toujours respecter le minimum de capital réglementaire requis pendant une crise.

Capital réglementaire

Le capital réglementaire et les ratios du capital réglementaire figurant dans les tableaux ci-après ont été établis selon une formule de calcul « tout compris » que prescrit Bâle III.

Total du capital réglementaire*

	Notes	Au	
		31 mars 2022	31 déc. 2021
		M\$	M\$
Capitaux propres ordinaires bruts	1	4 843	5 776
Ajustements réglementaires		(15)	(186)
Capitaux propres ordinaires de catégorie 1	2	4 828	5 590
Capital de catégorie 1 supplémentaire et admissible	3	1 100	1 100
Capital de catégorie 1		5 928	6 690
Capital de catégorie 2	2, 4	1 003	1 014
Total du capital		6 931	7 704

- 1 Comprennent les capitaux propres ordinaires, les résultats non distribués et le cumul des autres éléments du résultat global.
- 2 En raison des nouvelles dispositions transitoires, avec prise d'effet au 31 mars 2020, une partie des corrections de valeur qui auraient autrement été incluses dans le capital de catégorie 2 l'ont plutôt été dans les capitaux propres ordinaires de catégorie 1. Ce changement n'avait eu aucune incidence au 31 mars 2022.
- 3 Comprend les actions privilégiées.
- 4 Au 31 décembre 2021, ces éléments comprenaient un instrument de capital à éliminer graduellement. En date du 1^{er} janvier 2022, cet instrument avait été éliminé intégralement.

Ratios du capital réglementaire

Actifs pondérés en fonction des risques, ratios du capital réglementaire réels et exigences en matière de capital réglementaire

	Notes	Au	
		31 mars 2022	31 déc. 2021
		M\$	M\$
Actifs pondérés en fonction des risques	1, 2	41 512	39 836
		%	%
Ratios du capital réglementaire réels	3, 4		
– ratio des capitaux propres ordinaires de catégorie 1		11,6	14,0
– ratio du capital de catégorie 1		14,3	16,8
– ratio du capital total		16,7	19,3
– ratio de levier	5, 6	4,8	5,8
Exigences en matière de capital réglementaire	7		
– ratio des capitaux propres ordinaires de catégorie 1 minimal		7,0	7,0
– ratio du capital de catégorie 1 minimal		8,5	8,5
– ratio du capital total minimal		10,5	10,5
– ratio de levier minimal		3,0	3,0

- 1 Les actifs pondérés en fonction des risques représentent les montants par lesquels les actifs sont ajustés au moyen de facteurs de pondération en fonction des risques afin de refléter les risques inhérents aux positions figurant ou non au bilan conformément à la ligne directrice sur les normes de fonds propres qu'a publiée le BSIF. Certains actifs ne sont pas pondérés en fonction des risques, mais plutôt déduits du capital.
- 2 En avril 2020, le BSIF a, en raison de l'évolution de la situation, annoncé certaines mesures d'assouplissement réglementaire en guise d'appui aux efforts déployés en lien avec la COVID-19. Avec prise d'effet au 31 mars 2020, le BSIF a abaissé le coefficient de plancher de fonds propres de 75 % à 70 %. Le nouveau coefficient de plancher demeurera en vigueur jusqu'au deuxième trimestre de 2023.
- 3 Présentation sur une base aux termes de Bâle III qui élimine graduellement les instruments de fonds propres non admissibles sur une période de 10 ans qui a débuté le 1^{er} janvier 2013.
- 4 Les ratios des capitaux propres ordinaires de catégorie 1, du capital de catégorie 1 et du capital total sont calculés comme étant le capital de base concerné divisé par les actifs pondérés en fonction des risques, conformément à la ligne directrice sur les normes de fonds propres qu'a publiée le BSIF.
- 5 Le ratio de levier est calculé au moyen du capital de catégorie 1 divisé par les mesures d'exposition aux fins du ratio de levier, conformément à la ligne directrice sur les exigences de levier qu'a publiée le BSIF. Les expositions utilisées pour ce calcul représentent le total des actifs inscrits au bilan et de certains éléments spécifiques n'y figurant pas.
- 6 Le ratio de levier tient compte de certaines mesures d'assouplissement réglementaire en lien avec la COVID-19 que le BSIF avait annoncées et qui permettaient aux banques centrales d'exclure, jusqu'au 31 décembre 2021, leurs réserves auprès des banques centrales et les titres d'émetteurs souverains pour le calcul de leur exposition aux fins du ratio de levier. En août 2021, le BSIF a confirmé que l'exclusion des titres d'émetteurs souverains dans le calcul de cette exposition ne sera pas prolongée au-delà du 31 décembre 2021. Cependant, les réserves auprès des banques centrales continueront de bénéficier de cette exclusion.
- 7 Ratios du capital cibles que prescrit le BSIF incluant la réserve de conservation de fonds propres requise.

Le 15 mars 2022, la banque a remis 600 M\$ de capitaux propres ordinaires à HSBC Overseas Holdings (UK) Limited, ce qui a réduit les ratios de capital et de levier pour le trimestre.

Rapport de gestion

Actions en circulation et dividendes

	Notes	Trimestre clos le			Exercice clos le		
		31 mars 2022			31 déc. 2021		
		Dividende en \$ par action	Nombre d'actions émises en milliers	Valeur comptable M\$	Dividende en \$ par action	Nombre d'actions émises en milliers	Valeur comptable M\$
Actions ordinaires	1, 2	0,36452	548 668	1 125	0,79283	548 668	1 725
Actions privilégiées de catégorie 1	3						
- série H		0,18925	20 000	500	0,76505	20 000	500
- série I		0,28750	14 000	350	1,15000	14 000	350
- série K		0,34063	10 000	250	1,36252	10 000	250

1 Les dividendes comptabilisés dans les états financiers sont les dividendes par action ordinaire déclarés au cours d'un exercice et non les dividendes versés pour cet exercice ou à l'égard de celui-ci.

2 Le 15 mars 2022, la banque a remis 600 M\$ de capitaux propres ordinaires à HSBC Overseas Holdings (UK) Limited, sans que cela entraîne un changement dans le nombre d'actions émises.

3 Les dividendes en trésorerie sur les actions privilégiées sont non cumulatifs et sont payables trimestriellement.

Dividendes déclarés au premier trimestre de 2022

Au cours du premier trimestre de 2022, la banque a déclaré des dividendes trimestriels réguliers de 11 M\$ sur toutes ses séries d'actions privilégiées de catégorie 1 en circulation pour le premier trimestre de 2022 ainsi qu'un dividende final de 200 M\$ sur ses actions ordinaires pour l'exercice clos le 31 décembre 2021.

Dividendes déclarés au deuxième trimestre de 2022

Le 22 avril 2022, la banque a déclaré, pour le deuxième trimestre de 2022, des dividendes trimestriels réguliers sur toutes ses séries d'actions privilégiées de catégorie 1 en circulation. Ces dividendes seront versés, conformément à leurs modalités et de la façon habituelle, le 30 juin 2022 ou le premier jour ouvrable suivant, à l'actionnaire inscrit le 15 juin 2022.

Le 22 avril 2022, la banque a également déclaré, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2022, un premier dividende intermédiaire de 90 M\$ sur ses actions ordinaires, dividende qui sera versé au plus tard le 30 juin 2022 à l'actionnaire inscrit le 22 avril 2022.

Puisque les dividendes trimestriels sur les actions privilégiées pour le deuxième trimestre de 2022 et le premier dividende intermédiaire sur les actions ordinaires pour 2022 ont été déclarés après le 31 mars 2022, leur montant n'a pas été inscrit au passif du bilan.

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt s'entend du risque que les fluctuations des taux d'intérêt du marché aient une incidence défavorable sur le résultat ou le capital. Le risque structurel de taux d'intérêt correspond à celui découlant des actifs et des passifs détenus à des fins autres que de transaction par la banque et des fonds de l'actionnaire.

Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Risque structurel de taux d'intérêt » du *Rapport et états financiers annuels 2021* pour une description de la façon dont la banque gère le risque structurel de taux d'intérêt ainsi que pour une explication de ses mesures de surveillance.

Sensibilité des portefeuilles non détenus à des fins de transaction au risque structurel de taux d'intérêt (Incidence avant impôt d'une variation immédiate et soutenue des taux d'intérêt)

	31 mars 2022		31 mars 2021	
	Valeur économique des capitaux M\$	Résultat à risque M\$	Valeur économique des capitaux M\$	Résultat à risque M\$
Augmentation de 100 points de base	(239)	204	(442)	217
Diminution de 25 points de base	58	(56)	99	(63)

Risque de marché

Le risque de marché s'entend du risque que les fluctuations des facteurs de risque de marché, notamment les taux d'intérêt, les taux de change, les écarts de crédit, les prix des marchandises et les cours des actions, aient une incidence défavorable sur notre résultat ou sur la valeur de notre actif et de notre passif.

Gestion du risque de marché

Les responsables de la gestion du risque de marché sont indépendants des secteurs d'activité et se doivent d'établir des politiques, des procédures et des limites en accord avec le degré de tolérance au risque de la banque. Les objectifs de la gestion du risque de marché sont de repérer, mesurer et contrôler l'exposition au risque de marché afin d'optimiser le rendement par rapport au risque et de respecter le degré de tolérance au risque de la banque.

Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Risque de marché » du *Rapport et états financiers annuels 2021* pour une description de la façon dont la banque gère le risque de marché ainsi que des explications plus détaillées sur les autres mesures de ce risque.

Valeur à risque*

La valeur à risque (« VaR ») relève d'une technique qui permet d'évaluer, pour une période définie et selon un intervalle de confiance de 99 %, les pertes que la banque pourrait subir sur ses positions à risque si les taux et les cours du marché fluctuaient. L'utilisation de la VaR est intégrée à la gestion du risque de marché et calculée pour tous les éléments détenus à des fins de transaction et les éléments détenus à des fins autres que de transaction afin que la banque puisse avoir une vision d'ensemble du risque.

La VaR indiquée dans les tableaux et le graphique qui suivent représente la VaR globale de la banque eu égard aux portefeuilles détenus à des fins de transaction ou à d'autres fins et elle est demeurée dans les limites de la banque.

Le total de la VaR, soit 18,9 M\$ pour le trimestre clos le 31 mars 2022, s'est replié de 0,9 M\$ sur un an en raison surtout de la diminution du risque de taux d'intérêt des portefeuilles non détenus à des fins de transaction. Pour cette période, la moyenne du total de la VaR s'est chiffrée à 23 M\$, ayant augmenté de 1,6 M\$ à cause de la volatilité accrue des marchés durant cette période. Le total de la VaR provient surtout de celle des portefeuilles non détenus à des fins de transaction.

La banque a maintenu ses activités en veillant à réduire ses niveaux de risque. La diminution du risque de taux d'intérêt au cours du trimestre a entraîné une baisse de la VaR des portefeuilles détenus à des fins de transaction. La VaR de ces portefeuilles avait diminué de 0,9 M\$ à la fin du trimestre et la moyenne de leur VaR pour cette période a fléchi de 0,6 M\$.

Total de la VaR*

	Trimestre clos le	
	31 mars 2022	31 mars 2021
	M\$	M\$
À la clôture de la période	18,9	19,8
Moyenne	23,0	21,4
Minimum	18,5	19,3
Maximum	26,9	23,6

VaR des portefeuilles non détenus à des fins de transaction*

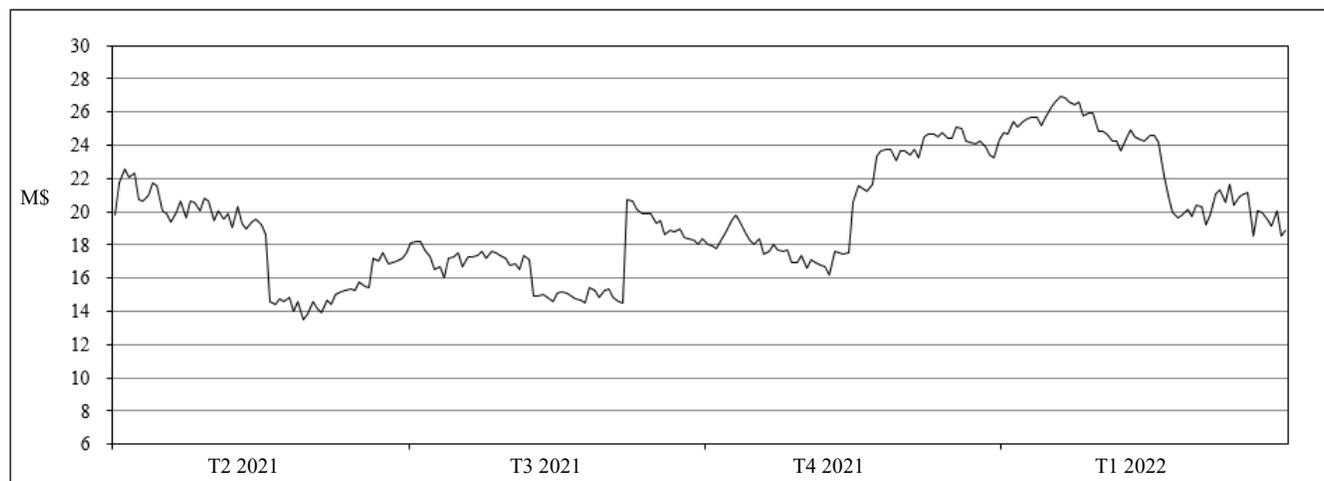
	Trimestre clos le	
	31 mars 2022	31 mars 2021
	M\$	M\$
À la clôture de la période	18,6	21,8
Moyenne	23,3	22,5
Minimum	18,5	20,3
Maximum	26,6	24,6

VaR des portefeuilles détenus à des fins de transaction (par type de risque)*¹

	Change et marchandises	Taux d'intérêt	Capitaux propres	Écarts de crédit	Diversification des portefeuilles ²	Total ³
	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$
De janvier à mars 2022						
À la clôture de la période	—	0,6	—	0,6	(0,3)	0,9
Moyenne	—	0,9	—	0,7	(0,4)	1,2
Minimum	—	0,5	—	0,2	—	0,5
Maximum	—	1,9	—	1,4	—	2,1
De janvier à mars 2021						
À la clôture de la période	—	1,5	—	0,9	(0,6)	1,8
Moyenne	—	1,7	—	0,7	(0,6)	1,8
Minimum	—	0,7	—	0,3	—	0,7
Maximum	—	3,4	—	1,9	—	3,5

- Les portefeuilles détenus à des fins de transaction comprennent les positions découlant de la tenue de marché d'instruments financiers et des positions en dérivés des clients.
- La diversification des portefeuilles s'entend de l'effet de dispersion du risque de marché associé à la détention d'un portefeuille exposé à divers types de risque. Elle représente la réduction d'un risque de marché spécifique qui survient lorsque l'on regroupe, dans un même portefeuille, plusieurs types de risque, tels ceux liés aux taux d'intérêt et aux taux de change. Cette mesure est évaluée en fonction de l'écart entre le total des VaR par type de risque et le total de la VaR, tous risques confondus. Un montant négatif représente les avantages que procure la diversification des portefeuilles. Comme les montants maximums et minimums surviennent des jours différents, selon le type de risque, le calcul des avantages de la diversification des portefeuilles à l'égard de telles mesures ne fournirait aucun renseignement pertinent.
- Le total de la VaR ne correspond pas à celui qui serait obtenu en additionnant les montants associés à tous les types de risque en raison des répercussions de la diversification.

Total de la VaR quotidienne – données quotidiennes sur un an¹



¹ La diminution du total de la VaR au premier trimestre de 2022 a résulté de la réduction du risque de taux d'intérêt. L'augmentation du total de la VaR au quatrième trimestre de 2021 vient essentiellement de la plus grande volatilité des marchés. Quant à la hausse du total de la VaR au troisième trimestre de 2021, elle provient d'une émission d'obligations sécurisées en euros, laquelle a accru le risque de taux d'intérêt. La diminution du total de la VaR au deuxième trimestre de 2021 a découlé d'une émission d'obligations de Banque HSBC Canada en dollars canadiens, laquelle a réduit le risque de taux d'intérêt.

Facteurs susceptibles d'avoir une incidence sur les résultats futurs

Les rubriques ci-dessus du rapport de gestion décrivent les risques les plus importants auxquels la banque est exposée, risques qui, s'ils ne sont pas gérés adéquatement, pourraient avoir une incidence importante sur ses résultats financiers futurs.

Il y a lieu de se reporter aux rubriques « Facteurs susceptibles d'avoir une incidence sur les résultats futurs » et « Répercussions de la COVID-19 et notre réaction », du *Rapport et états financiers annuels 2021* pour une description de facteurs additionnels pouvant influencer sur les résultats financiers à venir.

Transition visant les TIO

Au cours du premier trimestre de 2022, d'importants travaux de planification de la transition des contrats existants assortis de TIOL en dollars américains pour le reste de 2022 et en 2023 ont été réalisés dans le cadre du programme portant sur les TIO. Compte tenu de l'interdiction de conclure de nouveaux contrats fondés sur les TIOL en dollars américains à compter du 1^{er} janvier 2022, nous travaillons activement avec nos clients afin d'adopter les nouvelles exigences pour ces facilités le plus tôt possible et de les aider à assurer la transition de leurs contrats existants assortis de TIOL en dollars américains au plus tard à la fin de juin 2023.

Nous continuons également de mettre au point et d'offrir des produits pouvant favoriser la transition du TIOL en dollars américains et nous observons toujours ce qui se fait sur le marché pour ce qui est des produits fondés sur des taux de remplacement sans risque ou des taux de référence alternatifs.

Nos vastes activités de transition visant les TIOL en dollars américains font en sorte que nous surveillons toujours de près les principaux risques qui y sont associés. Ces risques demeurent les mêmes et comprennent le risque de non-conformité à la réglementation, le risque lié à la résilience, le risque lié à l'information financière, le risque juridique et le risque de marché.

En décembre 2021, le Groupe de travail sur le taux de référence complémentaire pour le marché canadien de la Banque du Canada a recommandé que l'administrateur du CDOR (*Canadian Dollar Offered Rate*) cesse de publier ce taux après le 30 juin 2024. La décision définitive revient entièrement à son administrateur, lequel a fait savoir qu'après une consultation publique concernant le possible abandon permanent du CDOR, il transmettrait davantage d'informations à ce sujet, et ce, au plus tard à la fin d'avril 2022. La publication quotidienne de son taux de remplacement potentiel, à savoir le CORRA (*Canadian Overnight Repo Rate Average*), a débuté le 15 juin 2020.

États financiers consolidés

	Page		Page
État consolidé du résultat net	43	5 Actifs détenus à des fins de transaction	51
État consolidé du résultat global	44	6 Dérivés	51
Bilan consolidé	45	7 Placements financiers	52
Tableau consolidé des flux de trésorerie	46	8 Autres actifs	52
État consolidé des variations des capitaux propres	47	9 Passifs détenus à des fins de transaction	52
Notes annexes		10 Titres de créance émis	53
1 Base d'établissement et principales méthodes comptables	48	11 Autres passifs	53
2 Produits de commissions nets	49	12 Juste valeur des instruments financiers	54
3 Rémunération et avantages du personnel	49	13 Actions en justice et litiges de nature réglementaire	55
4 Analyse sectorielle	50	14 Événements postérieurs à la date de clôture	55

État consolidé du résultat net

	Notes	Trimestre clos le	
		31 mars 2022	31 mars 2021
		M\$	M\$
Produits d'intérêts nets		337	282
– produits d'intérêts		471	451
– charges d'intérêts		(134)	(169)
Produits de commissions nets	2	197	196
– produits de commissions		222	225
– charges de commissions		(25)	(29)
Produits nets tirés des instruments financiers détenus à des fins de transaction		27	30
Profits diminués des pertes liés aux placements financiers		2	15
Autres produits d'exploitation		7	6
Total du résultat d'exploitation		570	529
Variations des pertes de crédit attendues et autres pertes de valeur liées au crédit – reprise		42	16
Résultat d'exploitation net		612	545
Rémunération et avantages du personnel	3	(151)	(159)
Charges générales et administratives		(142)	(128)
Amortissement et perte de valeur des immobilisations corporelles		(15)	(17)
Amortissement et perte de valeur des immobilisations incorporelles		(12)	(9)
Total des charges d'exploitation		(320)	(313)
Bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat		292	232
Charge d'impôt sur le résultat		(78)	(63)
Bénéfice de la période		214	169
Bénéfice attribuable :			
– à l'actionnaire ordinaire		203	158
– au détenteur d'actions privilégiées		11	11
Bénéfice de la période		214	169
Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation (en milliers)		548 668	548 668
Bénéfice par action ordinaire, de base et après dilution (\$)		0,37 \$	0,29 \$

Certaines sections du rapport de gestion, qui sont marquées d'un astérisque (*), ainsi que les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

États financiers consolidés (non audité)

État consolidé du résultat global

	Trimestre clos le	
	31 mars 2022	31 mars 2021
	M\$	M\$
Bénéfice de la période	214	169
Autres éléments du résultat global		
Éléments qui seront ultérieurement reclassés en résultat net à la réalisation de conditions précises :		
Instruments d'emprunt à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	(182)	(68)
– pertes sur la juste valeur	(246)	(78)
– profits sur la juste valeur transférés à l'état du résultat net à la cession	(2)	(15)
– impôt sur le résultat	66	25
Couvertures de flux de trésorerie	(179)	(36)
– pertes sur la juste valeur	(265)	(28)
– pertes (profits) sur la juste valeur reclassé(e)s à l'état du résultat net	22	(21)
– impôt sur le résultat	64	13
Éléments qui ne seront pas ultérieurement reclassés en résultat net :		
Réévaluation des régimes à prestations définies	24	16
– avant l'impôt sur le résultat	33	22
– impôt sur le résultat	(9)	(6)
Instruments de capitaux propres désignés comme étant à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	1	–
– Profits sur la juste valeur	1	–
Autres éléments du résultat global pour la période, après impôt	(336)	(88)
Résultat global total pour la période	(122)	81
Attribuable :		
– à l'actionnaire ordinaire	(133)	70
– au détenteur d'actions privilégiées	11	11
Résultat global total pour la période	(122)	81

Certaines sections du rapport de gestion, qui sont marquées d'un astérisque (*), ainsi que les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

Bilan consolidé

	Notes	Au	
		31 mars 2022 M\$	31 déc. 2021 M\$
Actif			
Trésorerie et soldes détenus dans des banques centrales		9 241	13 955
Effets en cours de compensation auprès d'autres banques		10	9
Actifs détenus à des fins de transaction	5	3 682	2 907
Autres actifs financiers obligatoirement évalués à la juste valeur par le biais du résultat net		18	18
Dérivés	6	3 645	2 773
Prêts et avances à des banques		1 437	1 659
Prêts et avances à des clients		71 228	68 699
Prises en pension à des fins autres que de transaction		7 496	9 058
Placements financiers	7	16 347	14 969
Autres actifs	8	3 349	1 377
Paiements anticipés et produits à recevoir		221	186
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations		3 338	3 548
Actifs d'impôt exigible		215	148
Immobilisations corporelles		325	263
Goodwill et immobilisations incorporelles		183	181
Actifs d'impôt différé		85	103
Total de l'actif		120 820	119 853
Passif et capitaux propres			
Passif			
Dépôts effectués par des banques		1 414	1 313
Comptes des clients		71 436	73 626
Mises en pension à des fins autres que de transaction		7 441	8 044
Effets en transit vers d'autres banques		324	253
Passifs détenus à des fins de transaction	9	3 083	3 598
Dérivés	6	4 019	2 978
Titres de créance émis	10	16 754	14 339
Autres passifs	11	5 464	3 517
Acceptations		3 346	3 556
Charges à payer et produits différés		308	401
Passifs au titre des prestations de retraite		233	267
Créances subordonnées		1 011	1 011
Provisions		44	74
Total du passif		114 877	112 977
Capitaux propres			
Actions ordinaires		1 125	1 725
Actions privilégiées		1 100	1 100
Autres réserves		(383)	(23)
Résultats non distribués		4 101	4 074
Total des capitaux propres attribuable à l'actionnaire		5 943	6 876
Total du passif et des capitaux propres		120 820	119 853

Certaines sections du rapport de gestion, qui sont marquées d'un astérisque (*), ainsi que les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

États financiers consolidés (non audité)

Tableau consolidé des flux de trésorerie

	Trimestre clos le	
	31 mars 2022	31 mars 2021
	M\$	M\$
Bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat	292	232
Ajustements pour tenir compte des éléments sans effets sur la trésorerie :		
Amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles et perte de valeur	27	26
Charges au titre des paiements fondés sur des actions	1	2
Variation des pertes de crédit attendues et autres pertes de valeur liées au crédit	(42)	(16)
Charge au titre des régimes de retraite à prestations définies	3	3
Variations des actifs et des passifs d'exploitation		
Variation des paiements anticipés et produits à recevoir	(35)	(16)
Variation du montant net des titres détenus à des fins de transaction et des dérivés	(1 367)	(585)
Variation des prêts et avances à des clients	(2 503)	(1 454)
Variation des prises en pension à des fins autres que de transaction	1 355	1 043
Variation des autres actifs	(1 874)	(1 395)
Variation des charges à payer et des produits différés	(93)	(125)
Variation des dépôts effectués par des banques	101	140
Variation des comptes des clients	(2 190)	(2 347)
Variation des mises en pension à des fins autres que de transaction	(603)	847
Variation des titres de créance émis	2 415	(2 897)
Variation des autres passifs	1 781	1 949
Impôt payé	(7)	(84)
Flux de trésorerie nets liés aux activités d'exploitation	(2 739)	(4 677)
Achat de placements financiers	(2 191)	(731)
Produit de la vente et de l'arrivée à échéance de placements financiers	566	4 069
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	(28)	(9)
Flux de trésorerie nets liés aux activités d'investissement	(1 653)	3 329
Remboursement de capital à la société mère	(600)	—
Dividendes versés à l'actionnaire	(211)	(206)
Remboursements de capital sur les contrats de location	(12)	(10)
Flux de trésorerie nets liés aux activités de financement	(823)	(216)
Augmentation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(5 215)	(1 564)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de la période	19 759	17 279
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de la période	14 544	15 715
La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent :		
Trésorerie et soldes détenus dans les banques centrales	9 241	13 024
Effets en cours de compensation auprès d'autres banques et effets en transit vers d'autres banques	(314)	(304)
Prêts et avances à des banques – un mois ou moins	1 437	1 260
Prises en pension auprès de banques à des fins autres que de transaction – un mois ou moins	4 180	1 735
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de la période	14 544	15 715
Intérêts :		
Intérêts payés	(143)	(251)
Intérêts reçus	440	451

Certaines sections du rapport de gestion, qui sont marquées d'un astérisque (*), ainsi que les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

État consolidé des variations des capitaux propres

	Autres réserves					
	Capital- actions	Résultats non distribués	Réserve	Réserve de	Total des autres réserves	Total des capitaux propres
			pour actifs financiers à la JVAERG	couverture des flux de trésorerie		
M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	
Au 1^{er} janv. 2022	2 825	4 074	(22)	(1)	(23)	6 876
Bénéfice de la période	—	214	—	—	—	214
Autres éléments du résultat global, après impôt	—	24	(181)	(179)	(360)	(336)
– instruments d'emprunt à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	—	—	(182)	—	(182)	(182)
– instruments de capitaux propres désignés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	—	—	1	—	1	1
– couvertures de flux de trésorerie	—	—	—	(179)	(179)	(179)
– réévaluations de régimes à prestations définies	—	24	—	—	—	24
Résultat global total pour la période	—	238	(181)	(179)	(360)	(122)
Dividendes sur les actions ordinaires	—	(200)	—	—	—	(200)
Dividendes sur les actions privilégiées	—	(11)	—	—	—	(11)
Remboursement de capital à la société mère	(600)	—	—	—	—	(600)
Actions émises aux termes du régime de rémunération et d'achat d'actions du personnel	—	—	—	—	—	—
Au 31 mars 2022	2 225	4 101	(203)	(180)	(383)	5 943

	Autres réserves					
	Capital- actions	Résultats non distribués	Réserve	Réserve de	Total des autres réserves	Total des capitaux propres
			pour actifs financiers à la JVAERG	couverture des flux de trésorerie		
M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	
Au 1^{er} janv. 2021	2 825	3 808	108	141	249	6 882
Bénéfice de la période	—	169	—	—	—	169
Autres éléments du résultat global, après impôt	—	16	(68)	(36)	(104)	(88)
– instruments d'emprunt à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	—	—	(68)	—	(68)	(68)
– instruments de capitaux propres désignés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	—	—	—	—	—	—
– couvertures de flux de trésorerie	—	—	—	(36)	(36)	(36)
– réévaluations de régimes à prestations définies	—	16	—	—	—	16
Résultat global total pour la période	—	185	(68)	(36)	(104)	81
Dividendes sur les actions ordinaires	—	(195)	—	—	—	(195)
Dividendes sur les actions privilégiées	—	(11)	—	—	—	(11)
Remboursement de capital à la société mère	—	—	—	—	—	—
Actions émises aux termes du régime de rémunération et d'achat d'actions du personnel	—	1	—	—	—	1
Au 31 mars 2021	2 825	3 788	40	105	145	6 758

Certaines sections du rapport de gestion, qui sont marquées d'un astérisque (*), ainsi que les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

1 Base d'établissement et principales méthodes comptables

La Banque HSBC Canada (la « banque », « nous », « notre », « nos ») est une filiale en propriété exclusive indirecte de HSBC Holdings plc (la « société mère », « HSBC Holdings », le « Groupe HSBC »). Dans les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires (les « états financiers consolidés »), le Groupe HSBC désigne la société mère et ses filiales.

a) Conformité aux Normes internationales d'information financière

Les états financiers consolidés ont été établis conformément à la norme comptable internationale (International Accounting Standard, ou « IAS ») 34 *Information financière intermédiaire* qu'a publiée l'International Accounting Standards Board (« IASB ») et doivent être lus conjointement avec les états financiers consolidés annuels audités de la banque pour l'exercice 2021. Ces derniers ont été établis selon les Normes internationales d'information financière (International Financial Reporting Standards, ou « IFRS ») et en tenant compte des notes d'orientation concernant la comptabilité publiées par le Bureau du surintendant des institutions financières Canada (le « BSIF »), conformément aux dispositions du paragraphe 308(4) de la *Loi sur les banques*, qui prévoit qu'à moins d'indication contraire du BSIF, les états financiers consolidés doivent être dressés conformément aux IFRS.

b) Changements comptables à venir

Les changements comptables à venir sont décrits à la note 1 c) des états financiers consolidés annuels de 2021, lesquels figurent dans le *Rapport et états financiers annuels 2021* de la banque.

c) Présentation de l'information

Les états financiers consolidés de la banque sont présentés en dollars canadiens, qui constituent par ailleurs la monnaie fonctionnelle de la banque. L'abréviation « M\$ » désigne des millions de dollars. Tous les montants des tableaux sont en millions de dollars, sauf indication contraire.

Certaines sections du rapport de gestion, qui sont marquées d'un astérisque (*), ainsi que les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

d) Estimations et hypothèses comptables critiques

La direction est d'avis que les estimations comptables et les jugements qui portent sur les pertes de crédit attendues, l'évaluation des instruments financiers, l'impôt sur le résultat et les actifs d'impôt différé, ainsi que les obligations au titre des prestations définies constituent nos estimations comptables et jugements critiques. Aucune modification importante n'a été apportée au cours de la période considérée aux estimations comptables et jugements critiques appliqués en 2021, lesquels figurent aux pages 33 à 34, 46 et 78 du *Rapport et états financiers annuels 2021*.

e) Consolidation

Les états financiers consolidés comprennent les états financiers consolidés de la banque et ceux de ses filiales au 31 mars 2022. La méthode adoptée par la banque pour consolider ses filiales est décrite à la note 2 a) de ses états financiers consolidés annuels pour l'exercice 2021, qui sont présentés dans son *Rapport et états financiers annuels 2021*.

f) Principales méthodes comptables

Il n'y a eu aucun changement significatif aux principales méthodes comptables de la banque qui sont présentées à la note 2 a) à r) des états financiers consolidés annuels de 2021 du *Rapport et états financiers annuels 2021* de la banque.

2 Produits de commissions nets

Produits de commissions nets par secteur d'activité

	Trimestre clos le											
	31 mars 2022						31 mars 2021					
	Services aux entreprises	Gestion de patrimoine et services bancaires aux particuliers	Services bancaires internationaux ¹	Marchés et Services liés aux valeurs mobilières ¹	Centre général ²	Total	Services aux entreprises	Gestion de patrimoine et services bancaires aux particuliers	Services bancaires internationaux ¹	Marchés et Services liés aux valeurs mobilières ¹	Centre général ²	Total
M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	
Services à l'égard des comptes	12	4	3	—	—	19	10	3	2	—	—	15
Produits de courtage	—	4	—	—	—	4	—	6	—	1	—	7
Cartes	6	15	—	—	—	21	4	12	—	—	—	16
Facilités de crédit	74	—	8	—	—	82	69	—	15	—	—	84
Fonds sous gestion ³	—	58	—	—	—	58	—	52	—	—	—	52
Importations/exportations	3	—	—	—	—	3	3	—	—	—	—	3
Commissions d'agence d'assurance	—	1	—	—	—	1	—	1	—	—	—	1
Garanties et autres	10	2	3	(1)	—	14	8	1	3	—	—	12
Services de paiement	7	1	2	—	—	10	7	1	2	—	—	10
Prise ferme et services-conseils	—	—	7	5	(2)	10	—	—	22	3	—	25
Produits de commissions	112	85	23	4	(2)	222	101	76	44	4	—	225
Moins les charges de commissions	(4)	(19)	(1)	(1)	—	(25)	(3)	(17)	(8)	(1)	—	(29)
Produits de commissions nets	108	66	22	3	(2)	197	98	59	36	3	—	196

1. Avec prise d'effet au quatrième trimestre de 2021, nous avons scindé le secteur d'activité auparavant appelé « Services bancaires internationaux et marchés » en deux secteurs, soit « Services bancaires internationaux » et « Marchés et Services liés aux valeurs mobilières », afin de refléter nos nouveaux secteurs d'activité. Toutes les données comparatives ont été ajustées pour être conformes à la présentation adoptée pour la période à l'étude. Pour plus de précisions, se reporter à la note 4.
2. Le « centre général » n'est pas un secteur d'activité de la banque. Les nombres indiqués ci-dessus présentent un rapprochement des résultats des secteurs d'activité et de ceux de l'entité.

3 Rémunération et avantages du personnel

Le poste « Rémunération et avantages du personnel » englobe, comme suit, les éléments du coût périodique net des prestations liées aux régimes de retraite et aux autres avantages postérieurs à l'emploi de la banque.

	Trimestre clos le	
	31 mars 2022	31 mars 2021
	M\$	M\$
Régimes à prestations définies	5	6
– régimes de retraite	3	4
– régimes autres que de retraite	2	2
Régimes de retraite à cotisations définies	6	8
Total	11	14

Une réévaluation du passif net au titre des prestations définies a eu lieu conformément à la méthode comptable de la banque décrite à la page 86 du *Rapport et états financiers annuels 2021*.

4 Analyse sectorielle

Le principal décideur opérationnel de la banque est le chef de la direction, qui s'acquitte de ses obligations avec le soutien du comité de direction. Les secteurs opérationnels sont présentés de la même façon que dans les rapports internes fournis au chef de la direction et au comité de direction. Nos secteurs à présenter aux termes d'IFRS 8, *Secteurs opérationnels*, sont les Services aux entreprises, Gestion de patrimoine et services bancaires aux particuliers, les Services bancaires internationaux, et Marchés et Services liés aux valeurs mobilières.

L'évaluation des actifs, des passifs, des produits et des charges sectoriels se fait conformément aux méthodes comptables de la banque. Les produits et les charges sectoriels comprennent les transferts intersectoriels, et ces transferts sont effectués selon les conditions de concurrence normale. Les coûts partagés sont inclus dans chaque secteur en fonction des frais réellement refacturés. Diverses méthodes d'estimation et de répartition sont utilisées afin de préparer les informations financières des secteurs d'activité. Les charges qui sont expressément engagées pour générer des produits sont attribuées aux secteurs d'activité qui ont réalisé les produits connexes. Les autres charges, tels les frais généraux, sont imputées au moyen de méthodes appropriées. Les produits d'intérêts nets des secteurs d'activité reflètent les charges de financement en interne et les crédits relatifs aux actifs, aux passifs et au capital des secteurs d'activité, aux taux du marché, ce qui tient compte des modalités pertinentes.

Bénéfice de la période

	Trimestre clos le											
	31 mars 2022						31 mars 2021					
	Services aux entreprises	Gestion de patrimoine et services bancaires particuliers	Services bancaires internationaux ¹	Marchés et Services liés aux valeurs mobilières ¹	Centre général ²	Total	Services aux entreprises	Gestion de patrimoine et services bancaires particuliers	Services bancaires internationaux ¹	Marchés et Services liés aux valeurs mobilières ¹	Centre général ²	Total
M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	
Produits d'intérêts nets	162	141	25	9	—	337	127	128	22	5	—	282
Produits de commissions nets	108	66	22	3	(2)	197	98	59	36	3	—	196
Produits nets tirés des instruments financiers détenus à des fins de transaction	9	5	—	14	(1)	27	9	11	—	12	(2)	30
Autres produits	1	5	—	—	3	9	5	9	2	1	4	21
Total du résultat d'exploitation	280	217	47	26	—	570	239	207	60	21	2	529
Variations des pertes de crédit attendues et autres charges de dépréciation – reprise/(charge)	40	4	(2)	—	—	42	8	(3)	11	—	—	16
Résultat d'exploitation net	320	221	45	26	—	612	247	204	71	21	2	545
– externe	316	235	34	27	—	612	257	200	64	21	3	545
– intersectoriel	4	(14)	11	(1)	—	—	(10)	4	7	—	(1)	—
Total des charges d'exploitation	(103)	(161)	(22)	(13)	(21)	(320)	(96)	(167)	(22)	(12)	(16)	(313)
Bénéfice (perte) avant la charge d'impôt sur le résultat	217	60	23	13	(21)	292	151	37	49	9	(14)	232

1 Avec prise d'effet au quatrième trimestre de 2021, nous avons scindé le secteur d'activité auparavant appelé « Services bancaires internationaux et marchés » en deux secteurs, soit « Services bancaires internationaux » et « Marchés et Services liés aux valeurs mobilières », afin de refléter nos nouveaux secteurs d'activité. Toutes les données comparatives ont été ajustées pour être conformes à la présentation adoptée pour la période à l'étude.

2 Le « centre général » n'est pas un secteur d'activité de la banque. Les nombres de cette colonne donnent un rapprochement entre les secteurs d'activité et les résultats de l'entité.

Données tirées du bilan

	Services aux entreprises M\$	Gestion de patrimoine et services bancaires aux particuliers M\$	Services bancaires internationaux ¹ M\$	Marchés et Services liés aux valeurs mobilières ¹ M\$	Centre général ¹ M\$	Total M\$
Au 31 mars 2022						
Prêts et avances à des clients	31 577	36 292	3 359	—	—	71 228
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	2 422	12	904	—	—	3 338
Total de l'actif externe	44 508	48 887	8 545	18 377	503	120 820
Comptes des clients	25 926	39 283	6 120	107	—	71 436
Acceptations	2 430	12	904	—	—	3 346
Total du passif externe	36 711	50 596	10 339	16 799	432	114 877
Au 31 déc. 2021						
Prêts et avances à des clients	29 203	35 916	3 580	—	—	68 699
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	2 610	12	926	—	—	3 548
Total de l'actif externe	42 613	51 841	8 577	16 147	675	119 853
Comptes des clients	27 344	39 423	6 787	72	—	73 626
Acceptations	2 618	12	926	—	—	3 556
Total du passif externe	37 104	50 791	10 377	14 511	194	112 977

1 Avec prise d'effet au quatrième trimestre de 2021, nous avons scindé le secteur d'activité auparavant appelé « Services bancaires internationaux et marchés » en deux secteurs, soit « Services bancaires internationaux » et « Marchés et Services liés aux valeurs mobilières », afin de refléter nos nouveaux secteurs d'activité. Toutes les données comparatives ont été ajustées pour être conformes à la présentation adoptée pour la période à l'étude.

2 Le « centre général » n'est pas un secteur d'activité de la banque. Les nombres de cette colonne donnent un rapprochement entre les secteurs d'activité et les résultats de l'entité.

5 Actifs détenus à des fins de transaction

	Note	Au	
		31 mars 2022 M\$	31 déc. 2021 M\$
Titres de créance			
– obligations des gouvernements fédéral et provinciaux du Canada	1	3 108	2 536
– bons du Trésor et autres lettres de change admissibles		346	165
– autres titres de créance		228	206
À la clôture de la période		3 682	2 907
Actifs détenus à des fins de transaction			
– qui ne peuvent être redonnés en garantie ou revendus par des contreparties		1 538	1 087
– qui peuvent être redonnés en garantie ou revendus par des contreparties		2 144	1 820
À la clôture de la période		3 682	2 907

1 Y compris les obligations garanties par un gouvernement.

6 Dérivés

Il y a lieu de se reporter aux notes 2 et 12 du *Rapport et états financiers annuels 2021* de la banque pour obtenir une description détaillée des types de dérivés, de leur utilisation et des méthodes comptables.

Montants notionnels des contrats et juste valeur des dérivés par type de contrat détenu

	Montants notionnels des contrats ¹		Juste valeur – Actifs			Juste valeur – Passifs		
	Détenus à des fins de transaction	Comptabilité de couverture	Détenus à des fins de transaction	Comptabilité de couverture	Total	Détenus à des fins de transaction	Comptabilité de couverture	Total
	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$
Contrats de change	152 821	1 036	1 612	—	1 612	1 613	64	1 677
Contrats sur taux d'intérêt	246 476	19 722	1 872	161	2 033	2 058	284	2 342
Contrats sur marchandises	9	—	—	—	—	—	—	—
Au 31 mars 2022	399 306	20 758	3 484	161	3 645	3 671	348	4 019
Contrats de change	142 104	1 143	1 199	1	1 200	1 213	36	1 249
Contrats sur taux d'intérêt	238 118	17 414	1 452	121	1 573	1 612	117	1 729
Contrats sur marchandises	4	—	—	—	—	—	—	—
Au 31 déc. 2021	380 226	18 557	2 651	122	2 773	2 825	153	2 978

1 Les montants notionnels des contrats des dérivés détenus à des fins de transaction et des dérivés désignés dans des relations de comptabilité de couverture indiquent la valeur nominale des transactions en cours à la date de clôture. Ils ne représentent pas des montants à risque.

Notes annexes (non audité)

Dérivés utilisés dans le cadre de relations de couverture

Instrument de couverture de la juste valeur selon le risque couvert

	Au					
	31 mars 2022			31 déc. 2021		
	Montant notionnel	Valeur comptable		Montant notionnel	Valeur comptable	
		Actifs	Passifs		Actifs	Passifs
M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	
Risque de taux d'intérêt	8 485	146	26	8 704	42	62
Total	8 485	146	26	8 704	42	62

Instrument de couverture des flux de trésorerie selon le risque couvert

	Au					
	31 mars 2022			31 déc. 2021		
	Montant notionnel	Valeur comptable		Montant notionnel	Valeur comptable	
		Actifs	Passifs		Actifs	Passifs
M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	
Risque de change	1 036	—	64	1 143	1	36
Risque de taux d'intérêt	11 237	15	258	8 710	79	55
Total	12 273	15	322	9 853	80	91

7 Placements financiers

Valeur comptable des placements financiers

	Note	Au	
		31 mars 2022 M\$	31 déc. 2021 M\$
Titres de créance		16 333	14 958
– obligations des gouvernements fédéral et provinciaux du Canada	1	11 104	9 760
– obligations de gouvernements étrangers	1	2 711	2 375
– autres titres de créance émis par des banques et d'autres institutions financières		2 127	2 430
– bons du Trésor et autres lettres de change admissibles		391	393
Titres de capitaux propres		14	11
À la clôture de la période		16 347	14 969
Placements financiers			
– qui ne peuvent être redonnés en garantie ou revendus par des contreparties		15 263	13 637
– qui peuvent être redonnés en garantie ou revendus par des contreparties		1 084	1 332
À la clôture de la période		16 347	14 969

1 Y compris les obligations garanties par un gouvernement.

8 Autres actifs

	Au	
	31 mars 2022 M\$	31 déc. 2021 M\$
Débiteurs	657	462
Comptes de règlement	2 099	494
Garantie en trésorerie	586	413
Autres	7	8
À la clôture de la période	3 349	1 377

9 Passifs détenus à des fins de transaction

	Au	
	31 mars 2022 M\$	31 déc. 2021 M\$
Positions vendeur nettes dans les titres	3 083	3 598
À la clôture de la période	3 083	3 598

10 Titres de créance émis

	Au	
	31 mars 2022	31 déc. 2021
	M\$	M\$
Obligations et billets à moyen terme	11 295	8 743
Obligations sécurisées	3 539	3 614
Instruments du marché monétaire	1 920	1 982
À la clôture de la période	16 754	14 339

Durée résiduelle

	Au	
	31 mars 2022	31 déc. 2021
	M\$	M\$
Moins de un an	7 970	5 583
De 1 an à 5 ans	8 557	8 756
De 5 à 10 ans	227	—
À la clôture de la période	16 754	14 339

11 Autres passifs

	Au	
	31 mars 2022	31 déc. 2021
	M\$	M\$
Prêts hypothécaires vendus avec recours	2 086	2 163
Obligations locatives	275	225
Créditeurs	695	640
Comptes de règlement	2 140	371
Garantie en trésorerie	192	67
Autres	68	45
Passif au titre des paiements fondés sur des actions	8	6
À la clôture de la période	5 464	3 517

12 Juste valeur des instruments financiers

Les méthodes comptables, le cadre de contrôle et la hiérarchie utilisés pour déterminer les justes valeurs au 31 mars 2022 sont les mêmes que ceux appliqués dans le *Rapport et états financiers annuels 2021*.

Instruments financiers comptabilisés à la juste valeur et selon diverses bases d'évaluation

	Techniques d'évaluation			Total M\$
	Niveau 1 : Cours du marché M\$	Niveau 2 : Données observables M\$	Niveau 3 : Données non observables importantes M\$	
Évaluations récurrentes à la juste valeur				
Au 31 mars 2022				
Actifs				
Actifs détenus à des fins de transaction	3 455	227	—	3 682
Autres actifs financiers obligatoirement évalués à la juste valeur par le biais du résultat net	—	18	—	18
Dérivés	—	3 645	—	3 645
Placements financiers	16 333	14	—	16 347
Passifs				
Passifs détenus à des fins de transaction	2 942	141	—	3 083
Dérivés	—	4 019	—	4 019
Au 31 déc. 2021				
Actifs				
Actifs détenus à des fins de transaction	2 750	157	—	2 907
Autres actifs financiers obligatoirement évalués à la juste valeur par le biais du résultat net	—	18	—	18
Dérivés	—	2 773	—	2 773
Placements financiers	14 958	11	—	14 969
Passifs				
Passifs détenus à des fins de transaction	3 571	27	—	3 598
Dérivés	—	2 978	—	2 978

Transferts entre les niveaux 1 et 2 de la hiérarchie des justes valeurs

	Actifs		Passifs
	Actifs détenus à des fins de transaction M\$	Placements financiers M\$	Passifs détenus à des fins de transaction M\$
Trimestre clos le 31 mars 2022			
Transfert du niveau 1 au niveau 2	—	—	—
Transfert du niveau 2 au niveau 1	—	—	1
Trimestre clos le 31 mars 2021			
Transfert du niveau 1 au niveau 2	—	—	—
Transfert du niveau 2 au niveau 1	—	—	—

Des transferts d'un niveau à un autre de la hiérarchie de la juste valeur sont réputés se produire à chaque date de clôture. Les transferts entre les niveaux de la hiérarchie de la juste valeur résultent essentiellement de modifications à l'observabilité des données d'entrée et à la transparence des prix.

Juste valeur des instruments financiers non comptabilisés à la juste valeur

Les bases d'évaluation de la juste valeur des instruments financiers non comptabilisés à la juste valeur sont décrites à la page 107 du *Rapport et états financiers annuels 2021*.

Juste valeur des instruments financiers non comptabilisés à la juste valeur

	Note	Au			
		31 mars 2022		31 déc. 2021	
		Valeur comptable M\$	Juste valeur M\$	Valeur comptable M\$	Juste valeur M\$
Actif					
Prêts et avances à des clients	1	71 228	71 021	68 699	68 734
Passif					
Comptes des clients		71 436	71 528	73 626	73 736
Titres de créances émis		16 754	16 627	14 339	14 466
Créances subordonnées		1 011	1 027	1 011	1 074

1 Prêts et avances à des clients propres au Canada : valeur comptable de 67 226 M\$ et juste valeur de 67 031 M\$ (valeur comptable de 64 909 M\$ et juste valeur de 64 942 M\$ au 31 décembre 2021).

Les autres instruments financiers non comptabilisés à la juste valeur sont, de par leur nature, à court terme et leur prix est souvent révisé pour correspondre aux taux courants du marché. Par conséquent, la valeur comptable de ces instruments constitue une estimation raisonnable de la juste valeur.

13 Actions en justice et litiges de nature réglementaire

Dans le cadre normal de ses activités, il est possible que la banque soit engagée dans un certain nombre d'actions en justice ou de litiges de nature réglementaire. De l'avis de la banque, les conséquences de telles procédures, dans l'ensemble, ne devraient pas avoir d'incidence importante sur la situation financière consolidée de la banque ni sur son état consolidé du résultat net.

14 Événements postérieurs à la date de clôture

Le 22 avril 2022, la banque a déclaré, pour le deuxième trimestre de 2022, des dividendes trimestriels réguliers sur toutes ses séries d'actions privilégiées de catégorie 1 en circulation, dividendes qui seront versés, conformément à leurs modalités et de la façon habituelle, le 30 juin 2022 ou le premier jour ouvrable suivant, à l'actionnaire inscrit le 15 juin 2022.

Le 22 avril 2022, la banque a également déclaré un premier dividende intermédiaire de 90 M\$ sur ses actions ordinaires relativement à l'exercice se terminant le 31 décembre 2022. Ces dividendes seront versés au plus tard le 30 juin 2022 à l'actionnaire inscrit le 22 avril 2022.

Puisque les dividendes sur les actions privilégiées pour le deuxième trimestre de 2022 et le premier dividende intermédiaire sur les actions ordinaires pour 2022 ont été déclarés après le 31 mars 2022, leur montant n'a pas été inscrit au passif du bilan de la banque.

Il n'y a eu aucun autre événement important après la date de clôture qui devrait être présenté ou faire l'objet d'un ajustement dans les états financiers consolidés résumés intermédiaires au 31 mars 2022.

Le 22 avril 2022, le conseil d'administration a approuvé ces comptes et leur publication.

Renseignements à l'intention des actionnaires

ADRESSES DES BUREAUX PRINCIPAUX

Vancouver

Banque HSBC Canada
885, West Georgia Street, bureau 300
Vancouver (Colombie-Britannique)
Canada V6C 3E9
Tél. : 604-685-1000

Toronto

Banque HSBC Canada
16, York Street
Toronto (Ontario)
Canada M5J 0E6

Demandes des médias

Anglais :
416-868-3878
647-880-5406
416-673-6997
Français :
647-880-5406
416-673-6997

Site Web

www.hsbc.ca

Réseaux sociaux

Twitter : @HSBC_CA
Facebook : @HSBCCanada
YouTube : HSBC Canada
Instagram : @hsbc_ca

RELATIONS AVEC LES INVESTISSEURS

Pour toute autre demande de renseignements, il y a lieu de s'adresser au service des relations avec les investisseurs, par écrit :

Banque HSBC Canada
Service des relations avec les investisseurs –
Service des finances
885, West Georgia Street, bureau 300
Vancouver (Colombie-Britannique)
Canada V6C 3E9

Service des relations avec les investisseurs –
Courriel : investor_relations@hsbc.ca

Autres ressources HSBC

Gestion globale d'actifs HSBC (Canada) Limitée

1 (888) 390-3333

Fonds d'investissement HSBC (Canada) Inc.

1 (800) 830-8888
www.hsbc.ca/funds

Gestion privée de placement HSBC (Canada) Inc.

1 (844) 756-7783

Valeurs mobilières HSBC (Canada) Inc.

1 (800) 760-1180

Pour de plus amples renseignements ou pour connaître l'emplacement de la succursale bancaire de la Banque HSBC Canada la plus près de chez vous, composez le numéro sans frais 1-888-310-4722 ou visitez notre site Internet à l'adresse www.hsbc.ca

Banque HSBC Canada

885 West Georgia Street
Vancouver (Colombie-Britannique)
Canada V6C 3E9
Téléphone: 604-685-1000
www.hsbc.ca